

La Chair et le Souffle

Changer pour vivre mieux

Revue de théologie et de spiritualité, dirigée par Lytta Basset, La Chair et le Souffle' a publié cet automne, en collaboration avec la Fondation du Devenir, un numéro spécial intitulé « Changer pour vivre mieux ». Voici un reflet de quelques-unes des contributions rassemblées dans ce volume.

Un constat d'abord, dressé dans leur éditorial par Maxime Michel Egger et Diane Louise Lassonde: l'humanité est à un carrefour. Nous sommes appelés à choisir entre la vie et la mort, entre la métamorphose et l'abîme, entre renaître et s'effondrer... « Renaître suppose l'élaboration d'une nouvelle éthique de l'existence individuelle et collective, ancrée dans une conception du «vivre bien» et du «vivre ensemble» qui appelle un changement de notre vision du monde, de nos valeurs, de nos priorités ».

Pourquoi sommes-nous acculés à un tel changement? Parce que, comme le rappelle le Genevois Philippe Roch, « bien que le « progrès » soit encore imparfait et inachevé, nous consommons déjà les ressources naturelles au-delà de leur capacité de régénération ». Un « progrès » qui confronte l'humanité à des limites.

« Le temps du monde fini commence », prophétisait déjà en 1945 Paul Valéry, cité par le professeur à l'Institut de l'environnement humain de Lausanne Dominique Bourg. Des limites aujourd'hui dangereusement transgressées, au nom de la « croissance », qu'il s'agisse, entre autres, du climat ou de la biodiversité. Peut-être aurait-on d'ailleurs pu simplement intituler ce numéro de La Chair et le Souffle: « Changer pour vivre »...

Cependant, ses concepteurs ont surtout cherché à se faire l'écho d'une possibilité de genèse d'un monde nouveau qui est en cours, « comme

une révolution silencieuse ». « Oui, un monde nouveau et ré-enchanté demande à naître. Il est sans doute encore fragile et menacé, mais riche d'énormes potentialités ».

Sortir du capitalisme pour naître à l'humain

Les pistes sont multiples. Dominique Bourg propose, en tant que stratégie de transition, l'économie de fonctionnalité. « Il s'agit de substituer la vente de l'usage d'un bien à la vente du bien lui-même. » Au lieu de chercher à vendre le plus possible d'objets, on a ainsi intérêt à les faire durer le plus longtemps possible. Exemple: le partage de voitures Mobility. Un chapitre est consacré à l'économie sociale et solidaire, avec une finalité de service plutôt que de profit. Un autre aux « écomédecines ».

Notre ami Édouard Dommen se lance à la recherche d'un indicateur du « bien vivre », pour remplacer le produit intérieur brut (PIB) et Leonardo Boff fait l'éloge du « bonheur national brut » mis au point dans le royaume du Bhoutan.

Plus radical, Christian Arnsperger, professeur à l'Université catholique de Louvain, plaide pour une sortie du capitalisme. On dit souvent qu'il s'agit de « remettre l'économie au service de l'humain ». La question est de savoir de quel humain l'on parle. « Un humain tronqué, assoupi, oublié de lui-même et de ses potentialités les plus élevées? » Ou cet humain possible, appelé, comme le dit Maurice Zundel, à dépasser sa nature?

Pour Christian Arnsperger, le capitalisme n'offre pas les conditions nécessaires pour naître à l'humain ainsi défini. « De la richesse a été créée, mais sans tenir ses promesses: l'opulence creuse nos inquiétudes au lieu de nous en libérer ». Deux issues: nous résigner ou devenir des militants existentiels, remplaçant, par exemple, la consommation par la simplicité volontaire. « Il s'agit-là, écrit-il, d'une révolution spirituelle ».

Le cœur de l'identité de l'être humain

Une révolution qui consiste dans le « passage de l'individu, centré sur

son ego et divisé intérieurement, à la personne réunifiée et en communion avec les autres, le monde et le divin. » Une révolution qui doit prendre place dans le contexte de la globalisation et de la mondialisation. Pour Thierry Verhelst – qui a participé au quarantième anniversaire de la COTMEC – si la globalisation économique agit comme un rouleau compresseur, entraînant « le risque d'un nivellement généralisé dans une sous-culture marchande, platement matérialiste », la mondialisation donne à l'humanité l'accès aux créations artistiques, à l'univers spirituel et aux manières de vivre ensemble de peuples jadis inconnus.

Cependant, « s'ouvrir à l'autre et accepter d'apprendre de lui ne vont pas de soi » et la pluralité des cultures effraie. C'est ainsi que la tentation du repli est grande, « avec ses intolérances qui flirtent avec la xénophobie, voire le racisme ». Pour la combattre, Thierry Verhelst fait appel à une identité plus profonde que les identités complexes et contradictoires qui cohabitent en chacun de nous. Au-delà du « petit moi » se trouve le « Je suis », écrit-il. « C'est là que réside le cœur de l'identité de l'être humain, son esprit qui tend vers Dieu ». Et « l'ouverture au Tout Autre invite à la relation aux autres », comme le clament la plupart des sages spirituelles et philosophiques.

« Le défi d'une vie meilleure est de trouver ou inventer un art de la relation juste, dans un équilibre entre l'enracinement et l'ouverture », peut-on conclure avec Thierry Verhelst. ●

Michel Bavarel

1 Deux numéros par an, 30 francs, on peut s'abonner auprès de la Faculté de théologie de Neuchâtel, www.lachair-etlesouffle.org.

Agenda

Les mardis de la diaconie

Un temps de prière silencieuse œcuménique et un partage autour d'un repas simple a lieu une fois par mois sous la Basilique Notre-Dame à Genève, à la chapelle Saint-François. Les prochains rendez-vous sont les mardis 8 février et 8 mars à 13h15.

La dignité des enfants des rues

Le Bureau international catholique de l'Enfance et l'Association Comunità Papa Giovanni XXIII organisent une série de conférences intitulée: « Comment restaurer la dignité des enfants en situation de rue? », le 10 février de 9h à 12h30 à la Salle de conférence du 1, rue de Varembe, à Genève. Réservez svp avant le 2 février 2011 par mail: snobile@appg23.org

Conférence

Changeons de lunettes!

A l'initiative d'EcoAttitude, du ROC, et d'APRES-ge, Patrick Viveret exposait ses idées alternatives lors d'une conférence intitulée « Face à la crise, une autre approche de la richesse pour des politiques de mieux-être ». C'était le 2 décembre à Genève.

Il s'attacha notamment à montrer de quelle manière nos systèmes de représentation nous ont rendu aveugles et empêché de pressentir une crise pourtant imminente. La vision générale conçoit un système politique, social et écologique sur-déterminé par le système économique, lui-même sur-déterminé par le système financier. Ainsi, l'indice de richesse monétaire (PIB) prime constamment sur celui de la santé sociale, l'indice de croissance de l'économie spéculative sur celui de l'économie réelle et rares sont les apparitions d'empreintes écologiques. Au regard des indicateurs habituels, la vie sur terre semblait belle et prometteuse, puis la crise démontra le contraire.

Cependant, notre imaginaire est bloqué. Nous sommes donc dans l'incapacité d'envisager des alternatives au système, tandis que nos dirigeants répètent d'autres solutions que les plans d'austérité actuels, et nous adhérons à cette vision, devant alors les artisans de notre propre domination. Cependant, aussi longtemps que nous refuserons de voir les multiples facettes de la crise et les liens qui les unissent, la situation ne pourra s'améliorer durablement.

Il nous appartient de sortir de cet état de sidération et de désirer un changement dans notre rapport à la richesse, au pouvoir, à l'amour, au bonheur et au sens, afin de nous diriger vers une « sobriété heureuse ». Alors changeons de lunettes! (même si elles ne sont plus prises en charge par l'assurance de base!). ●

Hélène Bourban

Lettres de lecteurs

Voici deux messages réconfortants

Chers Amis de la COTMEC, Selon votre demande, nous vous indiquons ici notre adresse de messagerie. Nous saisissons cette occasion pour vous dire combien nous apprécions la qualité et le positionnement de ce que vous publiez. Nous sommes heureux que ce soit fait sous une « enseigne » de l'Eglise. Bien que nous ne soyons pas à Genève, ni dans le contexte de la Suisse, vous imaginez facilement que les problèmes que vous traitez ont une grande résonance avec ceux que nous connaissons ici. Bien cordialement. (R.et G. Ringwald, Paris)

Chère Equipe de la Cotmec, L'envoi de votre bulletin m'intéresse et m'est utile. J'y trouve le souffle social du chrétien soucieux des autres. Et je vous en remercie sincèrement. Je serai heureux de le recevoir bientôt par internet. Bien cordialement. (R. Roelandt, Belgique) ●

annonce

E-changer
Coopération solidaire
nord sud

cherche

un/e Chargé/e de la SENSIBILISATION/ RECHERCHE DE FONDS

poste à 50%

descriptif sous
www.e-changer.ch



Edito

Risque de dérapage

Lorsque le Conseil fédéral demande aux enseignants de dénoncer les enfants sans-papiers, on relit trois fois la nouvelle. En effet, comment imaginer un appel à la délation au plus haut niveau dans un pays comme la Suisse. Cela nous fait replonger dans les pires années de notre histoire. Sommes-nous sur la voie d'un régime de dictature totalitaire?

A l'heure où l'on discute au plus haut niveau de permettre aux jeunes sans-papiers d'avoir accès à des places d'apprentissage, il est aberrant d'imaginer revenir complètement en arrière et interdire aux enfants l'accès à l'école, sous prétexte que leurs parents sont des sans-papiers. C'est d'ailleurs totalement contraire à la Convention des droits de l'enfant et au droit à l'éducation.

Rappelons également que la motion de Luc Barthassat et Antonio Hodgers sur l'accès des sans-papiers aux places d'apprentissage a été adoptée en mars dernier à Berne. Et que les cantons, Vaud et Genève en tête, commencent à prendre des mesures concrètes pour que les jeunes sans-papiers qui ne peuvent pas s'engager sur la voie des études à 15 ans aient les mêmes possibilités que les Suisses et les résidents étrangers.

En Suisse, comme dans de nombreux pays démocratiques, un enseignant accueille tous les enfants de sa classe afin de leur transmettre un savoir basé sur des valeurs de civisme et des valeurs humanistes inspirées par les valeurs chrétiennes, évidemment incompatibles avec de la délation.

D'autre part, des ONG suisses construisent des écoles à l'étranger et envoient des enseignants dans de nombreux pays afin que le plus possible d'enfants aille à l'école. On ne peut donc pas imaginer qu'en Suisse, on doive limiter l'accès à l'école! De plus, si les enseignants commençaient à faire de la délation, les enfants des sans-papiers risqueraient de se retrouver à la rue par peur d'être dénoncés.

Pour soutenir les sans-papiers, n'oubliez pas de participer à la journée du 29 janvier à Genève à l'Eglise du Sacré-Cœur à Plainpalais en présence d'Alain Richard, fondateur des Cercles de silence. ●

Bernadette Bitar

Eclairage

Etoile de Noël

Un prêtre de mes amis qui vit en Afrique m'envoie un mail au soir du 24 décembre. Il se plaint qu'un malandrin vient de lui dérober l'étoile qui dominait son beau bananier de Noël. Une étoile en papier doré, ou en verre coloré sans doute. Le voleur ignorait que tout ce qui brille n'a pas forcément le prix de l'or en barre.

Je consolai mon ami en lui rappelant la lettre des évangiles. A Jérusalem, les mages, obnubilés par la cour d'Hérode, ont aussi perdu leur étoile. Mon ami et ses paroissiens vivraient-ils trop proches du palais d'Hérode pour ne plus bénéficier de la clarté qui montre le chemin de la crèche?

Il y a des éclipses spirituelles, comme il y a des éclipses de lune et de soleil. On ne peut être éclairé par deux astres superposés. Il faut choisir la lune ou le soleil. Ou, comme disait Jésus, Dieu ou Mamon. Le petit voleur de la veillée de Noël semble avoir fait son choix.

Les mages finirent par trouver Jésus, malgré leur déconvenue de Jérusalem. Ils furent toutefois avertis de retourner chez eux par un autre chemin. En évitant précisément celui qui conduit au château d'Hérode.

Parmi les innombrables Hérode encore en service, celui des mages se faisait appeler « Le Grand ». Etait-ce pour rendre hommage à ses folies sanguinaires ou à sa mégalomanie paranoïaque? Pas grand chose à voir avec l'enfant pauvre et nu de Bethléem.

Une étoile en or massif ou en papier mâché ne remplacera jamais l'étincelle divine qui luit dans l'obscurité des cœurs. Quand bien même elle ne brille pas au faite d'un sapin ou d'un bananier. ●

Guy Musy

Nouvelle loi

L'amour en péril

A compter du 1^{er} janvier, tomber amoureux est devenu une aventure périlleuse. La loi sur les mariages fictifs entre en vigueur et dépourvoit du droit de convoler les couples dont l'un des partenaires ne dispose pas d'un titre de séjour valide. Nous assistons une fois encore à une systématisation de la méfiance et à la création de procédures fastidieuses.

La motion de l'UDC Toni Brunner, à l'origine de cette loi, suit la logique habituelle du parti. Elle stigmatise une catégorie de la population, les sans-papiers, et les attaque sur le point le plus sensible et intime: le droit d'aimer et de fonder un foyer dans la dignité. Une fois encore, des lois d'exception bafouant l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme sont promulguées à l'endroit de tous les sans-papiers, alors que seule une minorité d'entre eux contracte un mariage blanc. Toute présomption d'innocence disparaît pour les couples mixtes. L'unE instrumentaliserait systématiquement le mariage pour

accéder au sésame suprême: un titre de séjour; tandis que l'autre serait une pauvre personne angélique et abusée ou pire! unE traître à la patrie qui profiterait de ses droits civils pour gangrener notre belle nation.

Les trajectoires personnelles sont désormais niées, les liens tissés occultés et la situation du couple ignorée. «S'ils s'aiment vraiment, ils n'ont qu'à aller se marier là-bas!». Certes, mais cela n'engage pas qu'une journée en robe blanche, smoking et champagne. Les procédures telles que l'enregistrement du mariage en Suisse, la levée d'interdiction d'entrée, la délivrance du visa, etc, peuvent durer des mois, voire des années. Une séparation pour une durée indéterminée ou un long exil forcé dans un pays potentiellement en guerre, en ruine ou rongé par la misère est imposé à ceux qui s'aiment en dépit de leur statut administratif.

En outre, afin que les autorités délivrent un droit d'entrée pour regroupement familial, il faut que le couple justifie d'un revenu suffisant et d'un logement... Difficile après avoir dû tout quitter pour convoler à l'étranger de retrouver rapidement emploi et logement dans la conjoncture actuelle! Une fois l'honnêteté

des époux prouvée et les procédures achevées, persiste le risque de poursuites pénales. En effet, des condamnations pour séjour illégal ou pour hébergement de sans-papiers ont déjà été prononcées, comme le relève l'ODAE, l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (www.odaeromand.ch).

Par ailleurs, les officiers d'Etat civil sont désormais tenus de vérifier les papiers des tourtereaux, de leur refuser le mariage et de les dénoncer en cas de séjour illégal. Ces officiers ont accès au système d'information central sur la migration (SYMIC) et se voient transformés en agents de la police des étrangers.

Si par hasard vous tombiez amoureux d'un étranger, mariez-vous vite avant que son permis de séjour n'échoie, même si la décision est précipitée et non définitive: il sera hélas toujours plus facile de divorcer par la suite que de vous marier. Ou préparez-vous à supporter l'exil, l'incertitude, la pression psychologique et le coût financier des démarches. La preuve sera alors faite que votre union est un mariage d'amour! ●

Rose Turiod

Attentat contre des Coptes

Déclaration de la Plateforme Interreligieuse de Genève

Voici le texte lu par Guy Musy le 13 janvier sur la Place Neuve à Genève.

«Nous croyons à l'ouverture de l'intelligence et du coeur. Pour nous, la religion apporte la paix intérieure et elle incite à rechercher la paix avec les autres. Face aux incompréhensions, aux intolérances et aux exclusions, nous désirons partager le même esprit d'ouverture, de disponibilité spirituelle, d'accueil de la richesse de l'autre et de respect de son identité.» Telles sont les paroles qui introduisent la Charte de la Plateforme

Interreligieuse. Depuis près de vingt ans, cette association regroupe les représentants des principales familles religieuses présentes dans notre ville et canton de Genève.

C'est pourquoi notre Plateforme n'hésite pas à s'associer à cette manifestation pour exprimer sa consternation et sa désolation face au massacre perpétré à Alexandrie contre une église copte. Cette communauté est aussi présente dans notre ville. Nous tenons à lui assurer notre soutien fraternel et partager sa douleur.

Nous condamnons cette violence qui a entraîné le meurtre gratuit d'êtres humains. Mais nous dénonçons aussi toutes les violations de la liberté de croyance et d'expression religieuse, partout où elles se produisent. Y compris en Suisse, notre pays. Nous persistons à penser que les religions sont des facteurs de paix. Mais nous sommes révoltés lorsqu'elles alimentent les fanatiques ou servent

d'alibi à des politiciens sans scrupule. Les uns utilisent la religion dans un but criminel; les autres comme alliée de leur mauvaise gouvernance.

Rien ne sert de s'indigner de ce qui se passe ailleurs si nous ne sommes pas prêts de nous respecter à l'intérieur de nos réseaux locaux. Il faut chercher ensemble la paix, la justice et cette fraternité que certains parmi nous appellent amour et compassion. Si nous pleurons aujourd'hui avec celles et ceux qui pleurent, leurs souffrances nous mobilisent aussi. Plus que jamais, les objectifs défendus par notre Plateforme s'imposent. Notre souhait est de les voir partagés par le plus grand nombre de nos concitoyens. ●

Plateforme Interreligieuse de Genève (www.interreligieux.ch/laccueil.php)

Haïti peine à se reconstruire

« Il ne sont pas morts pour rien »

A l'heure où nous écrivons ces lignes, « Baby Doc » vient d'être inculpé en Haïti. L'ancien dictateur va-t-il enfin être jugé? Est-ce que les Haïtiens vont pouvoir tirer un trait sur le passé et concentrer leurs forces sur la reconstruction de leur pays? « Ils ne sont pas morts pour rien », comme le proclamait un Haïtien au soir du 12 janvier 2011 en souvenir des plus de 300000 morts du séisme de janvier 2010. Les Haïtiens ont besoin d'espérer, c'est pourquoi nous avons choisi ces photos de reconstruction pour illustrer ce dossier haïtien. L'article de Damien François revient sur l'histoire d'Haïti et sur tout ce que son peuple endure depuis des décennies.

A l'occasion de la commémoration douloureuse du 12 janvier, un an après le séisme, de nombreux médias ont parlé d'Haïti et de toutes les catastrophes en série qu'a connues le pays ces derniers mois. Un colloque de trois jours a même eu lieu dans les locaux de l'Université de Genève, il y a réuni de nombreuses personnalités haïtiennes et suisses. Si les aspects négatifs ont été abordés, la volonté du peuple haïtien de se prendre en main et de reconstruire son pays a été mis en avant afin de donner une impulsion positive à l'effort immense que chaque Haïtien se doit d'apporter pour relever un pays dévasté.

Le travail de reconstruction après un séisme est très long même dans des pays qui ont des moyens bien supérieurs à Haïti. La capitale a été largement détruite et l'administration très centralisée a été quasiment anéantie. La plupart des fonctionnaires ont été tués et les archives détruites, et comme le rappelait Michèle Pierre-Louis, ancienne première ministre haïtienne: « Il n'y aura pas de reconstruction sans renforcement des capacités de l'Etat haïtien ».

Même si le cadastre a été détruit, même si les fonctionnaires ne sont plus là, même si les terrains parfois ont été recouverts par la mer, la volonté de reconstruire est très forte. Preuve en est le projet né au lendemain du séisme: « La charte pour la reconstruction d'Haïti ». Le texte est à disposition sur le site internet de l'association Tierra Incognita: www.tierra-incognita.ch dans le chapitre « pour Ayiti ».

Mais, il ne suffit pas d'être positif, car les malheurs se sont vraiment abattus sur Haïti depuis un an, comme l'a souligné Max Chauvet, directeur du journal haïtien « Le Nouvelliste », lors du colloque de Genève: « Un an après le terrible tremblement de terre qui a ravagé mon pays, je me sens obligé de vous dire que nous devons tous faire très attention pour que la catastrophe qui est en train de prendre place en Haïti ne soit pas plus dommageable que celle dont nous célébrons le premier anniversaire. Il y a obligation de vigilance et d'attention soutenue envers Haïti, et cela doit commencer en Haïti... Tremblons, chers amis, mais ne nous effondrons pas ». ●

Bernadette Bitar

Haïti hier et aujourd'hui

Le long voyage d'un peuple

Le voyage des Haïtiens a commencé au XVI^e siècle en Afrique avec la Traite Négrière Transatlantique qui a arraché à ce continent plusieurs millions de ses enfants. Au moment de l'embarquement pour l'Amérique, les vendeurs africains disaient ironiquement à leurs captifs qu'ils allaient au paradis. Pour les acheteurs cependant, il était clair que leur cargaison humaine partait en esclavage.

En Amérique, cette main-d'œuvre africaine était soumise à un rythme de travail éreintant et à de mauvais traitements aux fins de fournir toujours en plus grande quantité des produits tropicaux à l'Europe: sucre, café, coton, cacao... Après de longues années de résistance de toutes sortes et de luttes, les esclaves de la colonie française de Saint Domingue, plus nombreux que leurs maîtres, se sont révoltés et ont conquis leur liberté formant le 1^{er} janvier 1804 la première république noire du monde, baptisée: Haïti. Ils ont majestueusement traduit dans la réalité les idéaux de liberté, d'égalité et de quête du bonheur inscrits dans les déclarations des droits de l'homme, celle des Américains du 4 juillet 1776 et celle des révolutionnaires français du 26 août 1789.

Les esclaves devenus indépendants firent la difficile expérience de la construction d'un Etat de droit. Analphabètes pour la plupart, ignorant presque tout de la science administrative, isolés par les puissances esclavagistes et racistes de l'époque, héritiers d'un pays saccagé par 12 ans de guerre, les Haïtiens furent confrontés dès le départ à une tâche colossale.

Malheureusement, très vite, une minorité noire et métisse, entreprenante et audacieuse s'est arrangée pour confisquer le pouvoir politique et les leviers économiques



du nouvel Etat au détriment de la grande majorité et a ainsi condamné le pays au mal-développement. Cette attitude égoïste de la double aristocratie noire et mulâtre a fait basculer le rêve libérateur de 1804 dans le cauchemar d'aujourd'hui.

Haïti aujourd'hui, un Etat faible et affaibli

Haïti en 2010, c'est selon les statistiques du PNUD une espérance de vie de 57 ans, 55% d'analphabètes (taux officiel), 65% de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté avec moins de CHF 2.- par jour, c'est l'insuffisance dramatique d'infrastructures routières, énergétiques et sanitaires, c'est un système éducatif obsolète, c'est des milliers de jeunes qui cherchent à fuir le pays (12000 par an dont 1500 périssent en mer), c'est un environnement saccagé par le déboisement, c'est une misère sans nom, génératrice de violence à tout moment. Haïti aujourd'hui est un véritable baril de poudre.

Il y avait pourtant eu une lueur d'espoir avec la fin de la longue dictature des Duvalier (1957-1986) en février 1986. Mais les élites politiques et économiques n'ont pas su saisir cette chance pour lancer définitivement leur pays sur les rails du développement durable et solidaire. Car le territoire haïtien malgré son exiguïté possède quelques atouts. L'agriculture a été et reste un secteur négligé. Elle pourrait cependant, avec un appui ferme des pouvoirs publics, satisfaire les besoins du pays en produits de toutes sortes.

L'Etat, qui par une politique énergétique rationnelle, aurait pu freiner le déboisement en encourageant l'utilisation du gaz propane comme combustible et les échafaudages métalliques au lieu des échafaudages en bois pour les constructions, s'est empêtré dans des querelles sans grandeur qui en font un Etat faible, d'autres diraient une entité chaotique.

Le pays est sans doute le mieux doté de la Caraïbe pour le tourisme avec un patrimoine matériel et culturel unique, mais la précarité des infrastructures et la violence engendrée par une misère insupportable ont contribué à éliminer Haïti de la carte touristique mondiale.

Les catastrophes s'accumulent sur Haïti

A ce sombre tableau, les colères de la nature et des accidents humains évitables ont ajouté leur note. Le 12 janvier 2010, un violent tremblement de terre (de 7,3 sur l'échelle de Richter) a détruit 4 villes dont la capitale, laissant un bilan humain de plus de 300000 morts, des milliers de sans abris et d'handicapés. La période cyclonique d'avril à novembre a encore assombri la situation. Puis, comble de malheur, le 14 octobre dernier, une épidémie de choléra a éclaté dans le centre du pays et a progressé à une vitesse foudroyante, condamnant chaque jour à la mort des dizaines d'Haïtiens déjà tenaillés et affaiblis par la sous-alimentation.

Cette avalanche de malheurs a heureusement soulevé un vaste élan de solidarité dans la communauté internationale soucieuse d'apporter rapidement les secours nécessaires à Haïti. La Suisse, à travers ses Organisations Non Gouvernementales (ONG) et son Département du



Développement et de la Coopération Humanitaire (DDC) est intervenue avec rapidité dès l'annonce du séisme et a mis en place des structures efficaces pour venir en aide aux plus démunis et se prépare actuellement à participer au travail de reconstruction.

Les élections du 28 novembre 2010 laissaient espérer de possibles changements. Mais elles se sont déroulées dans la désorganisation avec des fraudes et des irrégularités condamnées par beaucoup d'observateurs sérieux.

Dans cette conjoncture incertaine, l'arrivée des Haïtiens en terre promise risque d'être encore longue. Le salut pourrait venir d'un génie de la stature d'un Toussaint Louverture qui a su transformer ses frères esclaves en soldats de 1794 à 1802 pour les libérer ou d'une équipe de femmes et d'hommes honnêtes, désintéressés et transcendants, décidés à remettre debout un peuple qui sait faire preuve d'un courage extraordinaire dans l'adversité. Cette force intérieure du peuple haïtien et la solidarité de ses amis étrangers permettent d'espérer en des lendemains meilleurs. ●

Damien François

Chili

Réflexions de voyage

L'été était beau, cet hiver ! De ce fascinant pays du bout du monde, je ramène quelques réflexions. Jonas, qui est pour quelques mois sur place, apporte un éclairage plus documenté et moins subjectif. Collages.

Il y a d'abord eu ce spectacle à Genève. Albahaca. Où l'auteure chilienne raconte ses souvenirs d'enfance. Puis ces rencontres à Santiago, Valparaiso et San Pedro. Et aussi la lecture des ouvrages d'Isabel Allende et Pablo Neruda.

Tou-te-s disent leur parcours de vie. Et ces récits convergent vers une question qui finit par s'imposer : Pourquoi la marche vers la démocratie est-elle si douloureuse qu'elle contraigne à l'exil ?

Que sa famille soit partie avant, pendant ou après la présidence de Salvadore Allende, le départ a eu un déclenchement commun : la peur. Peur pour l'avenir, pour sa vie, peut-être, mais toujours peur que son pays ne nous devienne étranger (!)

Le Chili était un pays sans problème majeur avec ses gouvernants. En 1970, lorsqu'Allende est élu Président, la situation économique est catastrophique et la polarisation politique extrême. Ce communiste porte donc l'espoir d'un monde meilleur et, en même temps, les craintes d'une péjoration du niveau de vie, précipité par une inflation galopante. Les mesures de rétorsion guidées par Washington vont effectivement rendre la vie quotidienne immédiatement plus difficile.

Le 11 septembre 1973, c'est le coup d'Etat. La Moneda est bombardée. Un traumatisme aussi fort, dira Isabel Allende, que si la Maison Blanche était détruite par l'armée américaine ! Pinochet impose sa dictature pendant 18 ans comme Président, puis reste le Commandant des armées 17 ans supplémentaires. Le pays retrouvera lentement le chemin des urnes.

Certes, les exilé-e-s peuvent maintenant rentrer au pays, mais comment recoller à une réalité qui s'est développée sans vous, et à laquelle vous ne pouvez superposer les espoirs de votre passé ? Comment trouver sa place dans cette société où les différences

entre riches et pauvres sont loin de se combler ?

Le high-tech de la Nasa et les images live du sauvetage des 33 mineurs n'ont pas suffi à mettre en lumière les conditions de travail et de sécurité des sin sol du sous-sol !

Long et difficile est le chemin qui mène vers la véritable démocratie, celle qui garantit à tou-te-s les mêmes droits à connaître une vie digne.

Du sud de la solitude, dit Pablo Neruda, je suis allé vers le nord qu'est

L'ambition du « développement »

L'année écoulée n'a pas été de tout repos pour le président Sebastián Piñera. En plus de devoir faire face aux conséquences du tremblement de terre de février 2010, le nouvel élu – le premier d'un parti de droite depuis la fin de la dictature – a dû affronter un ambitieux slogan de campagne à la réalité du pays. Lui qui promet de faire du Chili un « pays développé » d'ici à la fin de la décennie a pu constater l'ampleur des chantiers en matière de réduction de la pauvreté (15 % de la population en 2009), d'éducation ou d'intégration.

Dans ce contexte, le bilan de la nouvelle administration est contrasté. Si Piñera sait gouverner vers le centre et proposer des projets consensuels, certains grands dossiers (comme la question Mapuche, sur laquelle nous reviendrons) peinent à avancer. S'il fait preuve de volontarisme en matière sociale, il doit encore dépasser sa propension à l'« effet d'annonce ». Enfin, si un vent progressiste et résolument optimiste souffle sur la politique chilienne – ce qui est réjouissant pour l'observateur européen par les temps qui courent –, de trop nombreuses personnes se retrouvent encore de fait exclues de ce « projet de développement ».

Le Chili de Piñera apprend surtout que la revendication d'entrer dans le club des « pays développés » s'accompagne de responsabilités, et que le libéralisme qui domine depuis 1990 provoque des déséquilibres dont la responsabilité incombe au gouvernement. L'augmentation de la pauvreté entre 2006 et 2009 de 13 à 15% à fait

le peuple, le peuple auquel mon humble poésie voudrait servir d'épée et de mouchoir, pour éponger la sueur de ses grandes douleurs et lui donner une arme dans sa lutte pour le pain.

Les habitant-e-s de cette longue bande de terre savent combien la cohésion est difficile. Depuis cet automne, l'on sait que le Chili se déploie aussi en profondeur. Puisse-t-il y planter solidement ses racines pour développer son avenir en pleine lumière. ●

Roland Pasquier

l'effet d'une bombe politique. Le pays semble ainsi à un tournant. Admis au sein de l'OCDE en 2010, le Chili a perdu son « droit » aux programmes de développement de nombreux pays (y compris la Suisse), sans que ce changement de statut ne résolve du jour au lendemain les problèmes structurels de la société.

Ainsi, comme dans de nombreux pays latino-américains, le gouvernement doit encore traduire la croissance économique en véritable développement. Il s'agit d'abord de renforcer les mécanismes de protection sociale, à l'exemple de l'instauration en mars 2011 d'un programme de soutien aux familles sur la base du mécanisme de la Bolsa Familia brésilienne. Surtout, il s'agit de s'attaquer aux déséquilibres structurels de la société qui permettent au 10% le plus riche de la population de gagner 46 fois plus que le 10% le plus pauvre – écart le plus important depuis 1990. Des actions plus décidées contre les criantes inégalités de genre et d'éducation sont également nécessaires pour réduire des déséquilibres hélas typiques du « développement » latino-américain. Le dernier rapport de la CEPAL proclame haut et fort cette nécessité, lui qui s'intitule « Abrir caminos y cerrar brechas » (Ouvrir des voies et fermer des brèches). Tout un programme pour l'Amérique latine, mais aussi de sérieux défis pour le Chili, où les relativement bonnes conditions démocratiques et économiques ne permettent pas au gouvernement de se cacher derrière de fausses excuses pour ne pas s'attaquer à ces problèmes de fond. ●

Jonas Pasquier

Agenda

Les rendez-vous des jeûneurs

A Genève, les rendez-vous des jeûneurs ont lieu dans les paroisses suivantes :

- Du 13 au 19 mars à St Joseph
 - Du 16 au 23 mars, dans la Région Arve-Lac
 - Du 1 au 7 avril à Onex
 - Du 2 au 8 avril au Lignon
 - Du 8 au 15 avril à la Servette
- Renseignements au 022 757 34 20, chez Anne-Michèle Stern, ou sur le site www.campagnealimentation.ch

Journée internationale des Roms

Le 8 avril 2011 aura lieu la Journée internationale des Roms, ce sera le 40^e anniversaire de cette journée. Une grande fête est prévue à Plainpalais (Genève). La Cotmec s'associera, avec Caritas et le Département ouvert au monde, à l'organisation de cette fête. Nous vous donnerons plus de renseignements dans notre prochain numéro de Cotmec-info.

Action pour les « sans-papiers »

Le premier cercle de silence à Genève

Une lanterne qui scintille pour symboliser les 100000 à 250000 travailleurs sans statut légal de Suisse et autour, 60 personnes formant un cercle silencieux. Cette scène a interpellé les passants sur la plaine de Plainpalais le 29 janvier dernier. Pour répondre à leurs interrogations face à ce spectacle inhabituel, des tracts étaient distribués, expliquant les deux intentions portées par ce rassemblement humain : le refus de la dénonciation des élèves « sans-papiers » et le refus de la suppression des assurances sociales pour les travailleurs « sans-papiers ».

Ce premier cercle de silence à Genève était organisé par la Commission tiers-monde de l'Eglise catholique (COTMEC), le Service solidarité et société de l'Eglise protestante et l'Aumônerie œcuménique auprès des requérants d'asile (AGORA), dans le cadre d'une journée œcuménique de réflexion intitulée « le silence, arme de la non-violence ». Les participants purent apprécier la présence et les interventions de Frère Alain Richard, Franciscain de 86 ans et initiateur des cercles de silence.

En guise d'ouverture à cette journée, une Bolivienne « sans-papiers » qui vit et travaille à Genève offrit son témoignage : la difficulté à se loger, les rapports inégaux avec les employeurs et l'anxiété permanente qui l'assaillit. Cet éclairage très concret et vibrant permit de mettre en relief la présentation du représentant du Syndicat interprofessionnel des travailleurs (SIT), qui lutte contre l'exploitation des travailleurs sans statut légal.

Frère Richard appela ensuite à participer à la défaite de la violence, sans pour autant perdre sa capacité à l'indignation. Pour lui, la violence est le refus d'une relation. Comme notre Dieu est un Dieu de relation, refuser une relation équivaut à refuser Dieu. « Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas



plus de chrétiens actifs contre la violence », conclut-il. Face aux violences infligées aux sans-papiers, qui bien que légales n'en sont pas moins illégitimes et constituent une dégradation de notre humanité, il incite à mobiliser la force intérieure qui habite en chacun de nous.

Le silence s'inscrit dans cette démarche. Nous devons nous indigner, mais sans cris ni insultes, qui sont les reflets d'une colère destructrice. Il faut leur préférer une attitude digne, comme le silence, qui puisse faire ressentir la gravité de la situation. Bien que le silence permette aux non-croyants ainsi qu'aux personnes issues de diverses religions de se rejoindre, le cercle de silence n'est pas un cercle de prière, mais relève avant tout d'une démarche d'intériorité.

D'autres cercles de silence se tiendront à Genève, comme dans 150 autres villes européennes. Dans le domaine de l'action politique, diverses associations déposeront en juin au Palais fédéral le manifeste « Aucun enfant n'est illégal », muni de plus de 10'000 signatures. Tandis qu'en octobre, une pétition en faveur d'une régularisation collective des travailleurs sans statut légal sera remise aux autorités fédérales. ●

Hélène Bourban

Erratum

Dans le supplément no 324 du Cotmec-info, il fallait lire : « Addax Bioenergy () vient de négocier () la location de 12.500 hectares de terres en Sierra Leone, pour une durée de 50 ans » et non 100 ans. C'était déjà assez long ! Nos excuses.

Edito

L'Afrique enfin à la Une

L'Afrique fait parler d'elle. Ce n'est pas si fréquent pour ce continent habituellement oublié des médias. C'est tout d'abord le Nord du continent – couramment abonné aux pages touristiques – qui s'est réveillé : la rue en Tunisie et en Egypte a réussi à faire plier deux régimes dictatoriaux établis de longue date. Ils avaient très bonne presse auprès des gouvernements occidentaux pour l'ordre qu'ils arrivaient à établir dans leurs pays respectifs. Cet ordre qui permettait aux touristes européens avides de soleil de se payer des vacances tout compris sans même parfois avoir de contacts avec l'habitant...

Alors même si le tourisme, point fort de ces deux pays, a de la peine à redémarrer, espérons que ceux qui partiront pour les plages du Sud de la Méditerranée auront enfin l'envie de s'intéresser aux personnes qui y vivent et non seulement aux paysages et aux attractions offertes.

L'Afrique c'est encore le sommet anti-Davos de Dakar au Sénégal qui a été l'occasion de belles rencontres à tous ceux qui refusent le capitalisme, ou du moins le capitalisme à la sauce néo-libérale. Quelques vedettes socialistes, écologistes ou d'autres mouvements politiques et syndicalistes de gauche étaient présents, mais c'est surtout les associations et les mouvements qui avaient leur place dans ce forum social et de partage des idées.

L'Afrique enfin, est au cœur de la campagne de ce Carême 2011, avec la République démocratique du Congo très riche par les minéraux que l'on peut y trouver. Ils sont malheureusement très convoités, donc sources de conflits et d'inégalités. Une campagne de Carême qui s'annonce intéressante, mais aussi culpabilisante, car, souvent sans le savoir, nous sommes concernés par les métaux précieux ou semi-précieux qui logent dans nos ordinateurs, téléviseurs et autres portables. Notre dossier de ce mois est consacré à la campagne de Carême.

Ce numéro 326 du Cotmec-info vous parlera également de l'Uruguay, du Chili et du Cercle de silence qui a eu lieu à Genève le 29 janvier. ●

Bernadette Bitar

Eclairage

Boulevard des allongés

Dans nos campagnes, on désignait autrefois les cimetières communaux sous le joyeux vocable de « boulevard des allongés ». Expression désormais obsolète du fait de la généralisation de la crémation. Il vaudrait mieux parler aujourd'hui de colline des entassés ou des dispersés. Je parle des cendres des disparus, vous m'aurez compris.

J'ai été agréablement surpris d'apprendre qu'une commune genevoise résistait à cette triste modernité. Son conseil communal vient de décider que désormais toutes les tombes du cimetière local seraient alignées et orientées vers le Sud-Est, direction La Mecque, pour être plus précis. Démarche astucieuse qui respecte à la fois la laïcité si chère aux radicaux genevois et, du même coup, fait une fleur à nos amis musulmans. Bref, tout le monde est content ! Quoique...

Je ne sais si les conseillers communaux ont consulté les Juifs et les Chrétiens sur ce sujet ô combien délicat. Figurez-vous qu'il arrive encore à ces derniers de passer de vie à trépas. Mais, après réflexion, je pense que ce nouvel alignement macabre ne pourrait que les réjouir. Depuis Genève, regarder vers La Mecque ou lorgner vers Jérusalem ne provoque pas de graves contorsions cervicales. Nous n'allons donc pas chipoter pour quelques minables dégradés à peine visibles sur nos boussoles. Disons que c'est vers le soleil levant que désormais les morts seront enterrés au Grand-Saconnex. Dans l'attente de la bienheureuse résurrection promise par les prophètes de nos trois religions monothéistes.

Quant aux bouddhistes, aux agnostiques, aux indifférents et autres athées, demeure la solution du « jardin du souvenir ». A moins qu'ils ne se fassent alignés eux aussi, mais couchés sur le dos, le regard fixé sur le haut de leur cerceuil. Vers le ciel ou le soleil, selon leur convenance et préférence. Il y a toujours une solution au multiculturalisme religieux. Il suffit de mourir pour s'en apercevoir.

Guy Musy

La lutte antitabac dans un pays du Sud

L'Uruguay dans la mire de Philip Morris

Une bataille juridique, politique, économique et médiatique est en cours entre Philip Morris, la multinationale du tabac, et les gouvernements actuel et ancien de l'Uruguay. Et pour illustrer ce combat, deux images « choc » de la campagne antitabac uruguayenne.

En 2006, l'Uruguay est devenu le premier pays latino-américain et le cinquième au monde à interdire le tabac dans les lieux publics. Dans le cadre de son dispositif antitabac, les mesures prises par l'Etat uruguayen sont des plus strictes au monde. Par exemple, il est obligatoire d'imprimer des photos illustrant les effets néfastes du tabac pour la santé (des doigts brûlés, des bébés prématurés, des malades intubés...) Ces images doivent couvrir le 80 % de la taille des paquets de cigarettes, cachant parfois même le logo de la marque. Le contenant doit aussi afficher, de manière très visible, l'avertissement sur l'effet mortel de la nicotine.

L'ancien président uruguayen et médecin oncologue, Tabaré Vazquez, explique dans tous les congrès internationaux que, grâce aux lois votées, le nombre de fumeurs a diminué de 25 % en Uruguay et il associe la diminution d'accidents cardiaques dans le pays à cette baisse de consommation.

Philip Morris international, installé à Lausanne, estime que ces mesures prises transgressent le traité de promotion et de protection des investissements conclus entre l'Uruguay et la Suisse en 1991, et il a porté plainte contre l'Uruguay devant la cour d'arbitrage de la Banque mondiale. Selon Tabaré Vazquez, les industries du tabac veulent faire un exemple pour les pays qui oseraient prendre les mesures proposées par l'OMS. En effet, l'argent qu'ils sont en train de perdre en Uruguay ne signifie rien dans leur budget. En effet, le PIB de son pays est moitié moins élevé que

le chiffre d'affaires annuel de Philip Morris (31,5 contre 62 milliards de dollars).

Les accords bilatéraux

L'ancien président uruguayen demande à la Suisse d'introduire une annexe à l'actuel traité de protection des investissements, excluant ces produits nocifs pour la santé. Pour permettre, dans une seconde étape, de mettre la santé de la population au centre de tout traité international commercial.

Selon la Déclaration de Berne, «les autorités helvétiques se sont refusées, jusqu'à présent, à introduire des dispositions relatives au respect des droits humains lors de la négociation de traités bilatéraux ou à réaliser de telles études d'impact, en affirmant que la politique commerciale n'est pas l'instrument adéquat pour soutenir la politique des droits humains.» (Vers un développement solidaire, DB, janvier 2011; www.ladb.ch/accordsbilatéraux)

L'association Internationale des producteurs de tabac (ITGA) se dit très préoccupée par ses 30 millions de membres dans le monde. «C'est impossible d'appliquer ce que les ministres de la santé décident dans les réunions de l'Organisation Mondiale de la Santé, il y a des hommes et des femmes paysans derrière», explique Antonio Abrunhosa, directeur de l'ITGA. En plus, l'OMS aimerait interdire les substances qui sont utilisées dans les cigarettes pour les rendre plus attractives. Le sucre est le principal additif et il est utilisé pour le tabac burley, présent dans la moitié de ce commerce dans le monde. La doctoresse Adriana Blanco, représentante de l'OMS, se dit scandalisée de mettre le sort des paysans comme bouclier.

Nouveau gouvernement, nouvelles stratégies ?

Le gouvernement de José Mujica, président actuel, aurait préféré négocier. Son pays est trop pauvre et faible pour faire face à une telle bataille. «On doit trouver d'autres solutions, l'Uruguay ne peut pas payer des milliers de dollars à des avocats pendant plusieurs années.» Mais l'ancien président répète haut et fort que «la négociation, dans ce cas, est une erreur. On n'a rien à concéder aux multinationales du tabac.»



L'ONG Tobacco-Free Kids a déjà réglé les coûts de la première étape de la procédure judiciaire et la fondation du maire de la mégalopole américaine, Bloomberg Philanthropies, s'est engagée à apporter une assistance juridique au gouvernement uruguayen et à financer des campagnes médiatiques. L'OMS va également apporter un soutien technique à ce petit pays sud-américain de 3,4 millions d'habitants. «Nous continuerons à batailler sans perdre de vue que nous pourrions négocier avec Philip Morris avant d'avoir tout perdu», précise un membre du gouvernement.

Entre temps, Mujica et ses ministres font face aussi au dumping dénoncé par la Compagnie nationale du tabac et à l'accroissement de la contrebande. Depuis avril 2010, Philip Morris et British American Tobacco (BAT) ont commencé à vendre leurs cigarettes moins chères que celles produites dans le pays. L'actuel gouvernement est très inquiet à l'idée que la firme uruguayenne ferme ses portes à cause des mesures anti-tabac de l'administration précédente. Il y a deux ans, les multinationales avaient le 10 % du marché uruguayen, maintenant elles se partagent le 25 %. «Actuellement, les firmes multinationales vendent leurs cigarettes en dessous du prix de production», dénonce l'actuel président, en s'exclamant, «personne ne se rend compte qu'on est en train de perdre cette guerre?» ●

Inès Calstas

Campagne de Carême 2011

Les richesses des pays pauvres sont dans nos bijoux et nos portables

La Campagne de Carême s'attaque cette année à un sujet dramatique: l'extraction des minerais précieux dans les pays du Sud, source de richesses, mais également de conflits parfois violents et d'inégalités flagrantes. Les minerais précieux sont partout actuellement, en plus de nos bijoux et de nos montres, ils sont également présents dans nos portables et tous les appareils électroniques qui agrémentent nos loisirs et nos places de travail.

Malgré l'augmentation mondiale de la demande en matières premières, les terres les plus riches dans ces ressources appartiennent aux Etats les plus pauvres qui subissent le plus souvent des conflits meurtriers. Les gouvernements faibles, la corruption répandue, et le pouvoir sans limite

Accords commerciaux et responsabilité sociale

La Suisse et les multinationales

Voici un article de Christine von Garnier, Secrétaire exécutive de l'antenne suisse du Réseau Afrique Europe Foi et Justice, qui traite, en lien avec le thème de la campagne de Carême 2011, des Accords commerciaux et de la responsabilité sociale (RSE), car selon elle «le gouvernement suisse devrait mieux réglementer ses multinationales».

Le 23 novembre dernier, le Parlement européen a adopté un rapport demandant l'inclusion de clauses de responsabilité sociale des entreprises (multinationales) dans les accords commerciaux signés par l'Union Européenne. Ces clauses devraient inclure, entre autres, une obligation pour les entreprises de «s'engager à consulter sur une base libre, ouverte et informée, les acteurs locaux et indépendants avant de lancer un projet ayant des incidences sur le territoire d'une collectivité locale». Cet accord devrait aussi inclure des dispositions visant à «encourager la coopération judiciaire transnationale pour faciliter l'accès à la justice de victimes des activités des entreprises».

En effet, ces accords se sont révélés jusqu'à présent insuffisants en particulier dans le secteur minier et ceci entre «maison-mère» et entreprises locales. Cette prise en compte de la responsabilité sociale des entreprises en politique commerciale a notamment été soutenue par l'OCDE et l'OIT. Les Etats-Unis, le Canada, la Norvège, le Danemark et même l'Inde ont élaboré une politique nationale allant dans ce sens.

Qu'en est-il au niveau suisse? Prenons l'exemple de l'entreprise Glencore AG qui a son siège à Baar (Zoug).

des entreprises transnationales mènent à des abus graves qui mettent en péril les droits fondamentaux des populations autochtones.

Pour un commerce équitable des minerais

Pour que le commerce des matières premières profite également aux populations des pays détenteurs de ces richesses, il est urgent que des mesures soient prises, tant au niveau local que national et international, afin que les Etats et les entreprises assument leurs responsabilités.

De plus, dans beaucoup de pays du Sud, l'extraction minière apporte la misère à la population locale dont le droit à l'alimentation est bafoué. Les gouvernements de ces pays, théoriquement garants du respect de ce droit vital, sont co-responsables de ce désastre. Des sujets complexes qui nous interpellent sur notre mode de vie le plus quotidien et qui et qui sont présents dans le matériel proposés par les Œuvres d'entraide Action de Carême (AdC) et Pain pour le Prochain (PPP) pendant tout le Carême. Vous trouverez de très nombreuses informations sur www.fastenopfer.ch et www.ppp.ch. ●

Bernadette Bitar

Elle a une filiale en République Démocratique du Congo, la Katanga Mining Ltd, et y gère l'extraction de cuivre et de cobalt. Aujourd'hui, sa responsabilité juridique est quasiment nulle (sans parler de la responsabilité juridique locale), puisque dans le droit suisse actuel «maison-mère» et filiale sont considérées comme des entités juridiques séparées. Que se passe-t-il donc si la santé des ouvriers est gravement menacée, si l'environnement est pollué, si des enfants travaillent dans la mine, si des terres ont été expropriées illégalement? Quasiment rien. Il n'y a pas non plus de clause spéciale dans le droit pénal ou civil suisse de protection des droits humains dans ces cas.

Même constat avec d'autres sociétés suisses: Xstrata AG et Metalor SA. Toutes extraient des minerais (coltan, cuivre, cobalt, or) servant à la fabrication de nos téléphones portables, ordinateurs et autres appareils électroniques. Ces sociétés avaient en 2009 un chiffre d'affaires de 130 milliards de dollars et employaient des milliers de personnes dans le monde. Et pourtant, alors que ces richesses locales devraient aussi bénéficier aux populations locales, c'est souvent la pauvreté qui s'installe, la corruption, les bidonvilles insalubres, l'instabilité politique, la dégradation de la santé, du milieu, etc. Le droit local est souvent inopérant. Des investissements seraient les bienvenus dans la défense des droits humains, le développement, de même que la transparence des comptes (www.actiondecareme@fastenopfer.ch).

Notre droit suisse va-t-il continuer à se faire encore longtemps le complice indirect de ces situations souvent désastreuses? Nos oreilles ne vont-elles pas bourdonner en écoutant notre portable, et nos ordinateurs ne vont-ils pas faire une pose de réflexion? N'est-il pas urgent de montrer nos vraies valeurs et de redonner l'exemple pour un monde plus juste? ●

Christine von Garnier

Animations pour les jeunes

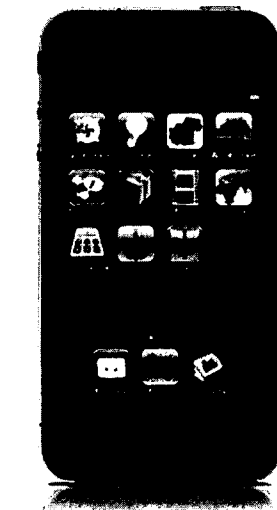
L'Equi-téléphone face au portable

Un téléphone portable est utilisé en moyenne une année par son utilisateur. Les matières premières qui le constituent sont en partie des minéraux précieux dont l'extraction coûte en vies humaines et détruit l'environnement de pays du Sud comme la République démocratique du Congo. Les ouvriers qui fabriquent les téléphones portables sont souvent contraints de travailler dans des conditions déplorables. De plus, les téléphones usagés augmentent la masse de déchets dangereux envoyés dans les pays du Sud, soit disant pour être recyclés, mais qui sont en grande partie triés par les plus pauvres dans des décharges sans aucune sécurité... Des reportages récents nous l'ont encore rappelé.

Tout au long du Carême 2011, les jeunes seront particulièrement rendus attentifs aux problèmes liés à l'extraction minière et aux problèmes qu'elle cause aux populations locales en matière de sécurité alimentaire, par le biais de cet objet de consommation usuel et populaire auprès des jeunes: le téléphone portable. En Suisse, neuf personnes sur dix en possèdent un qu'elles remplacent en moyenne tous les huit mois.

Sachant qu'un tel appareil peut compter jusqu'à 1500 pièces constituées de plus de 60 matières premières, cela nécessite une grande exploitation de minerais provenant pour la plupart d'Afrique et d'Amérique du Sud. L'extraction est faite par des multinationales qui ne respectent souvent pas le droit de la population locale en matière de santé, de droit du travail, d'environnement, etc. Les richesses naturelles sont pillées sans qu'une véritable contrepartie économique soit versée au pays et à ses habitants.

Quelle alternative proposer? C'est l'«EquiPhone»: un téléphone qui parle d'équité entre les êtres humains et



qui est à la fois équitable au niveau économique et social dans sa réalisation et sa fabrication. Les menus de ce nouvel appareil offrent des prises de distance, une découverte d'autres formes de communication, d'autres types de consommation. Il incite également à réfléchir à un futur plus humain et à méditer sur d'autres manières de penser notre rapport au monde. Bref, à prendre conscience des conséquences de notre appétit électronique. Informations plus complètes sur les sites d'AdC et PPP. ●

Bernadette Bitar

Carême 2011

Jeûne en carême: ringard ou tendance?

Cet article qui nous rappelle les dimensions spirituelles du Carême nous est proposé par Anne-Michèle Stern, Coordinatrice romande des semaines de jeûne en carême.

Si on me posait la question: «Est-ce que le jeûne en carême est ringard ou tendance?», Je répondrais «tendance». En effet, si on en croit les chiffres: en 2001, il y a eu un groupe d'une dizaine de personnes pour le jeûne et en 2011, il y a quarante-cinq groupes réunissant cinq-cent personnes. Dans l'intervalle de ces 10 ans, sous l'impulsion de Pain pour le prochain et d'Action de Carême, 220 semaines de jeûne en carême ont été organisées.

Chaque semaine est suivie en moyenne par 14 ou 15 personnes, cela représente une chaîne de 22 222 jours de jeûne et de prière effectués, soit 60 ans de jeûne! Mais, comme le disait un graffiti dans ma jeunesse, «les seules statistiques auxquelles je crois sont celles que j'ai trafiquées moi-même!»... et aucune statistique ne pourra quantifier l'apport calorifique donnant vie au cœur des personnes qui jeûnent dans la prière et le partage solidaire, (re)découvrant l'Essence-Ciel même du carême... dans une remarquable démarche œcuménique, car même si les groupes sont généralement rattachés aux paroisses, ils accueillent dès l'origine tous les participants quelle que soit leur confession.

Jeûner une semaine pour se préparer aux fêtes de Pâques ne veut pas dire «arrêter de se nourrir» pendant 7 jours, mais se nourrir essentiellement de l'intérieur pendant 7 jours. Pour le favoriser, les jeûneurs/jeûneuses se retrouvent quotidiennement pour

- la conduite du jeûne selon la méthode Buchinger, permettant à toute personne adulte et en bonne santé de jeûner dans de bonnes conditions physiques
- la convivialité, souvent vécue une tisane à la main...
- la prière communautaire nourrie par la prière personnelle et vice-versa pour se préparer à vivre la Pâque (www.campagnealimentation.ch)
- le partage financier pour des projets de PPP et AdC, chacun donnant dans la discrétion au minimum la somme qu'il n'a pas dépensé en nourriture pendant la semaine

Au cours de ces 10 ans, c'est 300 000 francs qui ont été partagés pour des projets d'entraide. Un montant inestimable qui a permis de soutenir plusieurs centaines de personnes en difficulté en Haïti, en Colombie, en Inde ou aux Philippines...la solidarité des jeûneurs a fait le tour du monde! ●

Anne-Michèle Stern

Livres

Jean Goss, héraut de la non-violence

J'ai retrouvé sa voix passionnée sur une cassette enregistrée le 27 février 1991. «L'homme est la valeur suprême. Il est donc sacré. En aucun cas, on a le droit de le tuer», me disait-il. Héraut de la non-violence, Jean Goss participait alors à la Campagne de Carême en Suisse romande. Thème de cette année-là: «Le prix de la paix». Quelques semaines plus tard, le 3 avril, alors qu'il bouclait ses valises afin de s'envoler, avec sa femme Hildegard, pour Madagascar, il décédait.

À l'occasion du 20^e anniversaire de sa mort, Hildegard Goss-Mayr publie un livre¹, où, avec un prêtre, Jo Hanssens, et d'autres amis, elle rend témoignage à Jean Goss. Sont retracées dans l'ouvrage les grandes étapes de la vie de cet homme au langage «parfois abrupt», animé par une inébranlable conviction.

Jean Goss est né en 1912, près de Lyon, dans une famille plongée dans une situation de pauvreté, voire de misère. Adulte, travaillant dans l'administration de la SNCF, il fonde avec des camarades une section du syndicat chrétien CFTC. Mobilisé, responsable d'une pièce d'artillerie en mai 1940, il tire «à pleines gueules de canon» pour ralentir l'avance des Allemands. C'est alors qu'il vit une expérience mystique qui l'envahit d'une immense force de paix, de joie et d'amour pour tous les hommes». Prisonnier de guerre en Allemagne, il s'efforce d'incarner cet amour auprès de ses compagnons.

De retour de captivité, Jean Goss s'engage auprès des pauvres, aux côtés d'un maire communiste ou de l'abbé Pierre. En 1948, il renvoie sa croix de guerre au ministre de la défense et rejoint la lutte pour la reconnaissance du droit au refus du service militaire. Il intervient vigoureusement jusqu'à Rome pour que l'Eglise redécouvre la non-violence de Jésus et abandonne sa doctrine de la guerre juste.

Amérique latine, Asie, Afrique
Jean rencontre Hildegard au sein du Mouvement international de la réconciliation (MIR). Il la rejoint au secrétariat international de ce mouvement à Vienne et ils se marient en 1958. Dès lors, ils accompliront ensemble une véritable mission pour la paix. On les retrouve dans les années soixante en Amérique latine, aux côtés notamment d'Adolfo Pérez Esquivel, qui recevra le prix Nobel de la Paix en 1980 et qui préface le livre. A l'appel de religieuses, ils donneront des séminaires de formation à la non-violence active aux Philippines à partir de juin 1984 et, plus tard, au Bangladesh. Jean Goss se rendra encore à deux reprises au Zaïre en 1987 et 1989.

«Pour Jean Goss, la Croix du Christ est le lieu où éclate au plus haut la non-violence de Dieu», souligne le père Alfred Bour qui décrit l'ancien syndicaliste comme un mystique et un «homme au cœur de feu», tout entier saisi par l'amour. C'est bien le sentiment que cette rencontre avec lui, marquante, m'a laissé. ●

Michel Bavarel

1 Jean Goss, mystique et militant de la non-violence, aux Éditions Fidélité, Namur 2010.

Formation oecuménique

La 20^e volée de l'AOT en septembre 2011

Si les contacts entre catholiques et protestants de Genève se sont renforcés depuis quelques décennies, c'est en partie grâce à l'AOT (l'Atelier oecuménique de théologie) qui permet à des membres des deux Eglises de suivre un parcours de deux ans pour approfondir les textes bibliques, mais aussi les questions éthiques et dogmatiques. L'AOT fête cette année ses 40 ans et le lancement de sa 20^{me} volée en septembre 2011!

Voici un texte qui retrace les débuts de cette aventure: «L'Atelier oecuménique de théologie (AOT), c'est l'histoire d'une sacrée brochette de chrétiens, des femmes et des hommes, qui choisissent de vivre leur foi pleinement en harmonie avec leur temps. (...) L'idée de créer l'AOT n'est pas venue ex-nihilo. Au contraire, l'investissement humain est énorme. Pendant une année et demie, l'équipe de jésuites et le Bureau du CPE se retrouvent hebdomadairement pendant des heures pour confronter leurs conceptions théologiques. Un chemin de Damas.

Jusqu'où peuvent-ils se comprendre, accepter l'autre? Or, ces pionniers se prennent au jeu. Au-delà des discussions sans ménagement, les préjugés s'effacent, des liens d'amitié se forment. Les divergences qui apparaissent s'avèrent être parfois, à la surprise de tous, davantage intraconfessionnelles qu'interconfessionnelles. (...) Dès lors, une chose est sûre: ces moments inoubliables et l'enseignement qu'ils procurent doivent être partagés plus largement. Lentement, l'idée d'un atelier oecuménique de théologie prend racine.»

Aujourd'hui, l'AOT a, comme il se doit, deux directeurs: un protestant, le pasteur Ion Karakash, et un catholique, le Père Alain Decorzant. Pour s'inscrire à cette nouvelle volée de l'AOT ou tout simplement pour s'informer sur l'AOT: le téléphone du secrétariat de l'AOT est le 022 321 40 88 ou son site internet est: www.aotge.ch ●

Bernadette Bitar

KESAJ TCHAVÉ

Une histoire jeune et déjà très riche

KESAJ TCHAVÉ, c'est d'abord une histoire humaine. Celle de jeunes Roms désireux de partager leur spontanéité et leur enthousiasme via la musique, le chant et la danse. Un authentique condensé de musique tsigane à l'état brut!

L'histoire du groupe démarre en 2000 dans les bidonvilles Roms de Kezmarok en Slovaquie, à l'initiative d'Ivan Akimov (musicien professionnel) et d'Helena Akimova (éducatrice de rue). Le collectif créé se veut d'abord une plate-forme ayant pour but d'aider, à travers la musique et la danse, les jeunes Roms en difficulté. Très vite, ces jeunes musiciens, chanteurs et danseurs deviennent en quelque sorte les "missionnaires" de ce beau principe d'amour entre les Hommes.

Magie de la fée Kesaj, (fée tzigane qui prône l'idée selon laquelle pour recevoir de l'amour, il faut d'abord savoir en donner) ou simple destinée, la jeunesse, la générosité et le plaisir évident que le groupe prend sur scène, lui font rapidement conquérir un vaste public en Slovaquie, puis



8 avril

Journée internationale des Roms

C'est le 8 avril 1971, que les Roms (ou Rroms), qui représentent la première minorité de l'Union européenne, choisissent, malgré une situation encore difficile, les symboles de leur communauté ainsi que leur drapeau et leur hymne. Environ 12 millions de Roms vivent dans les pays du Conseil de l'Europe, où ils continuent d'être confrontés à des difficultés dans leur vie quotidienne du simple fait qu'ils appartiennent à une minorité.

Plusieurs organisations dont Mesemrom, la COTMEC et Migract s'associent pour fêter les 40 ans de la première journée internationale des Roms. Au programme: Matches de football, atelier de banderoles, contes, musiques et repas tziganes. Invitée d'honneur: Nouka Maximoff est héritière du patrimoine artistique et ethnographique laissé par son père, l'écrivain rom Matéo Maximoff. De son histoire familiale, de cette enfance vécue entre nomadisme et sédentarité, elle a extrait une mémoire faite de paroles, d'imaginaire et de souvenirs divers.

D'où viennent les Roms? Quelles contrées mystérieuses ont-ils traversées avec roulettes et chevaux? Quelles sont leurs joies, leurs peines, leurs fêtes? De quoi ont-ils peur: du Diable? de Dieu? ou des hommes? Nouka se souvient des histoires parfois tristes, parfois drôles, parfois effrayantes que se racontaient autrefois ses ancêtres Tziganes au cours des veillées. ●

Inès Calstas

Agenda

8 AVRIL 2011
Journée Internationale des Roms. A partir de 17h30 à St. Boniface, 14 Av. du Mail: matchs de football, ateliers de banderoles. A 18h, contes tziganes pour petits et grands. A partir de 19h, repas et musique tziganes.

16 AVRIL 2011
De 12h à 13h: Cercle de silence à la Place du Cirque.
A 20h: Spectacle de Kesaj Tchavé (Roms) à 20h au Collège Madame de Staël, route de Saint Julien, 25, à Carouge.

JAB
1200 Genève 2
Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Bernadette Bitar
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

Edito

Sortir du nucléaire

Tremblement de terre, tsunami, accident nucléaire, le Japon a payé très cher en vies humaines et en dégâts matériels les catastrophes qui se sont abattues sur le nord-est du pays au début du mois de mars.

Pourtant, une conséquence des plus positives est en train de se construire sur le malheur nippon: la prise de conscience que le nucléaire est vraiment dangereux et qu'il devra, à brève échéance, être abandonné au profit d'autres sources d'énergies moins dangereuses.

La catastrophe de Tchernobyl, encore bien présente dans nos mémoires, n'avait pas eu le même impact, car cela ne se passait pas dans un pays hautement industrialisé comme le Japon.

On pensait que l'Empire du Soleil levant construisait ses centrales nucléaires selon des normes antisismiques très sérieuses, jusqu'à ce que l'on apprenne qu'elles ne peuvent résister à des tremblements de terre de plus de 7 sur l'échelle de Richter...

Après les Etats-Unis et la France, le Japon est le pays qui a le plus de réacteurs nucléaires en activité. A titre d'information, l'Iran, - bête noire de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) -, n'a pour le moment aucun réacteur nucléaire en activité!

Evidemment la prise de conscience actuelle n'est pas si simple à réaliser. En effet, en quittant le nucléaire, on doit choisir des modes de vie moins dévoreurs d'énergies, car aucun des autres moyens actuels de production d'énergies ne produit autant de mégawatts que le nucléaire.

Mais le choix pour d'autres modes de ressources énergétiques passe très souvent par le porte-monnaie, ce qu'une majorité de citoyens ne peut pas se permettre.

Abandonner le nucléaire, diminuer nos besoins énergétiques et rendre les énergies renouvelables plus accessibles à tous: un long chemin que la tragédie nipponne a sensiblement raccourci. ●

Bernadette Bitar

Eclairage

Femmes et religion



J'écris ce billet au matin d'un jour consacré aux femmes. Au terme de quatre soirées d'échanges interreligieux sur le thème «Femmes et religion». Tour à tour, une juive, une chrétienne, une musulmane et une bouddhiste expriment leur point de vue face à un auditoire où le genre masculin était sous-représenté.

De toute façon, là n'était pas la question. Par contre, ces dames, dans une unanimité touchante ont toutes convenu que leurs Ecrits fondateurs ou leurs prophètes respectifs avaient un respect inné de la condition féminine. Et de nous le prouver, textes à l'appui. Comme j'aimerais leur donner raison! Mais mon esprit, critique impénitent, me soufflait que cette confession de foi était quelque peu contrainte et précipitée.

Moïse, Bouddha, Mohamed et Jésus au-dessus de tout soupçon, demeureraient donc leurs disciples machos, infidèles aux enseignements de leur Maître. Ils reléguèrent les femmes aux marges de la société, lapidèrent les épouses infidèles, tout en se réservant jalousement des charges dont leurs compagnes étaient exclues. La foi contre la tradition en quelque sorte. Et si les deux s'entremêlaient?

Avec courage, l'oratrice musulmane ajouta à cette dichotomie, qu'elle appelait «théorie et pratique», un troisième terme qui refléterait, selon elle, la position de l'islam contemporain face aux femmes. Elle parla tout simplement de «régession». Ses autres collègues se gardèrent bien d'établir pour leur compte un tel constat. Avaient-elles raison pour autant? En fin de séance, on demanda à la musulmane si elle pouvait tenir son discours «révolutionnaire» devant des hommes rassemblés dans une mosquée. Elle répondit par la négative. Mais, avec un grand sourire, elle ajouta: «Je ne voudrais pas leur faire de la peine!» La charité serait-elle ennemie de la vérité? ●

Guy Musy



Notre silence et notre prière veulent rejoindre les sans-papiers, ceux qui font la loi et ceux qui la font appliquer, ainsi que tous les acteurs que nous sommes chacun à notre manière.

Nous invitons toutes les personnes de bonne volonté, croyants et incroyants à nous rejoindre dans le silence.

Samedi 16 avril 2011 devant l'Eglise du Sacré Cœur pour former un Cercle de silence de 12h à 13h.

Prochaines Cercles de silence: 18 juin - 17 septembre - 17 décembre



Campagne de Carême 2011

L'Eglise auprès du peuple congolais

La République démocratique du Congo est au cœur de la Campagne de la Carême 2011 sur les ressources minières, à ce propos il nous a semblé intéressant de vous livrer de larges extraits d'un texte de Ferdinand Muhigirwa, un jésuite de Kinshasa, il est le Directeur du Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS).

Pourvue d'énormes richesses minières, notamment minières, la RDC occupe pourtant la 176^e place sur 182 dans l'Indice du développement humain du PNUD. Une situation qui mobilise les évêques congolais en vue d'une meilleure gouvernance des ressources naturelles du pays. « La République démocratique du Congo (RDC) est « un scandale géologique » avec plus de 1100 différentes substances minérales », très prisées sur les marchés internationaux. Le pays dispose du tiers des réserves mondiales connues de cobalt et de 10% des réserves de cuivre. Il se positionne régulièrement entre le troisième et le quatrième rang des producteurs mondiaux de diamants. Il dispose en outre d'un potentiel de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables et 125 millions d'hectares de forêts...

Pourtant la RDC se classe parmi les Pays pauvres très endettés (PPTE). On la retrouve parmi les Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et à une place douloureusement inconfortable parmi les pays les moins avancés (168^e place sur 177). Toujours selon des indicateurs de l'ONU, 80% de sa population vit avec un revenu inférieur à 2\$ par jour et 52% est confrontée à l'extrême pauvreté. Le taux de malnutrition est très élevé dans cinq provinces (Equateur, Kasai Oriental et Occidental, Katanga et Maniema).

C'est qu'en fait, les possibilités de gains dans les mines ont un impact négatif sur l'éducation et l'agriculture. Face à la pauvreté croissante, chacun croit trouver le salut dans le mining, conduisant le pays vers une exploitation minière irrationnelle, sans penser aux générations futures. La population active, surtout les jeunes, délaisse l'école et le secteur agricole, au profit de l'exploitation artisanale des mines et/ou à l'enrôlement dans les groupes armés.¹ Ce qui provoque une crise d'approvisionnement en ressources alimentaires et, conséquence logique, une hausse des prix de ces produits et un accroissement de l'insécurité alimentaire.(...)

Des évêques impliqués

Face à la mauvaise gestion des ressources naturelles de la RDC, les évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) ont créé, pour leur part, en juillet 2007, une commission épiscopale ad hoc pour les ressources naturelles (CERN). Par leurs messages et notes pastorales, ils ne cessent d'exhorter les fidèles chrétiens à interpeller les autorités politiques et la communauté internationale: « Au lieu de contribuer au développement de notre pays et profiter à notre peuple, les minerais, le pétrole et la forêt sont devenus des causes de notre malheur. Comment comprendre que nos concitoyens se retrouvent, sans contrepartie ni dédommagements, dépouillés de leurs terres par le fait des superficies concédées ou vendues à tel ou tel exploitant minier ou forestier? (...) La CENCO s'engage, à travers ses structures, à suivre avec une attention particulière le processus de « revisitation » des contrats miniers et forestiers, afin qu'il se fasse dans la plus grande transparence au profit du peuple congolais » (Message des évêques de la CENCO, juillet 2007).

Ou encore: « L'exploitation des ressources naturelles ne cesse de soulever de graves problèmes de souveraineté, d'équité, de légalité, de respect des populations locales et de l'environnement. (...) Nous demandons à notre gouvernement de donner des mesures et les conditions de renégociation, et de rendre ainsi clair et transparent le cadre juridique de la signature des contrats miniers et forestiers. Les entreprises minières

et forestières devront respecter leurs obligations sociale et environnementale » (Message du Comité permanent de la CENCO, « Appel à un engagement réel pour la reconstruction de la RDC », janvier 2008).

Les réformes préconisées sont nombreuses. Par exemple: réviser le Code minier dans le sens de l'article 58 de la Constitution de la RDC (18 février 2006) qui stipule que « tous les Congolais ont le droit de jouir des richesses nationales. L'Etat a le devoir de les redistribuer équitablement et de garantir le droit au développement »; renforcer les capacités des institutions et services du Ministère des mines à faire respecter les nouveaux cadres juridiques et réglementaires; en synergie avec les ONG locales et internationales, former les exploitants artisanaux (5 millions) à s'organiser en coopératives pour recouvrer leur dignité humaine, lutter contre la pauvreté et le pillage des ressources; etc.

Car le progrès ne peut être compris comme le seul essor du secteur minier artisanal, aussi important soit-il. La gloire de Dieu, c'est l'homme debout, c'est-à-dire capable de vivre dans une certaine dignité... et dans la solidarité. Vatican II, dans Gaudium et Spes, parlait déjà des joies et des soucis, des espoirs et des aspirations des autres que nous partageons tous. Dans une perspective chrétienne, il n'est pas permis d'être heureux tout seul, de vivre dignement, sans que soient garantis pour tous les êtres humains les besoins nécessaires à leur existence. ●

Ferdinand Muhigirwa

«Sources» parle d'argent au quotidien

Le numéro mars-avril 2011 de la revue des Dominicains suisses «Sources» contient un dossier consacré à l'usage de l'argent au quotidien. Au sommaire: des articles sur le salaire féminin, les micro-crédits, l'économie de communion, le combat contre le surendettement, l'argent de poche donné aux enfants, etc. Il est actuellement en vente à la Cotmec au prix de 10 francs.

La situation des femmes en Suisse

Des différences salariales encore trop flagrantes

En Suisse si les femmes avaient voulu percevoir le même salaire que leurs collègues masculins au 31 décembre 2010, elles auraient dû travailler jusqu'au 11 mars 2011. C'est d'ailleurs ce jour qu'on a appelé « l'Equal Pay Day » (un terme anglais!), ou tout simplement le jour de l'égalité des salaires, – c'est vrai que c'est un peu plus long à écrire! Une inégalité des salaires qui contrevient à la loi sur l'égalité et donc à la Constitution fédérale, un comble alors que cela fait 30 ans que cette égalité est inscrite dans la Constitution fédérale!

40 ans après l'introduction du droit de vote des femmes, l'égalité salariale n'est toujours pas acquise en Suisse, – comme dans de nombreux pays soi-disant développés. D'après la dernière enquête sur la structure des salaires, les femmes gagnent, en Suisse, 19,3% de moins que leurs homologues masculins. Comme la différence de salaire est injuste et contrevient à la loi sur l'égalité, et, par conséquent, à la constitution fédérale, le 11 mars, jour de « l'Equal Pay Day », 3000 grandes entreprises et administrations suisses ont reçu une lettre leur demandant de vérifier et d'adapter leur structure salariale au principe de l'égalité des salaires femme/homme.

Afin de donner un moyen d'arriver plus rapidement à cette égalité salariale, la Confédération a créé Logib et le Dialogue sur l'égalité des salaires, deux instruments de contrôle de la politique salariale destinés aux entreprises. Certaines entreprises ont déjà terminé ce Dialogue

Mercredi 8 mars : Journée de la femme

Le message de Mgr Gmür

Vidéo sur Youtube, le message de 2 minutes 40 de Monseigneur Felix Gmür, le tout nouvel évêque de Bâle, pour la journée des femmes du 8 mars, n'est pas le plus regardé sur la toile, mais c'est nouveau d'entendre un évêque catholique parler de façon décontractée et sympathique des femmes. Que ces femmes soient des figures de la Bible ou Sœur Emmanuelle, Mgr Gmür leur rend hommage devant la caméra de Jean-Claude Boillat.

«Y'a Anne, Elisabeth, Esther, Marie, Marie, et puis encore Marie, Marthe, Judith, Rachel, Sarah, Rebecca, ... J'en oublie? Parce qu'il ne faut pas les oublier, les femmes. Et il y en a beaucoup, de femmes, au cœur de la Bible. Femmes de cœur, ou cœurs de femmes, comme chante Luis Mariano. Il y en a beaucoup, et pas que dans la Bible mais dans l'Eglise aussi. Des femmes de cœur, des femmes de poigne, des femmes de tête. Et j'ai en tête une femme

avec succès comme Novartis Pharma SA, La Poste Suisse ou Syngenta AG. En Suisse romande, certaines sociétés et institutions ont également une longueur d'avance et ont déjà obtenu la certification «equal-salary» (encore un terme anglophone alors que l'anglais n'est pas une langue nationale!). On y trouve notamment les SIG (Services industriels de Genève) et la Ville de Fribourg.

Un demi-million en une vie de travail

Dans une brochure spécialement consacrée à ce jour de l'égalité des salaires, on peut prendre connaissance d'un exemple concret de différence salariale. C'est le cas de deux jeunes de 20 ans, Anna et Peter. Ils viennent d'obtenir leur diplôme d'employé de commerce et sont engagés, respectivement dans une assurance pour un salaire de 4 145 francs et dans une banque pour un salaire de 5 112 francs (soit 19% de différence de salaire). C'est alors qu'ils calculent qu'à la fin de leurs carrières, Peter aura reçu 522 000 francs de plus qu'Anna... Un demi-million de francs de différence en une vie de travail, sans qu'aucune raison valable ne soit donnée... On comprend mieux pourquoi la question des salaires est encore taboue en Suisse!

Malgré tout, les femmes peuvent, avant l'embauche, s'informer sur les salaires pratiqués dans l'entreprise et avoir des prétentions salariales assez élevées, et une fois dans l'entreprise, elles peuvent échanger des informations sur les salaires entre collègues et manifester clairement leur intérêt pour des promotions, car le fait que les femmes soient peu représentées dans les hautes sphères des entreprises ne favorisent pas non plus l'égalité des salaires. ●

Bernadette Bitar

Une femme active en Bolivie

Reconquérir son imaginaire

Alessandra Bellini vit en Bolivie depuis presque 7 ans, où elle est coopératrice d'E-CHANGER, organisation suisse de coopération solidaire Nord-Sud. Elle a collaboré à la mise sur pieds d'un projet pour la récupération d'espèces natives de pommes de terre, au sein des communautés autochtones kallawayas du Nord de La Paz. Ce projet permet de lutter pour la souveraineté alimentaire ainsi que de valoriser les connaissances ancestrales et les transmettre aux jeunes (voir C-info no 311). Aujourd'hui, Alessandra a quitté le monde rural pour s'installer à Cochabamba, ville située au centre de la Bolivie, dans le cadre d'un nouveau projet. Rencontre.

Le point fort de son travail est sans doute l'étroite collaboration avec les locaux, qui assurent la durabilité du projet et représentent un pont entre la culture du coopérateur/actrice et celle des autochtones. L'objectif de valoriser l'identité culturelle, transversal à l'ancien et au nouveau projet, permet de baser les réflexions, actions et formations sur la cosmogonie locale.

Education alternative

Le CEPJA (Centre d'Education Permanente Alternative Jaihuayco) a été fondé en 1984 par l'Institution Thérésienne. Il se situe dans le quartier sud de Cochabamba, caractérisé par une population migrante quechua, vivant en majorité du commerce informel et des revenus envoyés par des membres de leurs familles établis à l'étranger. Ce centre se réjouit du partenariat avec E-changer, car la présence d'une coopérateur/actrice lui permet de vivre la diversité au quotidien et d'aborder les problématiques sous un angle différent.

Alessandra s'y implique dans un projet d'éducation interculturelle, dédié aux enfants, aux jeunes et aux adultes, qui part du constat que les ruraux, une fois installés en ville, rejettent leurs racines, coutumes et croyances. En effet, ils embrassent les valeurs véhiculées par la télévision, consomment des produits importés connotés positivement, ne respectent plus leur environnement et



dénigrent le mode de vie ainsi que la production de leurs villages. Un long travail de décolonisation de leur imaginaire et de valorisation de leur identité culturelle doit alors être mené.

Le projet cherche à amener une prise de conscience sur cette forme de néo-colonialisme et sur l'importance de la souveraineté alimentaire, notamment au travers de formations pour adultes, basées sur la méthodologie participative de l'éducation populaire. Une conscientisation des enseignant(e)s du quartier semble essentielle, car des discriminations imposées aux indigènes sont fréquentes, tant dans la cour que dans les salles de classe. Il faut donc sensibiliser le corps enseignant sur la nécessité d'appliquer la nouvelle loi sur l'éducation interculturelle et décolonisatrice, qui favorise les savoirs locaux.

Rituel de la k'oa

Une manière de renforcer l'identité culturelle quechua passe par la pratique du rituel de la k'oa, tous les premiers vendredis du mois. C'est une offrande à la mère terre où l'on brûle notamment de l'encens, des objets symboliques sucrés, et de la coca, le tout béni avec de l'alcool et du vin à la fin. La pratique de ce rituel constitue un espace privilégié de rencontre interculturelle entre différentes générations de la communauté de Jaihuayco. Parents, enfants, jeunes, enseignant(e)s et dirigeant(e)s du quartier viennent y partager une de leurs coutumes ancestrales.

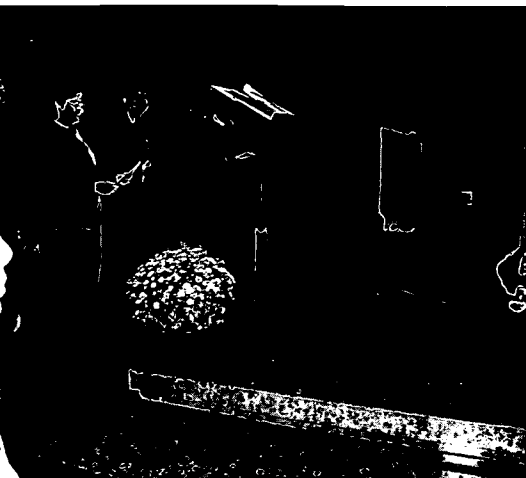
Le Bien Vivre

La Bolivie est un terreau fertile pour ce genre de projet. Le président Evo Morales prône le « bien vivre »: ne pas mieux vivre au détriment de l'autre, mais vivre en harmonie avec la Terre Mère et en respectant les modèles d'expériences des communautés. Il a promulgué des lois reflétant sa vision et mis en place un Etat plurinational formé de 36 peuples indigènes autonomes. Seul bémol à ce tableau: traduire les discours en actions demeure un vrai défi pour le gouvernement, puisque la structure de l'appareil étatique est elle-même un lourd héritage colonial! ●

Hélène Bourban

Pour en savoir plus, Gladys Corredor: g.corredor@e-changer.ch ou Madeleine Clavijo: clavijomad@hotmail.com, ou encore le blog du groupe de soutien d'Alessandra: <http://intich-bo.blogspot.com/>





Spiritualité et environnement

La COTMEC travaille avec Oeku, Eglise et environnement, cette association a pour but d'ancrer plus profondément dans la vie et le message de l'Eglise, la responsabilité de la sauvegarde de la Création. Plus de 600 paroisses, d'organisations liées à l'Eglise et un grand nombre de personnes sont membres de l'association créée en 1986. Aujourd'hui, Oeku est reconnue en qualité d'organe de consultation pour les questions écologiques par la Conférence des évêques suisses (CES) et la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse (FEPS).

Cette année et pour la première fois, la COTMEC et le Service solidarité et Société de l'Eglise protestante ont organisé «Un temps pour la création» le samedi 25 septembre. Un après-midi différent, au programme, une excursion nature pour les enfants avec les Naturalistes romands et pour les adultes 3 ateliers: Biodiversité dans nos assiettes (les Mangeurs); S'engager pour la création (Conseil Œcuménique des Eglises et la COTMEC) et Bible et création (Franciscans International et CCI) et une conférence-débat avec Sylvia Leuenberger et Edouard Dommen. Et en fin de journée, lors d'une célébration œcuménique, les enfants ont reconstitué les sept arcs de couleurs de l'arc-en-ciel. ●

Grands Lacs

Dépasser la haine, construire la paix

La COTMEC collabore avec Eirene sur le livre «Dépasser la haine/souviens-toi que l'autre c'est toi». La phase de production du livre et du CD devrait être réalisée en 2011 avec une publication prévue au cours du 2^e semestre. Les négociations sont en cours avec l'éditeur.

Dans le cadre de la visite en Suisse de représentants de l'Association Modeste et Innocent (AMI), organisation partenaire rwandaise qui œuvre pour une paix durable dans ce pays, Eirene Suisse, la COTMEC et Caritas Genève ont organisé une conféren-

ce débat sur «Thérapie sociale: une méthode novatrice au service du mieux vivre ensemble au Rwanda». Une cinquantaine de personnes y ont assisté, dont le représentant de l'Ambassade du Rwanda à Genève, le 30 octobre 2010.

Jean-Baptiste Bizimana, Coordinateur de l'AMI Rwanda, Dieudonné Munyankiko, Coordinateur adjoint, et Charles Rojzman, fondateur de la Thérapie sociale, ont témoigné de l'expérience récente de l'utilisation par l'AMI de la Thérapie sociale à des fins thérapeutiques collectives dans un contexte émotionnellement chargé comme celui du Rwanda aujourd'hui.

Cet événement était dédié à Justin Kahamaile, ancien permanent de la COTMEC, mort il y a un an et très impliqué dans le mouvement en faveur de la réconciliation dans la région des Grands Lacs. ●

Symposium

«Entreprises et droits humains»

Le symposium «Entreprises et droits humains», organisé en partenariat par Pain pour le prochain, Action de Carême et la COTMEC, s'est tenu le 18 octobre 2010 au CIG de Genève. Il a offert la possibilité aux 160 participants, issus de divers horizons idéologiques et géographiques, de comprendre les interactions entre les investissements des entreprises dans les pays du Sud et les droits des populations locales.

Basées sur le cas concret de l'implantation d'Addax (firme suisse spécialisée dans l'exploitation et le commerce d'énergie) en Sierra Leone et en présence des protagonistes, présentations et tables rondes d'une grande richesse se sont succédées. Les enjeux, parfois contradictoires, ainsi que les perspectives de chacun des acteurs ont été clairement présentés.

Ce symposium connaîtra une suite. Les trois associations organisatrices du symposium lance une « Alliance

pour une politique d'entreprise juste » et invitent tous les acteurs de la société civile à s'y joindre. L'objectif de cette vaste alliance politique est que la Suisse garantisse que les entreprises dont elle abrite le siège principal respectent partout dans le monde les droits humains ainsi que la protection de l'environnement. ●



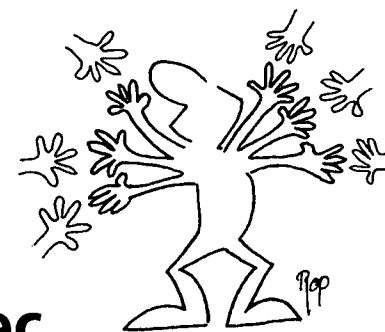
info

cotmec

Actions de la COTMEC en 2010

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique

Supplément n° 327 / mars 2011 / Genève



Edito

La Cotmec a plusieurs cordes à son arc

Vous connaissez la feuille jaune, mais quelle image avez-vous de l'ensemble de ses activités?

En relisant son dernier rapport 2010, la COTMEC a eu envie de le partager avec vous. Cette dernière année a été très riche, les sollicitations ont été nombreuses et variées et nous nous sommes efforcés d'y répondre au mieux. Souvent, c'est en collaboration avec d'autres organismes et associations que nous avons pu réaliser des rencontres enrichissantes qui s'ouvrent à l'avenir. (Forum diocésain, Symposium et Soirée des Roms).

Des animations basées sur le livre «Un monde plus juste? à toi de jouer» ont été développées et elles ont servi de base à plusieurs rencontres de groupe de jeunes et d'enfants. Les contacts avec l'Eglise débouchent sur le développement de la diaconie dans notre canton, le forum de Neuchâtel est un premier pas vers une dimension diocésaine.

La collaboration avec les services protestants «Solidarité et Société» et «Terre Nouvelle» a été renforcée si bien que tout ce qui pouvait l'être, a été entrepris ensemble. Nous pensons particulièrement à la campagne œcuménique de carême, à la soirée sur le droit à l'alimentation et à la rencontre et célébration sur la création et la sauvegarde de la biodiversité, entre autres.

Avec différentes associations nous avançons des réflexions sur les Roms, le climat et la justice sociale et sur la paix dans la région des Grands Lacs. Nous espérons que le parcours de nos activités vous intéressera et qu'il vous permettra de nous interpellier pour de nouvelles collaborations et actions. ●

Inès Calstas et Claude Fol

Eclairage

Pieuse, la Cotmec?

On me demande un mot «spirituel» pour bénir les activités de la COTMEC, en manque d'eau bénite, semble-t-il. J'allais donc sortir de ma sacristie un goupillon bien trempé et arroser généreusement la Cotmec, comme je le ferais d'une voiture, d'une maison et même d'un toutou, d'un chat ou d'un canari. Un scrupule me retient. En fait, les activités de la Cotmec sont par elles-mêmes déjà spirituelles. Comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, la Cotmec est chrétienne sans l'afficher. Inutile d'en rajouter. Je range mon bénitier.

En effet, à lire la liste des activités de la Cotmec, j'ai comme l'impression de relire une page d'évangile. Bien sûr, Jésus n'envoyait pas ses disciples parler aux enfants de chocolat et de la mobilité douce. Pas plus qu'il ne faisait de longs sermons sur les droits humains et l'économie de marché. Les roms faisaient-ils déjà la manche sur le parvis du Temple? Les évangiles parlent d'aveugles et de culs-de-jatte, mais ne disent rien sur la présence de nos «amis». Au temps de Jésus encore, les Grands Lacs respiraient la paix et la joie de vivre. A la même époque, en Palestine, on se gavait de figues et d'olives tout en appréciant à sa juste mesure le jus de la vigne. Mais, on ne se préoccupait pas d'écologie.

Les temps changent bien sûr, mais la croix demeure. De même que la résurrection qui la suit. La croix? Inutile de faire le compte de tous les malheurs et malheureux dont se préoccupe la Cotmec. Au-delà de l'analyse, de la prise de conscience et parfois même de la révolte, se cherche et se profile une voie de sortie qui n'est pas forcément une impasse. Le fait que ce chemin soit tracé par un petit groupe d'hommes et de femmes solidaires augmente leur joyeuse espérance. Et même s'ils devaient espérer contre toute espérance humaine, demeure leur foi indéfectible en Celui qui a vaincu toute mort.

Un illustre théologien suisse, Karl Barth, avait coutume de dire que la lecture du journal était la prière du matin de l'homme moderne. Cette déclaration n'empêchait pas ce pasteur de prier dans une église. Mais sa prière et sa prédication puisaient à la source de l'actualité, sinistre ou lumineuse, telle que les médias de son temps la lui reflétaient. Ainsi procède la Cotmec. Ne lui demandez pas d'être pieuse. Il lui suffit d'être chrétienne. Elle chante avec conviction: «Tu es là au cœur de nos vies, et c'est Toi qui nous fait vivre!» ●

Guy Musy

Animations

Durant le premier semestre 2010, Maha Zein, en collaboration avec Inès Calstas, ont réalisé des scénarios d'animations inspirés de la brochure «Un monde plus juste? A toi de jouer!», publiée fin 2009. Suite au succès de la brochure, la COTMEC a reçu de nombreuses demandes d'animations dans des écoles, des collèges, des paroisses ou encore des maisons de quartier. D'une façon ludique, les jeunes et les enfants sont sensibilisés aux enjeux éthiques et environnementaux autour de deux thèmes phares: le chocolat et la mobilité douce. Face à la demande, l'ensemble de l'équipe a été mise à contribution pour animer des groupes.



Les ateliers imaginés se présentent sous la forme d'ateliers d'environ deux heures. Ils ont suscité bien des questionnements chez les adolescents: que trouve-t-on derrière tel ou tel produit? Qui sont les personnes qui les produisent? Où vivent-elles? Quelles sont leurs conditions de travail? Quel est le lien entre rouler à vélo et les droits humains? Comment trouver les bonnes pistes pour consommer de manière plus équitable? Pour nous, chrétiens, devons-nous penser à tout cela? De mars à juin 2010, il y a eu 12 animations:

- 5 animations à Florimont (16-17 ans)
Semaine des Droits humains
- 1 animation avec Echange et Mission, Prilly (14-15 ans)
- 1 animation avec un groupe de jeunes UP Nations (12-14 ans)
- 2 animations à l'école des Genêts (7-11 ans) pour «la semaine sans télé»
- 2 animations à l'école de Sécheron (6-8 ans)
- 1 animation groupe de jeunes UP Champagne un week-end (12-15 ans) L'animation avec le groupe de jeunes de l'Union Pastorale Champagne a été un peu différente. Le week-end a été conçu entre la COTMEC, le Service de Catéchèse, les animateurs et le père Charles Christophi de l'UP Champagne. ●

Coordination Climat et Justice sociale

Fondée en 2000, la Coordination Climat et Justice sociale a lancé un appel pour une Action contre le monopole des terres agricoles à laquelle 20 ONGs (entre autres Action Populaire contre la Mondialisation, CADTM, L'autre syndicat, CONTRATOM, COTMEC, Comité du Forum Social Lémanique, Gauche anticapitaliste, Greenpeace, Marche mondiale des femmes (GE), NOE 21, PSG Les socialistes, Solidarités, Syndicat SIT, Syndicat paysan Uniterre, Les Verts (GE), ...) ont répondu.

Les 9 et 10 novembre 2010 a eu lieu à Genève, une rencontre sous le titre «Global AgInvesting Europe 2010». Organisé par Soyatech, une firme de consulting et de recherche dans le domaine de l'agrobusiness, cette rencontre avait pour but d'informer des investisseurs potentiels sur les multiples opportunités de l'agriculture globalisée. La COTMEC a participé au collectif qui accusent ces firmes d'accaparer les terres arables partout dans le monde à des fins spéculatives et au détriment des populations locales. Parmi les nombreuses organisations présentes, il y avait Pain pour le prochain, UNIA, Uniterre ou encore Attac Suisse. ●

DOM: 25 mai 2010

«Notre réseau est riche!»

Il y a quelques années, le Réseau Ouverture est né du Département Ouverture au Monde (DOM), dix organismes de l'Eglise y participent (PMT, CCIG, COTMEC, Action Catholique, Pax Christi, Caritas Service coopération au développement, l'Avenir ensemble, Plateforme interreligieuse de Genève, RECG, Relations avec le judaïsme). La COTMEC est depuis 2010 la Coordinatrice du Réseau Ouverture au monde au sein des paroisses et des différents organismes d'Eglise.

La paroisse de St. Julien à Meyrin Village a accueilli le réseau Ouverture au Monde. 25 personnes étaient présentes, avec la collaboration du Centre Catholique International de Genève, Caritas GE «Coopération au développement» et Missio OPM. Beaucoup de propositions ont été faites: organiser des temps forts entre les paroisses et les organismes de l'Eglise «tout public» avec des «têtes d'affiche» ou redire clairement le lien entre FOI et OUVREMENT AU MONDE. Selon les participants, les organismes doivent inviter les théologiens pour expliquer que ce n'est pas une option. L'évaluation était très positive: «C'est avec plaisir que nous découvrons que la COTMEC permet de nouer des liens entre les personnes, les organismes et les associations». ●



Forum diocésain le 29 mai 2010

Le samedi 29 mai, plus de 500 catholiques ont fait le déplacement à Neuchâtel pour le Forum diocésain 2010. 15 ateliers attendaient les participants pour réfléchir aux différentes formes de pauvreté actuelle et essayer de définir par quelle diaconie, par quel service, l'Eglise pouvait répondre à ces défis.

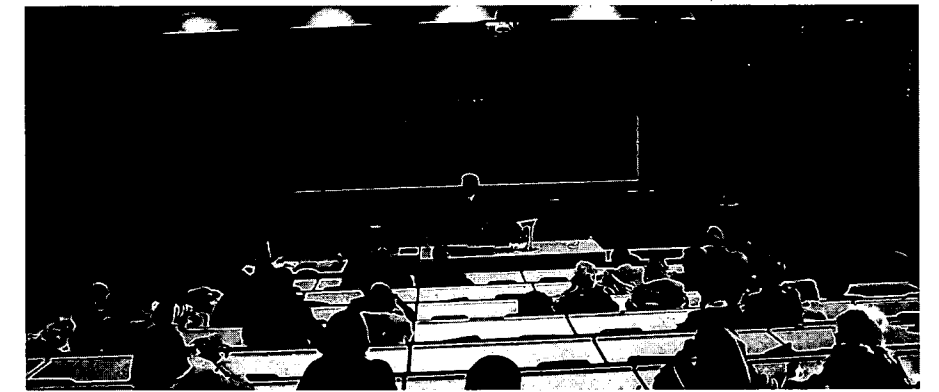
Le Forum a aussi été l'occasion de nombreuses discussions entre agents pastoraux du diocèse. La COTMEC a animé 3 de ces ateliers, un sur la décroissance, un autre sur la création et le troisième sur le bien commun. Mgr Genoud a rappelé que la diaconie fonde toute vie chrétienne, «Elle est la mise en œuvre de l'Evangile du Christ au service de la personne, notamment des plus pauvres... L'Eglise est diaconale ou elle n'est pas!»

L'atelier 2, portant sur l'excès de biens matériels et la diaconie comme discernement et sens du monde et de la vie, a été conduit par Michel Bavarel et Edouard Dommen, COTMEC. L'atelier 8, traitant de l'indifférence par rapport au Bien Commun et la Diaconie de la Solidarité, a été mené par Guy Savary, Président du Département Ouverture au monde, Genève, Claude Fol, Président de la COTMEC, Commission Tiers-Monde Eglise Catholique, Genève et Inès Calstas, COTMEC. L'atelier 10, sur la pauvreté du respect de la Terre et la Diaconie de la création, a été dirigé par Martyna Olivet et Maha Zein, COTMEC. ●

Campagne œcuménique de Carême 2010

La COTMEC a participé à la Séance de lancement de la campagne œcuménique de carême (janvier 2010) sur le «Droit à l'alimentation: Misons sur un commerce juste». Dans ce cadre, la COTMEC a co-organisé avec Terre Nouvelle de l'Eglise protestante, le Centre catholique International de Genève et les aumô-

neries universitaires, une conférence à Uni-Mail avec Monsieur Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'Alimentation, et Pilar Fajarnes, économiste de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED. Une soixantaine de personnes y ont assisté. La COTMEC a aussi participé aux différentes réunions d'évaluation de la campagne ainsi qu'à la préparation de la campagne 2011, «Extraction minière, un business indigeste» et à la rédaction du Cahier Catéchétique. ●



Roms à Genève :

Temps de partage et d'échange

Le 7 octobre 2010, environ 300 personnes ont accepté l'invitation à participer à une soirée «pas comme les autres». L'équipe organisatrice (Caritas Genève, COTMEC, le Département ouverture au monde, Mesemrom et l'Eglise Catholique Romaine) a voulu, en quelques heures, donner une idée de la situation des Roms à Genève.

De nombreux intervenants ont été invités: Mgr. Pierre Farine, évêque auxiliaire de Genève, Iulia Hasdeu, anthropologue, Dina Bazarbachi, avocate et présidente de Mesemrom, Laurent Moutinot, ancien conseiller aux Etats, Frédérique Perler-Isaaz, présidente du Bureau du Conseil municipal de la Ville de Genève; le Père Guy Musy, dominicain; Philippe

Palou, de la Ligue des Droits de l'homme en Haute-Savoie, et Ivan Akimov.

L'échange fut le point fort de cette soirée, Roms et Genevois ont partagé un plat typique cuisiné par des jeunes femmes. Plus de 200 assiettes ont été servies et un groupe de quatre musiciens de rue a animé la rencontre. Le succès de la soirée a en fait été assuré par la présence et la participation des Roms. Et il est important de noter que pour la première fois, ils ont accepté de prendre la parole en public à Genève. ●



Actares

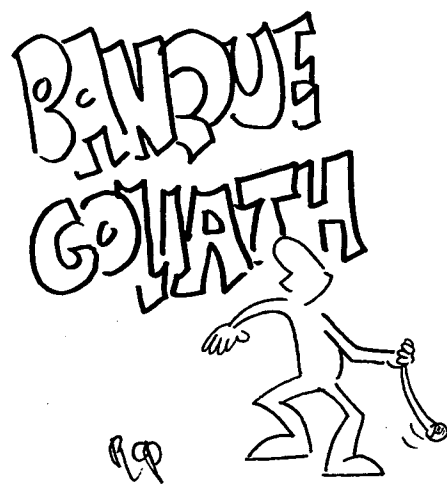
Des actionnaires qui prennent leurs responsabilités

Eduard Dommen, signataire de ce texte, est membre du comité d'Actares et... de la Cotmec. Il nous en dit plus sur une association relativement peu connue alors qu'elle agit au sein même de grandes entreprises, des actions que l'on peut découvrir sur le site www.actares.ch. Vous pouvez également vous y associer en vous inscrivant à l'Association Actares par le moyen de la carte que vous trouvez ce mois-ci au sein du Cotmec-info.

En Suisse presque tout le monde est actionnaire, au moins par le truchement de sa caisse de retraite, voire de l'AVS. On nous répète sans cesse que les actionnaires sont les propriétaires de l'entreprise. Soit. Nous sommes donc parties-prenantes de son activité. Si elle se conduit de manière répréhensible, nous comptons parmi les responsables. Il revient aux actionnaires, comme aussi aux employé-e-s ou aux client-e-s, de rappeler les entreprises à leurs responsabilités, par nos reproches ou nos félicitations selon le cas.

L'association Actares, actionnariat pour une économie durable (www.actares.ch), se forma en 2000 par la fusion de Canes – la Convention d'actionnaires Nestlé – et de l'Association des actionnaires critiques de l'UBS. Actares entretient un dialogue sur des questions d'ordre éthique avec les entreprises suisses cotées en bourse (elle laisse à d'autres le soin de défendre la valeur financière des actions). Pour preuve, la présence de Peter Brabeck-Lethmathe, président du conseil d'administration de Nestlé, qui est venu animer un débat public à l'Université de Lausanne en novembre 2010 pour fêter le 10e anniversaire d'Actares.

Actares reçoit volontiers les procurations que des actionnaires lui confient pour intervenir et voter lors des assemblées générales des



Au Royaume-Uni les institutionnels, telles les caisses de retraite, sont obligés de voter leurs actions tandis qu'en Suisse ils ont le droit – dont ils usent trop volontiers – de rester passifs dans l'ombre. Entretiens donc en Suisse les cotisants soucieux d'éthique ont intérêt à insister auprès de leur caisse afin qu'elle exerce ses pouvoirs. •

Eduard Dommen

Livre

Manifeste d'économistes atterrés

Le « Manifeste d'économistes atterrés », c'est quelques économistes militants qui régissent, car, selon eux, la crise économique n'a rien changé dans les habitudes des politiques. Ils découvrent que les décideurs européens n'ont pas tiré de leçon des dérives de l'industrie financière.

Ils dénoncent dix « fausses évidences, mal fondées scientifiquement, qui servent à justifier les politiques actuellement menées en Europe ». En contrepoids, ils soumettent 22 propositions pour une autre stratégie. Le « Manifeste d'économistes atterrés » a été signé par des centaines d'économistes dont les noms sont également publiés.

Un petit ouvrage vite lu, avec plein d'idées pour ne pas refaire les mêmes erreurs d'avant la crise financière. Tirer des enseignements des erreurs du passé pour mieux aborder l'avenir plus socialement, plus humainement.

Bernadette Bitar

« Manifeste d'économistes atterrés », Edition LLL Les Liens qui Libèrent, novembre 2010, 5,50 euros.

Chili

Les Mapuche: des mots, des gestes, et bientôt des actes ?

Privés de leurs terres à la fin du XIX^e siècle, marginalisés et discriminés, les Mapuche font toujours partie des couches les plus défavorisées de la population chilienne. Des mesures visant à remédier aux violations des droits à l'encontre des peuples autochtones ont été adoptées dès la fin de la dictature, mais les buts affichés n'ont pas été atteints. Pire, les gouvernements successifs n'ont pas remis complètement en cause l'approche répressive héritée de l'ère Pinochet. Un récent jugement a démontré que le gouvernement traînait encore et toujours les pieds, à l'heure de transformer ses promesses en actes.

Alors que les projecteurs médiatiques étaient braqués sur le Chili et l'opération de sauvetage des 33 mineurs, la grève de la faim de 35 prisonniers Mapuche à l'automne 2010 poussait le gouvernement Piñera à annoncer l'abandon de l'application de la Loi Antiterroriste et de la justice militaire dans le cas de délits de droit commun, appliqués jusqu'alors sans distinction contre les activistes Mapuche. Le récent jugement, dit de Cañete, devait dès lors consacrer une ère nouvelle.

Las, bien que seuls 4 des 17 prévenus aient été finalement déclarés coupables et que l'arrêt du tribunal prévoie des peines plus légères que sous la Loi Antiterroriste, le recours à certains de ses mécanismes (comme par exemple l'anonymat des témoins utilisés à charge lors du procès) n'a pas été remis en cause. Quant à lui, l'abandon du recours à la justice militaire annoncé par Piñera ne concerne pas les cas déjà jugés, comme les assassinats de trois jeunes activistes Mapuche décédés sous les balles des militaires (en 2002, 2008 et 2009) dont les auteurs ont écopé de peines de prison insignifiantes à la suite de procédure judiciaires d'une opacité toute militaire.

Ces cas illustrent l'ambiguïté de l'attitude du gouvernement et la distance entre les intentions proclamées et leur concrétisation, caractéristique qui résume toute la « politique indigènes » adoptée depuis la fin de la dictature et notamment la redistribution des terres en faveur des Mapuche. En effet, la mise en valeur productive des 71 000 hectares redistribués depuis 1990 a été minimaliste, si bien que 85% des terrains n'ont pour l'heure ni eau courante ni système d'irrigation... De plus, les Mapuche ont, selon un rapport à la terre traditionnellement communautaire, acquis ces terrains à titre collectif et ne peuvent pas, par conséquent, bénéficier de subsides du gouvernement pour certains services (comme par exemple l'aménagement de voies d'accès) qui sont, selon le droit en vigueur, offerts à des propriétaires individuels uniquement.

Tous ces exemples démontrent que la mise en place d'un cadre garantissant le plein respect des droits des Mapuche semble être avant tout une question de volonté politique à

Agenda

Guy Musy signe son nouveau livre

C'est dans les bureaux de la Cotmec, 16, bd du Pont d'Arve, que, le **lundi 2 mai de 17h à 19h**, Guy Musy dédicacera son dernier livre: « Eclaircie », le troisième tome de ses souvenirs autobiographiques de 1962 à 1970 (Concile et après-Concile). « Eclaircie », Editions de la Sarine, 2011.

« Diaconie: de Neuchâtel... sur le terrain ! »

La Rencontre annuelle du Réseau Ouverture au Monde 2011 aura lieu le 17 mai prochain à la cure de Notre Dame (3, rue Argand, 1^{er} étage) de 18h à 22h.

Le Réseau Ouverture au Monde est né pour relier les différentes personnes qui travaillent en Eglise en différents départements, Unités Pastorales et différents groupements. Au fil des années, des amitiés et des liens se sont tissés. La soirée annuelle est devenue une date « traditionnelle » et incontournable pour l'Eglise genevoise. Cette année le Département Ouverture au Monde a sondé les « envies » de menu pour le programme, et presque unanimement les personnes ont répondu: « Quelle suite pour le Forum de Neuchâtel ? », « C'était si magnifique », « C'est dommage qu'on l'oublie ».

Inscriptions par téléphone auprès d'Inès avant le 14 mai au 022 708 00 78 ou par mail: ines@cotmec.ch.

inscrire dans le moyen terme. Deux décennies de blocages démontrent qu'une politique réactive ne saurait constituer une solution durable pour les Mapuche et le gouvernement. Sortant de l'opportunisme médiatique et du jeu électoraliste, il importe que ce dernier s'applique à restaurer la confiance et adopte enfin une attitude proactive, afin que le « Chili multiculturel » proclamé par Piñera à l'occasion du Bicentenaire devienne une réalité tangible pour les Mapuche. •

Jonas Pasquier

JAB

1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Bernadette Bitar
Imprimerie: Formara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Káspár de Pont

MARIE-THERESE KAUFMANN
RTE DE VALAVRAN 140
1294 GENTHOD

Edito

Pouvoir et service

Ils s'appellent Laurent Gbagbo, Zine el-Abidine Ben Ali, Mohammed Hosni Moubarak et Mouammar Kadhafi. Ils nous hantent, tour à tour ou en même temps, depuis plusieurs mois. Le premier est arrivé au pouvoir en Côte d'Ivoire en octobre 2000, le deuxième présidait aux destinées de la Tunisie depuis 1987, le troisième à celles de l'Égypte depuis 1981 et le dernier impose sa férule sur la Libye depuis 1969. Quelle longévité!

Même s'il faut les distinguer, tous quatre ont répandu la peur et la violence. Tous quatre ont mis leur pays en coupe réglée et ont amassé, pour eux-mêmes et pour leurs proches, une fortune exorbitante, aberrante. Tous quatre se sont attirés les bonnes grâces de dirigeants de pays dits démocratiques et ont acquis une quantité invraisemblable d'armes – fabriquées ailleurs et vendues par des marchands qui en ont sans doute tiré grand profit. Deux d'entre eux semblent aujourd'hui s'être terrés dans des bunkers...

Si, télescopés dans un bref espace temporel, ils ont surgi ensemble au premier plan de l'actualité, ils ne sont certes pas les seuls de leur espèce. De telles dérives sont de tous temps et de tous lieux. L'Afrique n'en possède pas le monopole et la politique n'est pas l'unique terrain où elles se produisent. La finance en est un autre, fertile et redoutable.

Tout cela a peut-être à voir avec ce qu'expliquent les psys sur la difficulté de renoncer – à l'adolescence – à son sentiment de toute-puissance. « Laurent, Simone [Gbagbo] et leurs escouades de pasteurs n'ont cessé de chanter aux Ivoiriens que c'est Dieu qui leur avait envoyé le couple présidentiel et que seul Lui pourrait leur enlever le pouvoir », lit-on sur le site de l'écrivain ivoirien Venance Conan.

Nous n'avons apparemment pas le même Dieu que Simone et Laurent Gbagbo. Maurice Zundel nous présentait un Dieu pauvre, dépourvu, parce qu'Il donne tout, fragile, désarmé: un Dieu crucifié. Jésus a refusé qu'on le fasse roi à la manière des hommes – ce qui ne l'empêche pas de « régner » aujourd'hui encore sur bien des cœurs. Il a lavé les pieds de ses disciples. Il leur a dit: « Je suis au milieu de vous à la place de celui qui sert » (Lc 22,27). Qui parmi nous exercera son pouvoir – ou mieux dit son autorité – comme un service? •

Michel Bavare

Eclairage

Nos amis les mendiants!

J'appartiens à un Ordre de moines mendiants. Mes lointains frères médiévaux couraient les rues pour quêter de quoi manger. Comme les moines bouddhistes avec leur bol de riz. Puis, j'ai appris que la mendicité religieuse consistait à partager la précarité de beaucoup de mes contemporains. L'expérience de l'âge et les aléas de la vie ne font que me convaincre de la pertinence de cet enseignement. Reste encore à l'incarner au jour le jour. Ce qui est loin d'être évident.

Dans mes plus jeunes années, en Afrique, j'ai été confronté de plein fouet à la mendicité. A la rigueur, je pouvais supporter celle des infirmes, des invalides ou des vieux et vieilles abandonnés. Mais celle des enfants me faisait vomir. J'étais alors responsable d'un foyer d'accueil pour enfants de la rue, les habituant à retrouver un minimum de dignité à travers un travail minimum qui méritait d'être honoré par un salaire minimum lui aussi. Je me suis souvent emporté contre les adultes – surtout étrangers – qui entretenaient ce système de dépendance honteuse et régressive, jetant au nez des enfants quelques misérables centimes pour soulager leur conscience émotive.

Le paradoxe était que survivaient encore à cette époque les vieilles lois coloniales interdisant la mendicité. Autant dire qu'elles ne servaient à rien, si ce n'est à déclencher des rafles visant à « nettoyer » les rues, quand un hôte de marque s'annonçait. Inutile de préciser que les mendiants étaient à nouveau à leur poste dès la première accalmie policière. Toute interdiction est ridicule et inefficace, si elle ne s'accompagne pas de mesures sociales adéquates.

J'ai oui dire que certains responsables de paroisse appellent la police à leur secours pour « nettoyer » leurs parvis. Se souviennent-ils de la réponse de Pierre au mendiant qui le harcelait à la porte du temple: « Je n'ai ni or ni argent. Mais ce que j'ai, je te le donne! ». N'avons-nous, chrétiens, que quelques pièces de monnaie au fond de nos poches pour soulager la misère du monde? Même pas un regard? Même pas un sourire et un peu d'amour? •

Guy Musy

Pétition

Réagissons contre le régime d'aide d'urgence

Nicole Andreetta, de l'Agora, nous explique dans ce texte, quels sont les enjeux de la pétition qu'il faut signer avant le 1^{er} juin sur l'aide d'urgence (cf. www.campagne-urgence.ch). Une pétition que les Cercles de silence qui ont lieu chaque trimestre appuient également dans leur soutien aux sans-papiers.

L'aide d'urgence est ancrée dans l'article 12 de la Constitution fédérale qui accorde « à quiconque est dans une situation de détresse » le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens de mener une existence conforme à la dignité humaine.

Cependant, depuis l'exclusion de l'aide sociale, dès 2004, des personnes frappées d'une non-entrée en matière et, dès 2008, des personnes déboutées de l'asile, le but de ce droit a été détourné: il s'agit d'inciter les intéressés à quitter la Suisse le plus rapidement possible. On leur interdit de travailler, les plaçant ainsi volontairement dans une situation précaire.

Résultat: échec, au moins partiel

De nombreuses personnes acceptent des conditions de vie minimales plutôt que de partir. Les raisons en sont nombreuses et complexes. Au foyer des Tattes, à Genève, où sont hébergées la plupart des personnes soumises au régime d'aide d'urgence, nous rencontrons des jeunes gens privés d'espérance depuis plusieurs années. Nous partageons aussi les souffrances de plusieurs familles. Certaines survivent de cette manière depuis plus trois ans, alors que des bébés naissent, des enfants grandissent et commencent leur scolarité.

Ce que signifient les statistiques:

Selon les autorités, « L'exclusion de l'assistance sociale s'est avérée efficace. Seule une minorité de 15% est

encore bénéficiaire de l'aide d'urgence après une année. Cela veut dire que la plus grande partie des personnes déboutées de l'asile a quitté la Suisse ». Après analyse, on constate que : seules 17% des personnes soumises à l'aide d'urgence ont quitté la Suisse de manière contrôlée (soit elles ont été expulsées, soit elles sont parties « de leur plein gré ». Personne ne sait ce que sont devenus les autres (68%) ! Il est fort probable qu'une partie d'entre elles ont disparu dans la clandestinité.

Ce qu'il faut savoir:

On ne l'a pas assez souligné, lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation concernant les « déboutés » au début 2008, la loi fédérale n'impose pas le passage à l'aide d'urgence. C'est le canton qui le décide. « L'octroi de l'aide sociale et de l'aide d'urgence est régi par le droit cantonal. Les

personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire auxquelles un délai de départ a été impartit peuvent être exclues du régime d'aide sociale » (art 82 al.1 Lasi). « Peuvent être exclues », cela veut dire aussi « peuvent ne pas être exclues ». C'est ce qui avait été promis lors des débats référendaires pour les personnes vulnérables.

Ce que nous pouvons faire:

Participer à la campagne de sensibilisation sur l'aide d'urgence organisée par la section suisse d'Amnesty International, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Solidarité sans frontières et l'Observatoire suisse du droit d'asile et des réfugiés et signer la pétition on-line sur le site www.campagne-urgence.ch.

Nicole Andreetta

Témoignages recueillis par l'Agora

«Lorsqu'il y a des vacances scolaires, mes camarades me demandent s'il me reverront à la rentrée! Cela fait un peu bizarre! Je suis en Suisse depuis 6 ans et je suis en 8e du CO. Cette année, les profs nous demandent de choisir des options en fonction de nos projets d'avenir. Mon avenir? Comment puis-je l'imaginer? J'aime l'école, je souhaite continuer mes études, peut-être devenir médecin. Mes parents ont toujours voulu rester en Suisse. Il y a un an, mon père avait trouvé un emploi à plein temps. C'est à ce moment qu'on lui a enlevé son permis de travail »

« Quand nous avons reçu le papier de Berne avec un délai de départ et l'interdiction faite à mon mari

de travailler, j'ai été très choquée! Arrivée en Suisse à l'âge de treize ans, j'y vis depuis huit ans maintenant. Je me suis mariée il y a trois ans. Mon mari, en Suisse depuis quatre ans, a tout de suite trouvé du travail dans une entreprise de construction. Moi-même, à cause du livret N, je n'ai malheureusement pas pu faire un apprentissage de coiffeuse comme je le désirais. Dès notre mariage, nous étions indépendants financièrement et vivions dans un appartement. Maintenant nous habitons dans un foyer et nous avons dû demander l'aide d'urgence. Nous avons une petite fille de trois ans et je suis enceinte de huit mois. On nous a dit que si nous ne partions pas la police viendrait nous chercher. Alors, j'ai très peur. Ma famille vit ici, mon père et mon frère ont le droit de travailler. Je ne comprends pas pourquoi je dois partir.»

Fête du 8 avril

Journée internationale des Roms

C'était le 8 avril 1971, que les Roms, qui représentent la première minorité de l'Union européenne, choisissaient, malgré une situation encore difficile, les symboles de leur communauté ainsi que leur drapeau et leur hymne.

Plusieurs organisations dont Mesemrom, la COTMEC et Migract se sont associées pour fêter les 40 ans de la première journée internationale des Roms. Au programme: Matches de football, atelier de banderoles sur la plaine de Plainpalais, contes, musiques et repas tsiganes à la Maison des Associations. Deux cents personnes ont accepté l'invitation. La fête était au rendez-vous. Roms et Genevois ont pu danser, boire et manger ensemble.

L'invitée d'honneur était Nouka Maximoff, fille du grand écrivain rom Matéo Maximoff. De son histoire familiale, de cette enfance vécue entre nomadisme et sédentarité, elle a extrait une mémoire faite de paroles, d'imaginaire et de souvenirs divers. D'où viennent les Roms? Quelles contrées mystérieuses ont-ils traversés avec roulettes et chevaux? Quelles sont leurs joies, leurs peines, leurs fêtes? De quoi ont-ils peur: du Diable? de Dieu? ou...des hommes?

L'âme des Roms à travers des contes

En créant l'être humain avec de la glaise, après deux essais moins satisfaisants, Dieu a réussi à cuire dans son four un exemplaire parfait, ni trop foncé ni trop pâle. Il l'a envoyé en voyage pour réjouir tous les peuples de la terre par la musique et la danse. C'était le premier Tzigane. Un chaudronnier et une diseuse de bonne aventure qui parviennent à rouler le diable en personne. Un sorcier qui offre à un Rom n'arrivant pas à nourrir sa famille une nappe magique qui se garnit de plats succulents à la demande, une chèvre artiste de cirque... et un gourdin pour les reprendre à l'aubergiste qui les lui avait volés.

« Je n'ai pas trouvé d'histoires commençant par « Il était une fois un Rom riche dans une belle maison », a confié Nouka Maximoff à son public. À travers ses histoires, l'on a pu ressentir quelque chose de l'âme des Roms, marquée par la pauvreté et la souffrance, mais aussi par la fierté, la dignité et cette joie de vivre qui se manifeste à travers la musique et la danse. La talentueuse conteuse a commencé par chanter, devant le drapeau « national », l'hymne des Roms, en cette 40ème Journée internationale du 8 avril, fêtée à la Maison des associations. Et elle a terminé par cette chanson bien connue, Mon pote le Gitan: « Toi sacré Gitan qui sentait le cafard, au fond ta musique était pleine d'espoir »... »

Inès Calstas et Michel Bavarel



L'aumône n'est pas négociable

Dans toutes les religions, l'aumône est prônée, qu'elle soit une sorte d'impôt ou un don volontaire vis-à-vis des pauvres ou des temples et de leurs prêtres. Le christianisme ne fait pas exception. Dans les Evangiles, l'aumône est même au cœur du Sermon sur la Montagne: le texte qui résume le message de Jésus à ses disciples en leur rappelant son enseignement.

« Quand tu fais l'aumône, ne fais pas claironner devant toi, comme le font les hypocrites (...) Pour toi, quand tu fais l'aumône, que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite, afin que ton aumône reste dans le secret; et ton Père, qui voit dans le secret, te le rendra. » Ainsi gardons-nous de juger: ceux qui apparemment ne donnent pas, l'ont peut-être déjà fait.

L'aumône est liée aux dons et aux offrandes qui existent dans toutes les religions sous diverses formes. Les chrétiens ont également toujours développé les dons aux pauvres de diverses manières selon les époques, les lieux ou les personnes. De plus, les offrandes ont aussi une place importante dans la plupart des liturgies.

Les pauvres et les mendiants – car c'est souvent comme cela qu'ils sont visibles – sont toujours au cœur du message évangélique. Le don aux pauvres n'est pas négociable pour le chrétien: il est au cœur de la charité, de l'amour du prochain. A chacun, à chaque croyant, à chaque chrétien, de choisir comment il fait l'aumône. Dieu seul nous jugera sur l'amour que nous transmettons! •

Bernadette Bitar

Connaissez-vous les Roms?

Campagne de sensibilisation

Après la grande soirée du 07 octobre 2010 « Les Roms à Genève: un temps d'échange et de partage », un groupe de travail s'est formé pour répondre aux différents questionnements des personnes présentes et engagées (COTMEC, Département Ouverture au Monde, Mesemrom, Caritas et le groupe Diaconie, entre autres). Un plan d'action se prépare pour cette année 2011, avec différentes lignes, dont une campagne de sensibilisation. La photo qui illustre cet article est issue de la série d'affiches de la campagne.

Les pauvres dérangent et pas seulement ici, mais partout dans le monde. Nous aimerions ne pas les voir. Ils nous fatiguent avec leurs mains tendues comme si nous pouvions faire quelque chose. Nous n'avons pas de solutions pour une réalité trop complexe et très ancienne. Mais qui sont ces pauvres qui osent se montrer à Genève? Ils sont Roms, ce sont des hommes et des femmes qui quittent leurs villages pour mendier quelques mois chez nous. Qui connaît réellement cette population? On peut lire partout qu'ils ont envahi le canton... Pourtant, selon les statistiques officielles, ils ne sont jamais plus que 180...: donc moins d'un pourcent de la population genevoise...

Alors connaissez-vous vraiment les Roms?

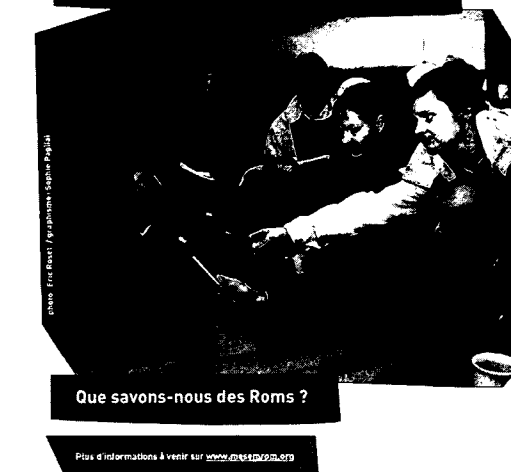
Une campagne de sensibilisation et d'information a été conçue par un groupe de jeunes afin de mieux faire connaître les Roms. Pour le groupe, il y a urgence de faire tomber les préjugés et la désinformation qui existe vis-à-vis des Roms. Des affiches tapisseront nos paroisses. Et un quizz à faire en ligne sera bientôt disponible. Dans cette même ligne d'action la plateforme (DOM, Caritas, Mesemrom, COTMEC et Diaconie) a voulu profiter du passage dans la région d'un groupe hors du commun, Kesaj Tchavé. « Késaj » est le nom d'une fée tsigane qui dit que pour recevoir de l'amour, il faut d'abord savoir en donner, et « Tchavé » signifie en langue romani: enfants. Le groupe, fondé en l'an 2000, est encadré par une association rom qui réunit à travers des activités artistiques des jeunes des colonies tsiganes de la région des Tatras, en Slovaquie orientale. La réalité quotidienne de ces Roms est de plus en plus précaire. Pendant leur séjour à Genève, ils visitent une école primaire. Les enfants genevois se sont préparés avec leurs enseignants pour les accueillir et passer un bon temps ensemble, entre chants, danses et jeux. Un moment de partage et d'échange avec la population Rom qui vit à Genève a lieu également. Et aussi deux spectacles, un à Genève au Collège Madame de Staël et l'autre à Morges en plein air.

Quels besoins? Quel accueil?

De nombreuses paroisses ouvrent les portes aux Roms, mais quels sont les besoins de ces personnes qui dorment la majorité du temps dans les rues? Un groupe de personnes et d'assistants sociaux travaillent pour améliorer

médiatisés ?

Oui, mais si peu écoutés !



Que savons-nous des Roms ?

Pour plus d'informations à venir sur www.cotmec.org



Interdiction de la mendicité: une loi inefficace et onéreuse

Le 30 novembre 2007, le Grand Conseil du canton de Genève adoptait, sous l'impulsion de la droite, une loi interdisant la mendicité. Il s'en suivait de multiples épisodes politiques et judiciaires – jusque devant le Tribunal fédéral – et une polémique qui n'est pas près de s'éteindre.

Ce que chacun peut en tout cas constater, c'est que si elle a « pourri l'existence » des mendiants, cette loi n'a nullement mis fin à la mendicité dans nos rues. Alors à quoi bon? (sinon à rapporter des suffrages aux politiciens promoteurs de l'interdiction). Bien sûr, la présence de mendiants provoque un malaise. Surtout dans le pays du « propre en ordre ». Cependant, n'est-ce pas, pour notre société « opulente », une utile piqure de rappel? Nous ne sommes pas hors d'atteinte de la misère, d'autant que la pauvreté n'a nullement été éradiquée chez nous, parmi nous.

Surtout, il importe de se rendre compte que ce type de problème – comme ceux de l'asile ou des sans-papiers – ne se résout pas par des lois restrictives et des mesures policières. Ou par des amendes dont la – difficile – perception s'avère fort onéreuse (de plus, est-ce bien joli de piquer les petits sous provenant de la charité publique?). L'interdiction n'est donc qu'une « solution » illusoire. C'est pourquoi une pétition est en voie d'élaboration pour demander l'annulation de cette loi, ce qui, dans le contexte populiste actuel, exigera des efforts considérables. Espérons cependant que les citoyens se rendent compte qu'on peut faire un meilleur usage des ressources humaines et financières consacrées aujourd'hui à sa mise en œuvre!

Michel Bavarel

l'information qu'ont les Roms vis-à-vis de leurs droits sociaux, de leurs lieux d'accueil, des repas, de l'hygiène et de leur santé. •

Inès Calstas

Rencontre au café Gavroche

Résistances paysannes en Suisse

En marge de la journée internationale de luttes paysannes, le Groupe Ecosocialiste de SolidaritéS, en collaboration notamment avec la Cotmec et FIAN, a organisé une discussion conviviale avec Valentina Hemmeler, du syndicat paysan Uniterre. Une quarantaine de personnes intéressées par les problématiques paysannes ont participé à cette rencontre au Café Gavroche.

Différents thèmes ont été abordés: la politique agricole de la Suisse et ses paradoxes, la diversité des syndicats paysans, la solidarité paysanne avec le Sud, le fort potentiel de l'agriculture de proximité, l'influence conséquente de Migros et Coop sur la production alimentaire, à travers l'exemple symbolique du prix du lait, etc...

En conclusion de ces longs échanges, on rappela l'intervention d'une jeune paysanne: « Les luttes paysannes ne sont pas l'affaire uniquement des paysans, mais de toute la société. Les conditions sociales et environnementales dans lesquelles sont produites les denrées qui se retrouvent dans nos assiettes concernent tout le monde.

Malheureusement on observe un clivage entre la population et les paysans, qui se sentent découragés et qui, pour beaucoup, désespèrent et liquident leur exploitation.»

Le succès de cette soirée et la diversité des personnes présentes (une délégation de la mission de Bolivie, des jardiniers des Charrotons, de nombreux profanes...) témoignent pourtant du regain d'intérêt que suscitent les problématiques paysannes en Suisse. •

Hélène Bourban

Livre

« Le souffle d'une vie »

Sous ce titre, Guy Aurenche nous livre son dernier opusculé (aux éditions Albin Michel) qui retrace quarante ans de combat pour une terre solidaire. Beaucoup d'entre vous, en tous cas celles et ceux qui comptabilisent un certain nombre d'heures de vol, se reconnaîtront dans le parcours de ce chrétien engagé pour le respect de la dignité humaine.

Terre de justice

Guidé par le souffle de l'Esprit, « l'Esprit est dans la révolte et l'engagement politique de ceux et celles qui ne supportent pas l'injustice », incorporant les textes du Vatican avec le discernement d'un Don Helder Camara « le Saint Esprit se glisse toujours entre les lignes », Guy Aurenche a cheminé en sew repérant à des balises significatives.

Convaincu que « Dieu n'est pas à chercher dans les cieus, mais à rencontrer dans les aventures humaines », l'infatigable avocat fait constamment référence à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et il est pètri de l'esprit du Concile Vatican II.

Il fait partie du Centre Saint-Yves, animé par des dominicains qui affirment que Jésus prend de multiples rendez-vous avec l'humanité, avec chacun-e d'entre nous. Mai 68 lance son vaste champ d'expérimentation sur le plan de la vie sociale, puis l'Amérique latine nous apporte l'Evangile de la Libération, nous invitant à changer dans notre propre pays les structures qui conduisent à l'injustice et à l'inhumanité.

Ce même endroit du monde va nous mobiliser pour lutter contre la torture et dénoncer les disparitions. Qui d'entre nous n'a pas relayé les actions d'Amnesty international, de l'ACAT ou des « folles » de la place de Mai ?

« Si nous avons raison d'espérer, c'est parce que se multiplient les groupes, les mouvements, qui refusent l'inacceptable ».

Justice de la terre

Depuis son 61^e anniversaire, Guy Aurenche préside le Comité catholique contre la faim et pour le développement « CCFD-Terre solidaire »...

Ce qui me frappe dans le trajet de ce militant, c'est qu'à l'instar de celui de quelques personnalités qui ont croisé sa route (comme Chico Whitaker, co-fondateur des forums sociaux altermondialistes ou le Père Burin des Rozières, défenseur des « sans-terre » du Brésil), c'est que l'engagement tenace pour la défense de la dignité humaine s'est « naturellement » reporté sur le terrain des défis écologiques du développement, notamment ce qui a trait à la souveraineté alimentaire. Ce numéro du Cotmec-info met d'ailleurs en exergue l'importance de ce combat politique et social face à la mondialisation.

La dignité de la personne se conquiert par ce respect de la terre et du travail des femmes et des hommes. « La paix, sauf celle des cimetières, n'est pas un état. Elle est un chemin. La paix se marche... Il en va de même de la justice. » Bonne marche à chacun-e sur les chemins de la Terre. •

Roland Pasquier

Référence: Guy Aurenche, avec la collaboration de Nathalie Calmé, « Le souffle d'une vie, quarante ans de combat pour une terre solidaire », avec une préface de Stéphane Hessel, Editions Albin Michel, collection Documents, mars 2011.

Agenda

Sylvie Brieu à la Librairie du Boulevard

Le mercredi 8 juin à 17h30, Sylvie Brieu présentera et dédicacera son livre: « Quand s'élèvent nos voix. Des Andes à l'Amazonie, une odyssée en terre indienne », édité aux Editions Albin Michel en avril 2011.

Les mardis de la diaconie

Le 14 juin, de 12h15 à 13h15, un temps de prière silencieuse et un moment de prière pour partager un repas catholique auront lieu à la Basilique de Notre Dame, Chapelle St. François. Ce jour rappelle la lutte pour l'égalité. Tous et toutes en mauve ou fuchsia !

Cercle de silence sur la Journée des Réfugiés

Comme chaque mois, un Cercle de silence aura lieu devant l'Eglise du Sacré-Cœur à Plainpalais, de 12h à 13h. Ce sera le samedi 18 juin et il aura pour thème la Journée des Réfugiés.

Les Mardis de la Diaconie

Le 14 juin 2011 pour l'égalité

Le prochain mardi de la diaconie ne peut ignorer la Journée d'actions et de revendications pour l'égalité entre femmes et hommes dans les faits « Femmes en mouvement. L'égalité absolument ». Au programme, un moment de prière silencieuse animée par un groupe de femmes migrantes dans la Chapelle St-François, suivi d'un repas canadien dans le jardin de la Basilique de Notre Dame.

La pauvreté a un visage féminin

Les Nations Unies estiment que 70 % des pauvres sont des femmes. Au niveau mondial, les femmes accomplissent deux tiers des heures travaillées et produisent la moitié des aliments, mais ne gagnent que 10 % des revenus mondiaux et détiennent moins de 1 % des biens.

La Suisse n'échappe pas à cette réalité. « 30 ans après l'entrée en vigueur de l'article constitutionnel sur l'égalité, les femmes continuent à gagner en moyenne 20 % de moins que les hommes. 400 000 personnes en Suisse gagnent moins de 4000 francs par mois et 70 % d'entre elles sont des femmes », explique Valérie Buchs, secrétaire syndicale et membre du Collectif 14 juin.

Un partage de tâches plus équitable

Si la participation des femmes à la vie active a considérablement augmenté au fil des années, 79 % d'entre elles choisissent toujours un travail à temps partiel. C'est qu'elles assument l'essentiel du travail gratuit, soit l'équivalent de 250 milliards de francs par an. « En d'autres termes, 6,7 milliards d'heures sont rétribuées sur le marché du travail, 8 milliards d'heures sont fournies gratuitement par les femmes », analyse la secrétaire syndicale.

Selon plusieurs études, le partage inéquitable des tâches domestiques empêche les femmes de se consacrer pleinement à leur travail. Les femmes sont les premières à assumer les responsabilités de la vie familiale, et ont donc davantage de difficulté à concilier travail et responsabilités familiales



www.14juin2011.ch

que les hommes. Le partage inéquitable des tâches domestiques empêche les femmes de se consacrer pleinement à leur travail. Toutefois, lorsque les hommes assument les mêmes responsabilités, ils éprouvent les mêmes difficultés. Ces déséquilibres entre le travail et la famille ont des conséquences coûteuses tant pour les femmes que pour les organisations: un accroissement du stress, une diminution de l'implication et de la satisfaction au travail, l'augmentation du nombre de retards, des absences et du roulement du personnel.

Solidarité avec les femmes migrantes

Aussi nombreuses que les hommes à quitter leur pays, elles partent souvent de manière autonome – sans mari à suivre. Aujourd'hui, les femmes représentent près de la moitié des migrants internationaux dans le monde, soit 110 millions.

Pourtant, leurs besoins et leurs contributions n'ont jamais été pris en compte par les études ou les gouvernements, même si chaque année ces femmes envoient des centaines de millions de dollars dans leurs pays d'origine. « Des dizaines de milliers de femmes sans statut légal, vivant de graves conditions d'exploitation, combent une partie des besoins sociaux de la population suisse, qui ne sont pas assurés autrement. La plupart travaillent dans les ménages privés, assurent le travail domestique et les soins aux personnes âgées et aux enfants » conclut Valérie Buchs.

La diaconie

Selon nos Eglises, la diaconie doit être fidèle à son mandat prophétique et dénoncer les pratiques et structures de péché qui causent souffrance et provoquent la dégradation de la dignité humaine, et elle doit se prononcer pour une société plus humaine et plus juste.

Si le cœur vous en dit portez les couleurs du jour, mauve et fuchsia. •

Inès Calstas



Pop

Edito

Médiatisons la crise alimentaire

Est-ce que, ces dernières semaines, la roue tournera enfin pour ceux qui abusent de leurs pouvoirs: dictateurs arabes en fuite ou en mauvaise posture, chef terroriste liquidé et enfin puissant leader français rattrapé par ses pulsions sexuelles.

Ne nous réjouissons pas trop vite tout de même: si quelques puissants ont perdus, d'autres sont toujours là. Parfois moins connus, ces gens de pouvoir imposent à leurs peuples des conditions de vie proches de la misère ou leur nient toute liberté d'expression. D'autres décident que certains n'auront tout simplement plus à manger ou qu'ils devront mendier pour vivre.

C'est pourquoi nous avons choisi de vous parler dans ce numéro de la crise alimentaire qui touche de plus en plus de monde sur notre planète. Puisque même en Suisse, nos cochons qui paraissent tranquilles vont eux aussi être les acteurs bien malgré eux de décisions arbitraires de déstabilisation de notre équilibre alimentaire !

Le dessin que nous plaçons sur la Une ce mois illustre ce dossier de la crise alimentaire et plus particulièrement l'article sur la spoliation des terres.

Un dernier mot pour vous remercier, lecteurs et amis de la Cotmec, pour m'avoir permis, pendant ces quelques mois d'absence de Martyna Olivet, de faire avec l'équipe de rédaction du Cotmec-info l'expérience de la solidarité et de la lutte pour des valeurs chrétiennes et humaines qui me tiennent également fortement à cœur. •

Bernadette Bitar

Eclairage

Mort en état de crasse¹

La saleté n'a jamais été honorée comme une vertu chrétienne, pas plus que la mendicité. Qu'on se le dise! Dans un autre genre, nous connaissons plusieurs rois et reines, évêques, papes, grandes et belles dames canonisés, sans que pour autant soient portés sur le pavois de la chrétienté leurs couronnes, leurs mitres, leurs diamants et leurs dentelles! L'habit ne fait pas le moine, pas plus qu'il ne fait le saint.

Je ne m'étonne donc pas que dans sa litanie, l'Eglise invoque un saint clodo, français d'origine, mort à Rome en 1783 dans l'étal d'un boucher qui avait ramassé agonisant près de son échoppe. C'est peu dire que Benoît Labre ne sentait pas la rose. Les braves gens d'alors rasaient les murs des églises quand ils le voyaient prier, pour échapper à des émanations malodorantes. Mais ils ne pouvaient mettre en doute que le pieux personnage exhalait aussi une odeur de sainteté. Ils courent en masse à ses funérailles, s'arrachèrent ses guenilles pour en faire des reliques et de crier à l'adresse du Vatican: « Santo subito! ».

Notre Benoît passa tout de même un siècle dans l'antichambre du Palais Apostolique avant de se voir proclamé saint. C'est Léon XIII, celui-là même qui donna à l'Eglise sa première charte sociale (Rerum Novarum) qui eut le courage en 1881 de placer notre mendiant pouilleux au pinacle des autels. Et tous les anticléricaux de ce temps-là de s'esclaffer et de pouffer dans leurs salons parisiens. Voici un échantillon de leurs propos, dignes de figurer dans une anthologie helvétique contemporaine: « Le pape insulte aux vertus qui passent pour les premières aux yeux des peuples; il condamne solennellement le code pénal, il réhabilite le vagabondage et la mendicité et nous donne expressément en exemple un ignoble personnage... ». Et la finale du pamphlet – c'est bien le cas de le dire – vaut son pesant d'or: « On sent bien dans cette canonisation, outre l'anathème aux idées modernes, comme un secret espoir d'exciter les pauvres contre les riches ». Léon XIII super Karl Marx? Décidément, on aura tout entendu. Mais, à bon entendre, salut! •

Guy Musy

¹ J'emprunte ce titre provocateur à l'excellent dossier consacré à saint Benoît Labre, paru dans le magazine: Histoire du Christianisme, mars-avril 2011.

Conférence de Christian Arnspurger

Demain, une sobriété heureuse ?

Et si la réduction de la pauvreté ne passait pas nécessairement par une prospérité collective fondée sur l'enrichissement individuel? Et si une société plus conviviale, répondant aux réels besoins spirituels et matériels de chacun, tout en restant viable sur le plan économique et écologique, était possible ?

C'est la thèse que développa Christian Arnspurger, professeur d'éthique économique et sociale à l'université de Louvain, lors de son passage au casino de Montbenon. Cette conférence, organisée par le Centre catholique d'études de Lausanne, s'inscrivait dans le cycle « Pour une économie à visage humain ». Devant une centaine d'auditeurs captivés, Christian Arnspurger présenta une vision originale et des pistes d'action concrètes et conviviales.

Le double paradoxe de la prospérité

Arnspurger voit dans la prospérité actuelle d'une partie de l'humanité un double paradoxe. Le premier repose sur la domination néo-coloniale: la prospérité permet, certes, à quelques-uns de sortir de la pauvreté, mais cela implique le pillage des ressources et la précarisation de populations du Sud. La chasse aux matières premières fait rage, car elles ont toujours manqué à nos sociétés occidentales, qui ont bâti leur prospérité, et donc pu aider leurs malheureux, en créant d'innombrables autres démunis à l'étranger.

Le second paradoxe est plus subtil: pour que la redistribution via la fiscalité fonctionne, alors que personne ne souhaite payer d'impôts, un surplus de richesses important est nécessaire. Il faut donc un productivisme et un consumérisme effréné ! C'est le piège existentiel que nous tend le capitalisme: nous devons tous nous enrichir, même si nous n'en n'avons

ni l'envie ni la capacité. La pulsion de l'enrichissement individuel est devenue la condition de la solidarité dans nos sociétés. L'Etat doit stimuler la production par tous les moyens, dont l'endettement public et celui des ménages, faute de quoi la redistribution est remise en cause. La social-démocratie est donc un palliatif qui entretient le système capitaliste tout en dépendant de lui. C'est la « trahison de l'opulence ».

Vers quels horizons se diriger ?

Afin de sortir de ce piège, Christian Arnspurger propose une fédération de localités post-capitalistes résilientes, autonomes et solidaires (lire encadré). Cela passe, pour lui, par une allocation non capitaliste des capitaux, une consommation non consumériste, une production non productiviste, bref, une sobriété si riche qu'elle rendrait impossible la pauvreté engendrée aujourd'hui par l'opulence. Cependant cette transition écologique, économique et sociale ne sera possible qu'avec une fissure du consensus sur la croissance économique.

Pour cela, Arnspurger dégage cinq principes de bases. Le premier: mener une existence focalisée au maximum sur le centre de notre être qui mènerait à une résurgence de l'agriculture locale et de la production familiale, en veillant à ce qu'elle ne soit pas basée sur l'exploitation de la femme! Le second implique une relocalisation de la production et un protectionnisme sain et juste, où l'autosubsistance prévaudrait sur l'exportation. Le troisième garantit l'accès des citoyens à la terre. Le quatrième principe consiste à repenser la course à la prospérité: « Nous avons tellement peur du manque que nous instaurons une logique sacrificielle: nous immolons la frugalité sur l'autel de la lutte contre la pauvreté.» Le dernier principe concerne le rôle des Etats. Ceux-ci devraient notamment

Le mouvement des villes en transition

Le processus de Transition est né en 2005, autour du cours de soutenabilité appliquée du professeur Rob Hopkins. Une première expérience à été menée l'année suivante avec les habitants de la ville britannique de Totnes. Depuis, l'idée s'est répandue et plus de 250 initiatives de Transitions dans une quinzaine de pays sont répertoriées. Les artisans de ces initiatives sont les citoyens d'une collectivité (village, quartier, ville ou commune) qui prennent conscience des profondes conséquences du pic pétrolier et de l'urgence de mettre sur pied des solutions locales pour s'y adapter. Ces solutions sont fondées sur une vision positive de l'avenir, visant à réduire la consommation d'énergie fossile et cherchant un bon degré de résilience (capacité à encaisser les crises économiques et/ou écologiques) par la relocalisation de certaines activités et par l'intensification des liens entre habitants et acteurs économiques locaux. •

Pour en savoir plus www.villesentransition.net

instaurer un Revenu Inconditionnel de Transition Economique: une allocation universelle qui servirait à dynamiser le passage à une société post-capitaliste. Chaque citoyen aurait ainsi la possibilité de mener une existence hors des chemins de la croissance.

La mise en œuvre de ces principes paraît indispensable face à la dégradation des conditions d'existence sur la planète. Pour Christian Arnspurger, une question fondamentale se pose: le changement des mentalités sera-t-il assez rapide pour que nos sociétés se réforment volontairement et pacifiquement, ou cette réforme adviendra-t-elle par la force et la violence? •

Hélène Bourban

Gaspillage

Comment se perd la nourriture

Il y a les invendus des supermarchés jetés ou détruits et ce que nous mettons à la poubelle parce que nous l'avons laissé flétrir, sécher, ou parce que la date limite de consommation est dépassée. Cela ne représente qu'une partie de ces énormes tonnages de nourriture produite qui ne pénétreront jamais dans une bouche humaine.

Il y a d'abord les pertes dans les champs, en particulier dans les pays du Sud, à cause des parasites et des micro-organismes pathogènes. Et celles provoquées, après la récolte, par de mauvaises conditions de stockage et/ou des difficultés de transport.

Il y a ensuite tout ce qui, chez nous surtout, est écarté en raison d'un calibre non conforme (pommes trop petites) ou de légers défauts. Puis, dans la distribution, ce qui reste dans les rayons lors de la fermeture et doit disparaître, à cause d'un manque de fraîcheur ou d'une date limite de vente jugée trop proche. Une – petite – partie est récupérée par des « déchetariens » ou « freegans » – un mouvement de « glaneurs » né à New-York – ou par des personnes à faible pouvoir d'achat. Une autre partie, aussi limitée, est remise à des banques alimentaires ou à des éleveurs pour leurs animaux. Enfin, il y a nous tous, attirés par la publicité et les promotions, ne sachant pas bien évaluer nos besoins ni utiliser les restes, qui faisons glisser dans le sac vert « compostable » ce que nous ne pouvons consommer.

Accaparement des terres

Spoliations au nom du profit

L'accaparement des terres n'est pas un phénomène nouveau, mais il s'intensifie à la suite des récentes crises alimentaires et financières. Les gouvernements et les investisseurs à la recherche de terres agricoles productives à acheter ou à louer se multiplient et des dizaines de millions d'hectares ont déjà été accaparés. Les Etats, comme l'Arabie Saoudite, la Libye, la Chine ou l'Inde, y voient une occasion de garantir leur approvisionnement en denrées alimentaires; tandis que les investisseurs considèrent ce mouvement comme une aubaine pour générer des profits conséquents.

Les pays qui acceptent de céder massivement leurs réserves foncières sont, paradoxalement, souvent en proie à des famines chroniques. Leurs dirigeants fondent ces décisions sur une vision erronée du développement selon laquelle l'arrivée de capitaux étrangers permet d'augmenter le produit national brut et génère de nouveaux revenus, ce qui

Des chiffres sont cités, notamment dans « Le Monde » du 7 avril 2011. En Grande-Bretagne, selon une étude de 2009, on a retrouvé dans les poubelles un quart des aliments achetés par les ménages. Aux États-Unis, d'après une autre étude, 40 % de l'alimentation « sortie du champ » finit à la déchèterie. En Suisse, l'émission « Mise au point » du 8 mai dernier sur les « déchetariens » indiquait que 250 000 tonnes, dont le dixième encore consommables, étaient jetées par année. Selon un récent rapport de la FAO, le tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine, soit environ 1,3 milliard de tonnes, est perdu ou gaspillé.

Viande et agrocarburants

Ce n'est pas tout. Une autre manière de gaspiller la nourriture est la consommation excessive de viande. La question est bien sûr complexe, mais il est indéniable que la transformation de protéines végétales en protéines animales est coûteuse à de multiples points de vue. Il faut encore évoquer, dans ce rapide survol, l'accaparement croissant de surfaces cultivables – on en est à 20 % en Allemagne – pour la production d'agrocarburants à base de maïs, de canne à sucre, d'huile de palme ou de jatropha – lequel, semble-t-il, n'est pas la plante miracle espérée.

Finalement, il y a aussi la nourriture qui entre dans notre bouche et descend dans notre estomac, mais qu'il vaudrait mieux ne pas ingurgiter pour éviter une surcharge pondérale ou l'obésité... Conclusion de la FAO: « En raison de la disponibilité limitée des ressources naturelles, il serait plus rentable de réduire le gaspillage que d'accroître la production agricole pour nourrir une population mondiale croissante ». •

Michel Bavarel

engendre automatiquement une amélioration du niveau de vie de toute la population. Malheureusement, il n'en est rien. Les transactions foncières semblent régulièrement entachées de corruption et permettent l'enrichissement des élites, tandis qu'elles menacent le droit à l'alimentation.

Les communautés rurales qui vivent sur ces terres se voient privées de leur moyen de subsistance et sont rarement engagées comme main-d'œuvre agricoles dans les exploitations créées. Celles-ci pratiquent une agriculture intensive, avec utilisation massive d'engrais et de pesticides, qui détériorent les sols et polluent les réserves en eau potable. Elles produisent majoritairement du soja, servant à nourrir le bétail, ou des végétaux destinés à la fabrication d'agrocarburants, au dépend des exploitations familiales, petites mais productives. Le droit foncier traditionnel est bafoué, et les populations locales ne disposent souvent d'aucun levier pour se défendre.

La Suisse joue un rôle important dans cette vague d'accaparement des terres: plateforme financière majeure, elle accueille régulièrement des réunions d'investisseurs qui convoitent les sols les plus fertiles et échangent des conseils pour en tirer un profit maximal. Mais, la société civile helvétique se mobilise contre ces pratiques... Donc: affaire à suivre. •

Hélène Bourban

Face à la crise alimentaire

L'agro-écologie

Au début de cette année, le spectre de la crise alimentaire a de nouveau surgi. Et, en effet, des « alertes météo » ont retenti ce printemps: trop de pluie dans certains États américains, sécheresse dans d'autres, sécheresse encore en Europe de l'Ouest... Pourtant, début mai, le prix mondial du blé a baissé de plus de 10 % en deux semaines...

« Ce n'est pas cohérent », estimait un spécialiste (Benoît Labouille, directeur d'Offre & demande agricole, dans Le Monde des 8 et 9 mai). Le Monde expliquait cette baisse par les stocks accumulés de plusieurs pays arabes craignant, au début des manifestations, des « émeutes de la faim ». Alors que la révolte était de nature politique et qu'aujourd'hui, leurs greniers pleins, ces pays n'achètent plus guère. Le journal évoquait encore le retrait de fonds d'investissement du marché à terme des matières premières, ainsi que la perspective que la Russie et l'Ukraine, où la récolte s'annonce moyenne à bonne, se remettent à exporter.

Voilà pour cette incohérence dans le court terme qui montre que les prix ne dépendent pas seulement de l'offre et de la demande. Il faut aussi rappeler, avec Olivier De Schutter, rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, que la faim dans le monde – qui affecte un milliard d'individus – n'est pas d'abord due au manque de nourriture, mais à la pauvreté. Les plus défavorisés n'ont pas accès aux produits alimentaires faute de pouvoir les payer. Et cela d'autant moins que les prix, malgré cette baisse conjoncturelle, sont restés élevés depuis la crise de 2007-2008.

La destruction de la paysannerie

Cependant, à la lecture de quelques articles, – notamment sur Adital, agence de presse latino-américaine –, on éprouve de sérieuses inquiétudes pour le long terme. Ainsi, le sociologue belge François Houtart met-il en lumière la « destruction de l'agriculture paysanne », étouffée par l'agro-industrie basée sur la monoculture exportatrice. Or, dans un pays comme le Brésil, l'un des plus gros exportateurs mondiaux, c'est l'agriculture familiale qui assure autour de 70 % du ravitaillement de la population en haricots, riz, légumes, lait, etc. Avec les paysans – lesquels ne sont pas moins productifs que les agriculteurs industriels – c'est tout un savoir-faire qui disparaît...

Outre la concentration de la propriété de la terre (« véritable contre-réforme agraire », dit Houtart), l'agro-industrie provoque la déforestation, met en péril la biodiversité, utilise d'énormes quantités d'engrais chimiques et de pesticides, fait un usage immodéré de l'eau... L'un des pionniers de l'écologie politique, Lester Brown, fondateur de l'Earth Policy Institute, brosse à cet égard un tableau peu réjouissant (un article de Foreign Policy, traduit dans Courrier International et sur le site www.slate.fr). Il cite l'érosion des sols, l'épuisement des aquifères qui, avec la concurrence des villes pour l'accès à l'eau,

réduit les possibilités d'irrigation et le réchauffement climatique provoquant une baisse des rendements.

Plaidoyer pour l'agro-écologie

En février dernier, se basant sur des travaux d'experts, Olivier De Schutter appelait la communauté internationale à s'appuyer sur l'agro-écologie, laquelle, dit-il, « surpasse l'agriculture industrielle » pour nourrir le monde. « Les efforts, ajoutait-il, se concentrent actuellement sur les investissements à grande échelle – y compris dans l'acquisition de terres [voir ci contre] – et sur les modèles agricoles du type « révolution verte »: semences améliorées, fertilisants chimiques et recours aux machines. Peu d'attention a été accordée aux méthodes agroécologiques qui ont pourtant prouvé leur capacité à accroître la production et à améliorer les revenus des paysans tout en protégeant les sols, l'eau et le climat ».

Il s'agit sans doute aussi, comme le préconise un François Houtart, de sortir de la logique capitaliste qui considère la nourriture comme une marchandise quelconque. Et de modifier nos modes de vie en consommant moins de viande, en donnant la priorité à l'alimentation sur la mobilité, en gaspillant moins... Sur ce dernier thème, la FAO a élaboré un rapport présenté ce mois-ci à Düsseldorf et dont elle donne un reflet sur son site Internet: www.fao.org. •

Michel Bavarel

Les cochons n'auront plus droit aux restes

Dans L'île aux fleurs, mythique satire de notre temps du réalisateur brésilien Jorge Furtado, les cochons ont la priorité sur des humains faméliques pour se repaître des restes d'une montagne de déchets. Cet ordre pourra bientôt être inversé, ou même supprimé. Enfin, dans le cas hypothétique qu'une telle situation s'exporte dans nos contrées. Dès juillet, en effet, finis les restes alimentaires pour nourrir nos omnivores de porcs.

La prochaine application de la révision totale de l'ordonnance sur les sous-produits animaux de l'Office vétérinaire fédéral avance à pas feutrés. A partir du 1^{er} juillet, il sera interdit de nourrir les porcs de nos contrées avec les reliefs de table que sont les 200 000 tonnes de déchets produits par les restaurants et les cuisines industrielles de Suisse.

La raison est à rechercher dans la conformité avec la législation européenne dans le but de maintenir les exportations porcines outre-Sarène... Est-ce vraiment une avancée ? Le maintien des exportations porcines helvétiques est à ce prix. Mais outre le prix que devront déboursier les éleveurs pour se procurer des granulés de soja standardisés, sur qui sera répercuté l'impact écologique de ce changement de régime alimentaire forcé ? De quelle lointaine contrée, fraîchement déboisée, va-t-on les importer pour espérer y réexpédier nos barquette carnées ? •

Soirée du Réseau
Ouverture au Monde 2011

Diaconie: de Neuchâtel... au terrain

La rencontre annuelle du Réseau Ouverture au Monde à Genève s'est déroulée le 17 mai passé, sous le signe de la diaconie. Une trentaine de représentants des paroisses, de différents organismes, du Conseil Pastoral Cantonal, laïcs et prêtres confondus se seront penchés sur la suite à donner au forum diocésain tenu à Neuchâtel une année plus tôt. Par quels mots clés définir la diaconie? Quels chemins prendre?

Le Réseau Ouverture au Monde est né il y a quelques années pour relier les différentes personnes qui travaillent en Eglise. Au fil des années, des amitiés et des liens se sont tissés. Sous l'impulsion d'Anne-Michèle Stern, la soirée annuelle est devenue une rencontre « traditionnelle » et incontournable pour l'Eglise genevoise.

Cette année, le Département Ouverture au Monde a sondé les « envies » de menu pour le programme, et, presque unanimement, les personnes ont répondu: « quelle suite pour le Forum de Neuchâtel? » « C'était si magnifique! » « C'est dommage qu'on l'oublie! ».

« Charité vécue, incarnée, réelle et historique »
(Mgr Bernard Genoud)

La soirée a démarré avec Michel Racloz, responsable du département

« Solidarité » de l'Eglise catholique du canton de Vaud. « Il y a plusieurs pistes de travail, a-t-il dit, mais il faut mettre l'accent sur l'importance d'une dynamique de réseau, de reconnaissance et de connaissance des acteurs et actrices ».

Michel Racloz a également souligné que tôt ou tard, le « diacre » doit se poser la question sur sa façon de vivre. « Notre mode de vie occidental repose très souvent sur l'exploitation d'autres populations ».

De la générosité à la communion

« Pas de hiérarchie entre celui qui donne et celui qui reçoit, mais communion dans le besoin, et finalement, partage inespéré ». Avec ces mots empruntés à Federica Cogo, aumônière de prison, Guy Musy a défini la diaconie. Le frère dominicain membre



de la COTMEC a expliqué l'origine du mot diaconie et comment les tables de la parole et du pain sont complémentaires et indissociables depuis le commencement. Il a conclu en soulignant que « La parole du diacre ne peut pas plaire à tous et son sens de la justice et du partage solidaire peut lui valoir de sérieux ennuis ».

« Ouvrir les portes et les fenêtres! »

Chaque participant a pu parler de son engagement et de son parcours professionnel. Autant d'expériences diverses, parallèles et complémentaires tissent un vaste réseau de valeurs insoupçonnables!

« La rencontre sur le pas de la porte, ne peut pas nous laisser indifférents ». « La rencontre avec l'autre nous transforme ». « Cette transformation nous pousse à nous engager dans des actions concrètes ». « La diaconie n'est pas sans risque ». « Que faire de l'indignation qui naît en nous face à autant d'injustices? » « Se centrer dans le Christ pour se nourrir et transformer la société ». Ce sont quelques pistes évoquées lors de la conclusion de la soirée. •

Inès Calstas

Agenda

Venez célébrer un temps pour la création, de 13h30 à 18h au Cénacle. Conférence, ateliers, célébration œcuménique. Programme complet, voir page 4. Adresse: Promenade Charles-Martin; TPG Bus 20 et 27 arrêt Rieu

Célébration interreligieuse le 27 octobre prochain.

A l'occasion du 25^e anniversaire de la rencontre interreligieuse d'Assise, alors que des milliers de personnes retournent sur place pour célébrer la Justice et la Paix, la COTMEC, le CIGC et l'ECR vous invitent à vivre un temps fort de partage et de prière à l'Eglise Sainte-Trinité (Rue Ferrier 16). De 18h30 à 20h. Un programme détaillé suivra. TPG Tram 13 et 15 arrêt Butini

Prochain Cercle du Silence

Le 17 septembre, de 12h à 13h, devant l'Eglise du Sacré Cœur

JAB
1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Bernadette Bitar
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

Recension

Pour une raison écologique

Pour Bernard Perret, ingénieur, socio-économiste et écrivain, l'heure n'est plus à l'alignement des (mé)faits attendus et inévitables d'une crise climatique globale. Il part du principe qu'ils sont désormais connus, scientifiquement étayés et archi-médiatisés. Et Pourtant... Cette (omni)présence d'une catastrophe écologique à venir ne produit que peu d'effets: ni dans notre environnement social balisé par l'économie, ni, plus grave, dans la « raison » d'Etat, ni, a fortiori, dans la conduite des marchés, siège supposé de la fameuse « raison marchande ».

Ce triple constat est suffisamment inquiétant pour mériter qu'on s'y attarde et qu'on en analyse les fondements. Pourquoi, face à un danger avéré, persiste-t-on dans des modèles qui ont prouvé leurs limites? Pourquoi donne-t-on pour acquis que les solutions techniques viendront à bout des contraintes environnementales? Surtout dans un contexte où « la raison économique qui ignore la nature » prouve son insuffisance? Même dans l'éventualité que l'on parvienne à maîtriser le découplage entre la croissance et son impact sur l'environnement, la finitude de notre système ne nous dispensera pas de « consommer et vivre autrement ».

Mais surtout, l'auteur va plus loin: il explore les perspectives offertes et ambitionne de mettre à jour « les conditions sociales de la transition vers un nouveau modèle de développement ».

A travers 300 pages d'une écriture très agréable, délayée et richement documentée, Bernard Perret nous entraîne avec justesse vers la « raison écologique, notre nouvelle raison commune », qui reposera sur l'intelligence et la volonté de vivre des individus. Comment lui donner tort? •

Martyna Olivet

Pour une raison écologique, Bernard Perret, Editions Flammarion, 2011.

Livres

L'« Eclaircie » de Guy Musy

L'écho suscité par deux premiers tomes, consacrés à son enfance et à sa jeunesse, a incité notre ami Guy Musy à poursuivre la publication de ses « souvenirs ». Avec « Eclaircie », on se plonge dans la période allant de 1962 à 1970, entre l'ordination de l'auteur et son départ pour l'Afrique.

L'année 1962 est aussi celle de l'ouverture du Concile Vatican II, accueilli avec ferveur par le jeune dominicain. « Nous vivions une véritable révolution ecclésiale », écrit-il. Il est bientôt emporté par un vent œcuménique « qui soufflait presque en tempête » et s'attelle à une thèse sur le protestant Dietrich Bonhoeffer à Heidelberg.

D'où il est prématurément rappelé, au bout d'un an, par son provincial pour assumer la tâche d'aumônier des étudiants à Lausanne.

C'est à Lausanne que Guy Musy a vécu Mai 68 « comme une fête extraordinaire », d'où ce titre « Eclaircie ». Une fête religieuse où le rôle principal n'était pas assumé par Daniel Cohn-Bendit, mais par des gymnasiens étudiants et apprentis qui se rassemblaient chaque dimanche soir dans l'église des Terreaux. Avec, le plus souvent, un culte œcuménique, comprenant une eucharistie présidée par deux célébrants, l'un protestant et l'autre catholique. C'en était trop pour certains ecclésiastiques et les autorités des deux Eglises imposèrent une fin abrupte à la fête.

« Les jeunes s'en allèrent un à un, déçus et mortifiés. La morosité et l'indifférence reprurent leurs droits », écrit Guy Musy. Il s'orienta alors vers l'Amérique latine, effectuant un voyage exploratoire dans plusieurs pays et se voyant proposer la prise en charge de l'aumônerie universitaire de Cuzco, au Pérou. Il entra à Genève où son provincial le détourna du Pérou pour l'envoyer au Rwanda. La suite au prochain tome des souvenirs de Guy Musy. •

Michel Bavarel

« Eclaircie » aux Editions de La Sarine, est disponible à la COTMEC, au prix de 25 francs. Commandes: 022 708 00 78 ou info@cotmec.ch

Edito

Piqûre de rappel

Au pied de mon arbre, je pensais m'attarder... cherchant des mots poétiques pour vous inviter à célébrer la forêt. Cet écosystème si varié est, depuis le 5 juin dernier, l'hôte d'honneur du calendrier onusien, le temps d'une année. L'occasion pour les ligneux de toutes les contrées d'offrir à nos mirettes leur plus beau feuillage, caduc ou sempervirant. Afin d'attirer notre attention sur leur rôle crucial dans les cycles du vivant, et de susciter nos égards, au regard des bienfaits qu'ils fournissent à l'ensemble des êtres vivants.

Ma démarche fut contrariée par la désagréable piqûre de rappel d'une actualité climatique plus que jamais synonyme de danger: l'année 2010 s'est achevée sur le triste record d'un taux inégalé d'émissions de CO₂, acteur incontesté du réchauffement climatique. Et pour rester dans le ton, le premier trimestre 2011 s'ouvre sur une inquiétante recrudescence de la déforestation en Amazonie brésilienne, qui a conduit à l'instauration d'une cellule de crise.

Deux informations pour un même constat: l'humanité ne semble pas avoir encore intégré dans les actes la maîtrise des enjeux climatiques. Il en va pourtant de sa survie future. Un futur qui, même s'il pèse moins lourd que le présent dans nos décisions, n'est pas éloigné au point de ne pas nous concerner.

Tant il est vrai que dans le domaine climatique aujourd'hui se décide ce que sera le monde de 2050, et se prépare celui d'après. Continuer dans la lancée d'une croissance qui, quoi qu'on en dise, n'est pas libérée de son impact sur l'environnement, nous mène, bon an mal an, à des lendemains qui déchantent.

Pourtant, nulle n'est mon intention de prêcher la peur ou une quelconque forme de fatalité. La créativité humaine, sans cesse en activité, n'a pas la productivité comme seule surface d'efficacité. Et, pour qui sait regarder au-delà de l'arbre qui cache la forêt, elle a déjà, en germes et en projets, tout un outillage stratégique, culturel, politique et technique qui n'attend plus qu'un surplus de « raison écologique » pour se mettre à pied d'œuvre. •

Martyna Olivet

Eclairage

« Nous n'irons plus au bois... »

Voici donc cet éclairage sur la forêt, sollicité par notre chère rédaction! Je n'ai pourtant rien d'un « sauvage », du moins au sens étymologique de ce mot. Et je ne porte pas le joli nom de « Sylvestre ». J'ai grandi comme un rat des champs dans la crainte des bois obscurs et profonds, habitacles des ogres aux bottes de sept lieues et des loups qui s'habillent en grand-mère « pour mieux te manger, mon enfant! » La forêt de mon imaginaire c'est aussi le repaire des malandrins, des malfrats, des mauvais garçons. Le souvenir de la cavale d'un meurtrier pyromane qui hantait les bois du Jorat, voici plus de soixante ans, me donne encore des frissons.

Mais la forêt de mon enfance abritait encore la Belle au bois dormant et le château mystérieux du Grand Meaulnes, entouré de huttes de charbonniers, taillés à la hache, et dont la foi simple et rustre faisait déplacer les montagnes. Un espace qui invitait au rêve, à l'aventure, à la témérité.

Mais voilà! La « civilisation » a apprivoisé la forêt. On l'a grillagée, découpée, balisée, nettoyée et asphaltée. Les tronçonneuses l'ont percée de coupe-feu, l'ont blessée de larges entailles pour faire place aux skieurs, cavaliers, motards et autres VTT. A sa lisière, les citadins ont construit leurs hideux cabanons et leurs villas « Samsufi ». Plus de loups dans les taillis, mais des bulldogs aux abois. Plus de champignons sous les futaies, de framboises dans les fourrés. Disparus aussi ces petits sapins argentés, comme celui que mon père maraudait la veille de chaque Noël. Et pour mettre un comble à cette désolation, bienvenue au Bostryche¹ et à Lothar.

Tout n'est pas perdu pour autant. Il nous reste le Vallon de Réchy, perdu comme une réserve d'indiens sur les hauts de Vercorin. J'allais oublier à Genève « Le Bois des Frères » qui n'a de bois que le nom et un charmant village franc-montagnard qui, pour nous narguer, persiste à s'appeler « Les Bois ». •

Guy Musy

¹ Il s'agit d'un coléoptère s'attaquant à l'écorce des arbres qui fait actuellement des ravages dans les plantations d'épicéas dans le Jura et dans les Alpes.

Accaparement : suite

« Accapareurs » réunis à Genève

Une – grosse – poignée de militants manifeste, le 7 juin, face à l'hôtel Kempinski. À l'intérieur du palace, qui offre une vue imprenable sur la rade de Genève, les participants à la conférence de « Jetfin agro 2011 », consacrée aux stratégies d'investissement dans l'agriculture mondiale. Et en particulier, dénoncent les militants, à l'achat ou à la location, à long terme, de terres dans des pays du Sud, au détriment des petits paysans.

« Cotmec-info » a consacré un article à l'accaparement des terres dans le dossier de son dernier numéro

portant sur l'alimentation. Nous y revenons avec l'un ou l'autre complément glané lors de la conférence de presse qui a précédé la manifestation mise sur pied par des organisations de développement – dont Action de Carême et Pain pour le prochain –, des syndicats et des mouvements de la société civile.

Plusieurs orateurs ont insisté sur le fait que les achats ou les locations de terre par des pays étrangers ou des fonds d'investissement menacent l'accès à l'eau de la population locale et des petits paysans. En effet, ces terres sont le plus souvent destinées à des monocultures qui utilisent d'énormes quantités du précieux liquide, sans parler de sa pollution par les pesticides et les engrais chimiques.

Autre donnée. Nombre de petits paysans cultivent des terres ancestrales, sans posséder de titres de

propriété écrits. Des terres qui, souvent, sont porteuses de valeurs culturelles. Par ailleurs, des nomades font pâturer leur troupeau selon un droit coutumier. Les uns et les autres n'obtiennent généralement aucune indemnisation quand ils sont privés de leur moyen de subsistance.

Le programme de « Jetfin Agro » est orné par l'écusson de la République et canton de Genève, présenté comme « partenaire institutionnel ». Ce qui a fait bondir deux députés, un de l'UDC, par ailleurs viticulteur, et un Vert. Qui, par une interpellation urgente et une motion, ont vigoureusement mis en cause cet appui, tandis que Action de Carême et Pain pour le prochain écrivaient au Conseil d'État pour lui faire part de leur préoccupation. •

Michel Bavarel

Agrocarburants au Sierra Leone

Addax sur la sellette

Le 15 juin dernier, Pain pour le Prochain et ses partenaires au Sierra Leone ont publié une étude indépendante sur la location à long terme de vastes surfaces agricoles au Sierra Leone pour la production de biocarburant par l'entreprise basée à Genève, Addax Bioenergy. Une étude qui fait suite au symposium Entreprises et droits humains organisé par la COTMEC, Action de Carême et Pain pour le Prochain en octobre 2010. Premiers résultats.

Durant le symposium, Addax Bioenergy avait insisté sur les avantages de son projet pour le pays, tandis que des ONGs du Sierra Leone relevaient un certain nombre de problèmes et de questions restées ouvertes. Pour y donner suite, Action de Carême et Pain pour le Prochain avaient relevé la nécessité de conduire une étude indépendante sur ce projet, ce qui est désormais chose faite.

Ainsi, deux chercheurs ghanéens ont été mandatés pour analyser, sous l'angle des droits humains, les tenants

et les aboutissants de l'investissement d'Addax Bioenergy et de leurs contrats de location de terres. Pour mener à bien leur recherche, ils ont visité douze villages et y ont interrogé les gens directement touchés par le projet de l'entreprise.

Insécurité alimentaire

Dans les villages, ils ont constaté que de nombreux agriculteurs et agricultrices ont déjà perdu l'accès aux terres arables fertiles. Addax a mis d'autres surfaces, plus petites, à disposition des communautés touchées. Ces surfaces devaient être labourées par Addax mais l'entreprise a tardé à honorer sa promesse en 2010, ce qui a entraîné de faibles récoltes. Du coup, les communautés locales sont de plus en plus confrontées à l'insécurité alimentaire et à la faim.

L'eau, si rare

Depuis qu'Addax prépare les terres pour ses propres cultures, l'eau devient un problème de plus en plus aigu. Lors de la phase initiale du projet déjà, certains cours d'eau ont été asséchés, et d'autres sources vitales pour la population ont été détruites. Dans certains villages, les femmes doivent parcourir de longues distances pour trouver de l'eau.

Promesses orales

Les propriétaires des terres ont accepté de les louer à Addax sur la base de promesses orales. Addax a promis aux communautés de les sortir de la pauvreté, de fournir des emplois à tous les jeunes, ainsi que de construire des écoles, des centres communautaires et des centres de santé. Ces promesses n'ont été ni consignées par écrit, ni respectées à ce jour. De nombreux propriétaires n'ont pas reçu de copie du contrat et ont été insuffisamment informés de son contenu. Ils n'ont donc pas pu exercer leur droit à un consentement libre et éclairé. Pain pour le Prochain estime que cette situation renferme un grand potentiel de conflit.

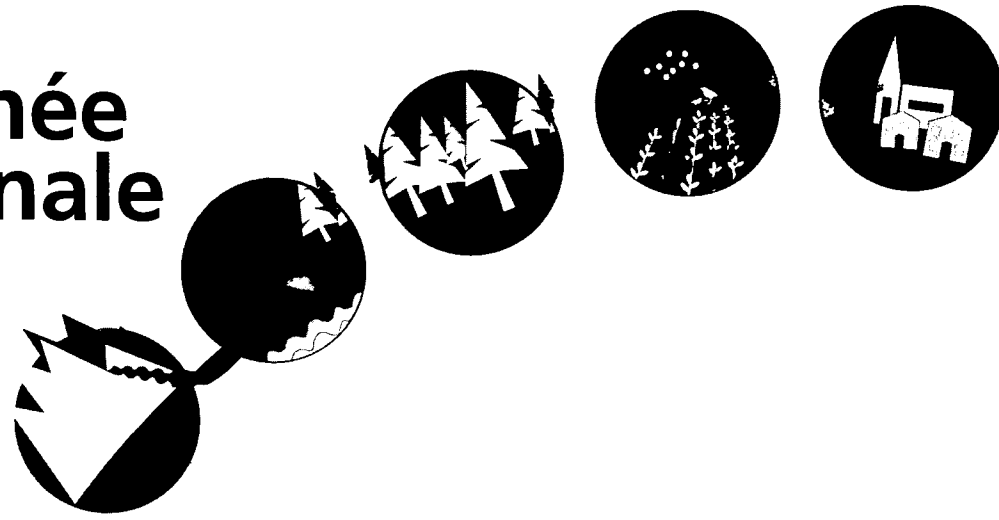
Nécessité d'un dialogue

Pain pour le Prochain appelle Addax Bioenergy, les ONGs locales, les communautés locales et les autres parties concernées à mener un dialogue multilatéral afin de déterminer et corriger les problèmes relevés. •

*Yvan Maillard Ardent,
Responsable Marchés financiers et corruption, Pain pour le Prochain.*

Un temps pour la création

2011 – Année internationale des forêts



« Crois-moi, car j'en ai fait l'expérience, tu trouveras davantage dans les forêts que dans les livres. Les arbres et les sols t'apprendront ce qu'aucun maître ne te dira. » Cette citation de Bernard de Clairvaux, saint et fondateur d'ordre monastique au 12^e siècle, peut nous guider tout au long de cette année internationale dédiée aux forêts et à leur protection. En Suisse, c'est « Oeku, Eglise et environnement » qui nous offre tout le matériel œcuménique d'information et de flexion pour la campagne annuelle d'un « Temps pour la création ».

Le fascicule que « Oeku » dédie cette année aux forêts fait le point sur la forêt en Suisse et la forêt dans le monde. Ainsi, on peut constater que la protection des forêts en Suisse est une véritable réussite. La surface forestière en Suisse a augmenté dans les régions montagneuses, là où l'utilisation du terrain par les humains à des fins agricoles a diminué. Sur le plateau, la situation est différente. La forêt et les terres cultivées y sont soumises à une très forte pression.

La forêt en Suisse

Un tiers de la Suisse est couvert de forêts, indique l'inventaire forestier le plus récent. Les arbres occupent une superficie particulièrement importante dans le Jura et au sud des Alpes. La surface forestière tend à augmenter dans son ensemble mais les changements diffèrent beaucoup d'une région à l'autre. C'est dans les Alpes et au Tessin que la croissance forestière est la plus importante.

Sur le plateau, elle reste constante. C'est ici que les transformations quant à la composition des populations d'arbres sont les plus visibles: les forêts de conifères cèdent le pas à des forêts mixtes ou à des forêts de feuillus.

Dans notre pays, la forêt est bien protégée. En 1876 déjà, la loi sur la police des forêts posait les bases d'une gestion « durable » de cette ressource alors pillée à beaucoup d'endroits. On considère qu'elle est à l'origine de la gestion durable telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui. « Une gestion de la forêt respectueuse de la nature et durable est la condition pour que la forêt puisse fournir de manière optimale les prestations que la population attend et estime normales », affirme Andreas Götz, vice-directeur de l'Office fédéral de l'environnement (OFEN).

La forêt dans le monde

La forêt est importante pour le climat. Tandis que la superficie forestière est plus ou moins constante en Europe, elle se réduit à l'échelle de la planète de 13 millions d'hectares par an. C'est au Brésil que le déboisement est le plus accentué et c'est en Chine que l'on plante le plus d'arbres. C'est Evelyn Kamber, ingénieure forestière qui travaille à Pain pour le prochain comme responsable du secteur climat et développement, qui s'est penchée sur le sujet des forêts dans le monde.

À l'échelle de la planète, la forêt recule. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, on déboise chaque année l'équivalent de la superficie de la Suisse. Le Brésil fait figure de bête noire: il est responsable d'un quart du déboisement mondial. Cette situation s'explique de différentes manières. Au Brésil, ce sont surtout l'élevage et l'exploitation effrénée qui provoquent le déboisement; en Indonésie et en Malaisie, on remplace la forêt par des plantations de palmiers oléifères pour produire des agrocarburants, en Afrique on la remplace par des plantations d'eucalyptus et de pins pour obtenir du papier ou des carburants végétaux.

Mais ce que la statistique ne montre pas, c'est la dégradation des forêts. La forêt est si fortement surexploitée qu'elle perd le pouvoir de se régénérer et n'arrive pas à repousser assez vite.

Selon un rapport de la FAO concernant l'état des forêts, seule la Chine connaît une croissance massive de ses forêts. Au vingtième siècle, les déserts se sont étendus de manière importante en raison de la surexploitation des terres. Au cours des années 1970, le gouvernement central a décidé de reconstituer une ceinture forestière de plus de 4500 km de long et de plusieurs centaines de kilomètres de large. 40 ans plus tard, les Chinois continuent de reboiser. Les premiers effets positifs apparaissent. Des villages qui étaient abandonnés ont repris vie et la pollution de Pékin en raison des tempêtes de sable a diminué.

La forêt recouvre un tiers de la surface du monde; elle est un facteur essentiel pour assurer la qualité du climat sur Terre. La forêt abrite les deux tiers des espèces connues vivant sur la terre ferme et recèle le nombre le plus élevé d'espèces animales et végétales menacées. « La protéger dans son étendue et sa diversité devrait être pour nous, les humains, un impératif majeur ». •

Bernadette Bitar

Un temps pour la création

La forêt: entre ciel et terre

Pour marquer l'année internationale de la forêt, la COTMEC, le Service Solidarité et Société de l'Eglise protestante ainsi qu'Oeku Eglise et environnement vous proposent le 24 septembre, une après-midi pas comme les autres de 13h30 à 18h au Cénacle de Genève.

L'invitation est ouverte à toutes et tous, petits et grands. Les enfants partiront à la découverte du parc du Cénacle avec les Naturalistes Romands. A travers des jeux ils apprendront à identifier des oiseaux et des plantes, à découvrir les secrets d'un tronc mort ou ce qui fait grandir les arbres et encore à reconnaître différents types d'escargots ou des

Pistes spirituelles

« Oeku, Eglise et environnement », nous livre également cette année un dossier de travail intitulé « La forêt: entre ciel et terre »; il fournit des suggestions de rédactions et des idées d'activités qui s'inscrivent dans le cadre de l'action « Un Temps pour la Création » et de l'Année internationale de la Forêt. Des extraits de l'article de Kurt Zaugg-Ott, rédacteur pour Oeku, nous ont paru très pertinents dans le cadre de ce dossier.

« Le christianisme a des rapports ambivalents avec la forêt. Au Moyen Âge, repousser les forêts sombres était considéré comme un acte de christianisation et de civilisation. On pensait pouvoir combattre ainsi l'obscurité et les démons. Les ordres monastiques ont joué un rôle important en défrichant des forêts afin d'obtenir des surfaces cultivables supplémentaires. Pris isolément, l'arbre en revanche était le plus souvent considéré positivement. (...) On se fondait pour cela sur de nombreuses citations bibliques, par exemple: « Il est comme un arbre planté près des ruisseaux » (Ps 1,3). L'ambivalence perdure jusqu'à aujourd'hui, lorsqu'on oppose le service religieux à l'église au recueillement personnel en forêt. En raison de son thème, l'action « Un Temps pour la Création » offre l'opportunité d'organiser un service religieux en forêt comme cela se pratique couramment en maints endroits durant les mois d'été. (...) Par ailleurs, la forêt est souvent présente dans l'église sous forme de bois, si l'on songe à la chaire, à la table de communion ou à l'autel. Entre les cimes et les racines, il existe de nombreuses relations auxquelles nous, les humains, participons aussi. Nous pouvons y être réceptifs avec tous nos sens. La forêt devient un lieu d'apprentissage pour chacun de nous quand nous réalisons à quel point nous en dépendons, car nous faisons partie de la Création. » •

insectes. Les adultes, quant à eux, auront le choix entre deux ateliers: découverte et identification des arbres du parc ou une présentation de la symbolique de l'arbre dans la Bible.

Un symbole fort

Qu'est-ce qu'une forêt exactement? De combien d'arbres avons-nous besoin pour la former? Est-ce qu'une plantation d'arbres peut être définie comme forêt? L'arbre est sans doute le thème symbolique le plus riches et le plus répandu. Symbole de la vie en perpétuelle évolution, en ascension vers le ciel, il évoque tout le symbolisme de la verticalité. D'autre part, il sert aussi à symboliser le caractère cyclique de la vie: mort et régénération. L'arbre met également en communication les trois niveaux du cosmos: le souterrain, la surface de la terre et les hauteurs. L'association de l'arbre de vie et de la manifestation divine se retrouve dans les traditions chrétiennes. Il y a analogie, et même recondution du symbole entre l'arbre de la première alliance, l'arbre de la vie de la Genèse, et l'arbre de la croix, ou arbre de la Nouvelle Alliance.

Après une petite pause autour des produits du terroir, les participants seront conviés à la conférence de Steve Tanner, directeur d'A Rocha Suisse, -organisation chrétienne pour la conservation de la nature-, sur le thème de la cohabitation durable de l'homme et de la forêt.

Saisir les opportunités

La forêt nous fournit d'innombrables ressources et services environnementaux. Sa protection sur le long terme peut donc paraître acquise, au moins en Occident, et en bonne voie dans les pays en développement. Or, rien n'est moins sûr. Soumise à de multiples pressions, la forêt continue de disparaître à un rythme aberrant. Et même en Suisse, après plus d'un siècle de répit où elle s'est globalement refait une santé, de nouvelles menaces pèsent sur elle. Pourtant, ici comme ailleurs, notre qualité de vie dépend en grande partie de l'existence de la forêt. La manière dont l'homme traite ses forêts reflète ses valeurs environnementales et sa vision du futur. La gestion des forêts influe également fortement sur les changements climatiques, pour le meilleur comme pour le pire. La suite du 21ème siècle verra-t-elle l'émergence d'une conscience globale sur l'importance de la forêt pour l'avenir humain? Saisirons-nous à temps les opportunités de ces prochaines décennies pour une cohabitation réussie et durable de l'homme avec la forêt?

Et pour finir la journée, enfants et adultes seront conviés, à 17h, à une Célébration œcuménique à la Chapelle du Cénacle. •

Inès Calstas

Paroles de créateurs

En 2008, Sandra Korol, écrivaine romande, partait un mois dans la région des Grands Lacs en compagnie du photographe Serge Boulaz. Leur mission: récolter des photos pour Serge et pour Sandra, rapporter des témoignages.

Comment avez-vous procédé lors de votre mission de terrain ?

Sandra Korol: J'avais carte blanche. Eirene et la COTMEC nous avaient donné une liste de 25 personnes à rencontrer, du Burundi, du Rwanda et du Sud Kivu qui faisaient partie ou étaient proches de l'Initiative de Genève et donc œuvraient pour la paix; 25 sentinelles qui avaient en commun d'avoir souffert d'un conflit de la région sans pour autant avoir basculé dans la haine que ce soit avant, pendant ou après.

Et concrètement ?

Je rencontrais une personne par jour que j'interviewais et dont j'enregistrais l'interview. Celle-ci durait de une à deux heures. Elle était basée sur un canevas préparé d'avance et qui était le même pour tous. Le premier tiers de l'interview était tourné vers ce qui s'était passé et le reste était consacré aux ressources auxquelles la personne avait fait appel pour ne pas sombrer dans la haine les événements.

Ces témoignages devaient être difficiles à recevoir.

Comment vous sentiez-vous ?

Avant de partir, je m'étais préparée à ne pas me faire happer par l'horreur et je me suis focalisée sur la seconde partie des interviews. J'étais très touchée, mais touchée par les récits de vie et d'amour; touchée par l'énergie de vie de ces personnes qui n'avaient jamais refusé leurs responsabilités et avaient fait le choix de ne jamais laisser la peur et la haine avoir le dernier mot avec elles. J'ai versé des larmes de joie et d'admiration devant leur appartenance à la lumière. J'ai découvert le mot Ubuntu et ressenti ce qu'il signifie: le sentiment d'être connec-

tée, dans la vie et la lumière, avec le reste de l'humanité.

Comment l'idée d'écrire un conte sur la base de ces récits vous est-elle venue ?

J'étais partie avec l'idée d'écrire un conte. Je ne voulais pas que mon texte soit une redite des témoignages ou des photos. Je ne voulais pas non plus écrire quelque chose comme une journaliste, écrire un texte sur la guerre elle-même et sur ses horreurs. Je voulais écrire un texte qui fasse le pont entre là-bas et l'Europe, à l'intention des gens de chez nous qui ne connaissent pas cette région des Grands Lacs (...). J'ai donc opté pour un angle différent: montrer le regard d'amour sincère porté par des personnes de la région en danger et sur le point d'être tuées.

Qu'est-ce que vous retenez de ce travail, de ces rencontres ?

Ma vision du monde, ma structure, mon paradigme ont changé... Mon regard sur l'Autre a changé, je sais qu'il est de ma responsabilité de surveiller mon propre regard... Le premier barreau de l'échelle vers la haine n'est jamais loin.

Serge, que retiens-tu de ton travail avec le recul ?

Le récit photographique présent dans le livre est, tout en contraste, à l'image de ce que j'ai pu ressentir là-bas. Contraste de voyager dans une région hantée par le passé et y faire des rencontres qui témoignent de l'espoir. Il en a résulté chez moi des moments d'absence, de vide, d'interrogation suspendue qui s'expriment par des clichés plus abstraits, dépouillés.

Oui, contraste et le qualificatif qui me revient le plus souvent à l'esprit quand j'évoque la région. Ambivalence aussi.

Ces rencontres avec ces hommes et ces femmes, avec leur force et leurs faiblesses, et leur exemplarité qui n'est pas exempte de contradictions. Je garde de très belles scènes en tête, certains témoins font désormais partie de mon histoire.

*Propos recueillis par
Béatrice Faidutti Lueber*



Dans les Grands Lacs

Lancement du livre

La publication du livre « Dépasser la haine » répond à un double objectif: apporter un éclairage de portée universelle sur l'émergence de la résistance et du pardon en temps de crise, et de contribuer au vivre ensemble dans la région des Grands Lacs. Le livre sera ainsi diffusé à prix préférentiel dans les librairies de la région et des exemplaires gratuits seront mis à la disposition des organisations qui souhaitent en utiliser la matière dans leurs actions. Afin que le lancement du livre ait une portée régionale, un colloque sera organisé par le réseau de l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs (IdG), dont la plupart des témoins du livre font partie. Ce colloque aura lieu à Bujumbura du 8 au 10 décembre 2011 et réunira des représentants de la société civile et des autorités des trois pays, Burundi, RD Congo et Rwanda. Les participants seront amenés à s'interroger sur la question: « Dépasser la haine: quelles pratiques de terrain dans les Grands Lacs ? ». L'objectif est de favoriser des synergies en faveur d'actions pour le vivre ensemble dans la région et de relancer les travaux du réseau de l'IdG.

En marge du colloque, le livre et la démarche seront présentés à Bujumbura (Burundi), à Goma (RDC) et à Kigali (Rwanda), en présence des auteurs, des témoins et d'organisations partenaires.

Cet ancrage du projet au cœur de la région des Grands Lacs est nécessaire pour assurer la traduction sur le terrain des idées promues dans le livre. Allier les actes à la parole, une dimension essentielle à l'origine du projet fou de Justin Kahamaile: celui, dans les Grands Lacs, de réunir des artisans de la paix de tous bords et renforcer leurs actions en faveur du vivre ensemble. Pari fou, mais pari tenu!



Edito

Promesse tenue

Début 2010, nous clôturons l'hommage à notre ami, époux et collègue Justin Kahamaile par une promesse: celle de mener à bien le projet de publication, dont il était l'initiateur, sur la construction de la paix au plus fort de l'horreur.

Ainsi nous sommes-nous mis à l'œuvre, portés par sa mémoire, convaincus de la valeur du travail déjà accompli mais néanmoins conscients du long chemin restant à parcourir. Nous voici donc, deux ans plus tard, parvenus au terme d'un riche travail d'équipe dans le cadre duquel nous avons bénéficié de l'appui de bien de personnes issues des cercles que Justin fréquentait, mais au-delà également. Cet élan fut porteur et nécessaire. La joie de vous présenter aujourd'hui l'ouvrage finalisé représente aussi l'occasion de vous remercier pour votre patient engagement.

Le livre présente de multiples facettes: un récit photographique, un conte, des témoignages de vie audio et écrits.

Plus qu'un triptyque, c'est un parcours, un partage sur ce qui fonde le choix de ne pas basculer dans la logique de la haine de l'autre, dans ce qu'il a de plus simple et de plus courageux. Car du courage il en aura fallu à ces hommes et ces femmes, certains tout juste sortis de l'enfance, pour résister à l'histoire tourmentée de la région des Grands Lacs. Pour ne jamais succomber dans un extrême ou dans l'autre, ni dans la haine, ni dans le désir de vengeance

La manière dont ils se sont érigés en remparts convaincus de la vie, du vivre ensemble dans la paix, est une leçon d'humanité qu'il s'agit de célébrer. A leur suite, cheminons par les images capturées par Serge Boulaz. Allons à leur rencontre à travers ces

Dépasser la haine Construire la paix

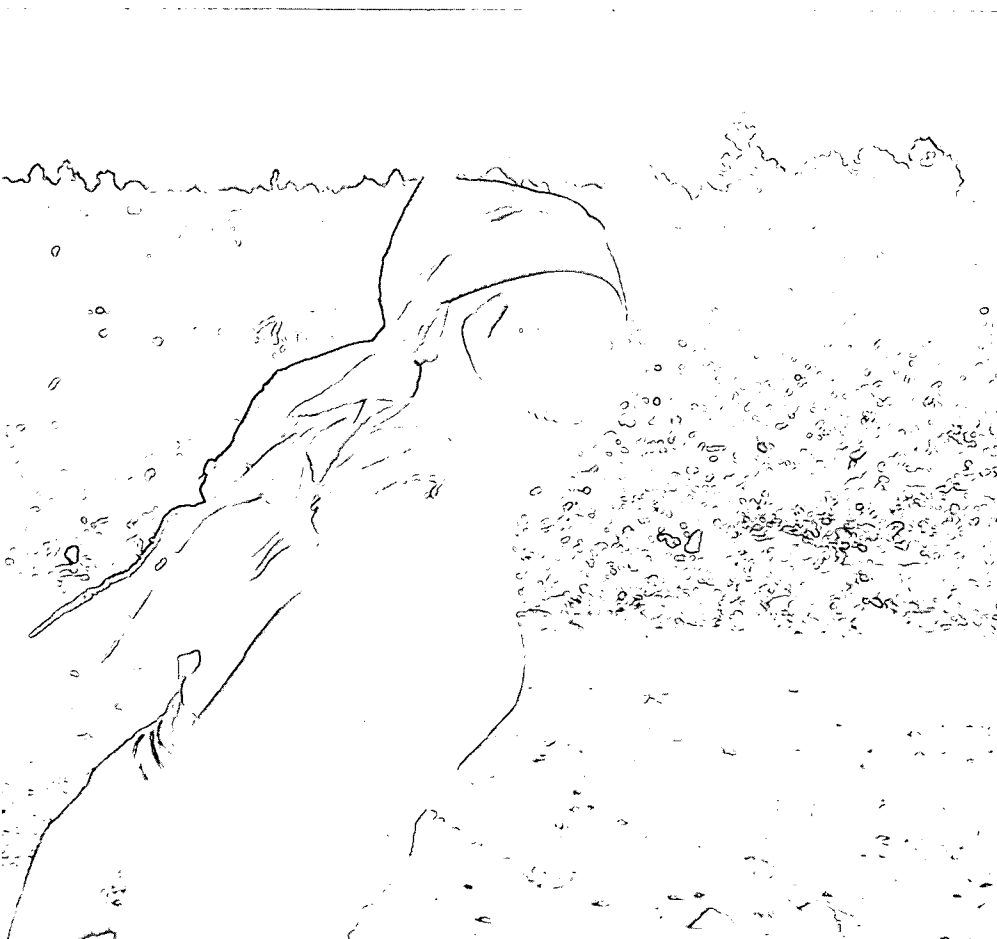


Témoignages de paix
de la région des Grands Lacs

portraits. Laissons-les murmurer et rire à nos oreilles en écoutant le montage réalisé par Sandra Korol. Plongeons-nous dans son conte en le lisant à haute voix. Mais surtout, surtout, laissons-nous toucher par ces artisans de paix. Que ces hommes et ces femmes nous inspirent, pour être à notre tour des veilleurs de paix.

*Martyna Olivet,
Sophie de Rivaz Kahamaile,
Jérôme Strobel*

Mieux vivre ensemble dans les Grands Lacs



Le livre que nous vous présentons aujourd'hui est le fruit d'un travail au long cours marqué par les aléas de la vie et la distance entre ses protagonistes et ses contributeurs. Bien des rencontres auront été nécessaires à Justin Kahamaile pour réunir des «leaders intermédiaires», ces artisans de paix, autour de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs¹. Leurs témoignages dévoilent à la fois ce qui fonde leur engagement, leur donne la force de maintenir le cap sur l'avenir ainsi que des pans entiers de leur vécu. Sandra Korol et Serge Boulaz - à qui l'on doit respectivement le conte *Souviens-toi que l'Autre*, c'est toi et les photographies de l'ouvrage -, sont également allés à leur rencontre, interrogeant, enregistrant, prenant des clichés. Leur contribution artistique participe à la portée universelle d'un projet susceptible

d'interpeller toute personne qui s'interroge sur les drames de notre temps et les possibilités de dépasser les clivages.

Touche après touche ce projet multiforme a pris corps. Le résultat est à la hauteur de l'effort consenti, et nous nous réjouissons de partager avec vous quelques extraits et réflexions, avant de vous convier, à la mi-novembre, aux événements qui procéderont à son lancement.

Qu'est-ce qui fait qu'au plus fort de la crise, quand la société est éclatée et anéantie, en perte de repères et atteinte par la haine et la passion de détruire, des gens ordinaires, sans moyen particulier, font le choix de résister à la tentation du mal? Qu'est-ce qui fait que des victimes ne crient pas vengeance, qu'elles accordent leur pardon sans condition? Cette posture est-elle le propre de quelques êtres exceptionnels ou sommes-

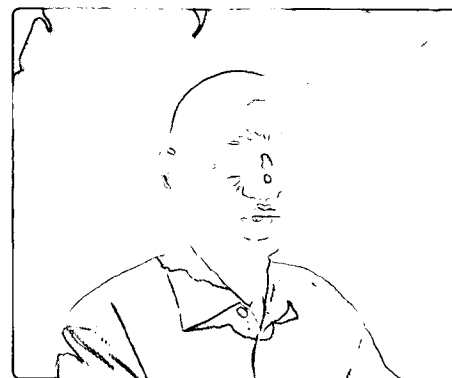
nous tous potentiellement porteurs de ces flammes empreintes d'humanité? Ces questions, l'histoire contemporaine de la région des Grands Lacs les pose avec acuité.

Cinquante ans depuis les indépendances, deux générations dont l'histoire est marquée par la discrimination, la guerre, l'exil, la mort. Deux générations dont le vécu est confronté à la fuite, la séparation, l'exclusion, la privation, l'anéantissement, la perte, l'impossible retour... Et pourtant, au pays ou en exil, de nombreuses femmes et de nombreux hommes, par leurs parcours de vie empreints d'empathie et d'ouverture, agissent de sorte que la tolérance, la solidarité et la justice restent les plus forts autour d'eux.

Malgré le grand nombre de publications consacrées à la région des Grands Lacs, les gestes de paix simples posés au quotidien sont peu médiatisés et restent généralement méconnus. Aussi, les dynamiques positives existantes demeurent souvent ignorées. L'intérêt de les valoriser et de les rendre publiques participe à dépasser le climat de méfiance véhiculé depuis des décennies. Mais ces témoignages de paix apportent également une réflexion de portée universelle, sur l'émergence de la résistance à la haine et des dynamiques de pardon en temps de crise. Ils font ainsi écho à d'autres contextes, comme celui du conflit israélo-palestinien, du Kosovo ou même de la montée de l'intolérance et de la discrimination en Suisse et en Europe.

Notre projet était donc d'aller à la rencontre des personnes dont la vie a été marquée pour recueillir les témoignages mettant en exergue les éléments de cette humanité agissante qui a fait qu'elles ne sont pas restées figées dans leur posture de victimes ou de bourreaux potentiels. Les inviter à faire une rétrospective, à opérer même une introspection pour tenter de repérer l'événement, le moment déterminant, qui les a fait prendre conscience du danger et de l'absurdité de la haine de l'autre et qui les a décidées à s'engager dans la lutte contre ce mal. Les parcours de vie de ces personnes sont autant de pages d'histoire contemporaine de la région des Grands Lacs.

Extraits Paroles de Justes



Nasson Munyandamutsa (Rwanda)

«Je voudrais que l'on sache que l'on peut organiser sa vie en étant conscient qu'ici, dans ce pays, dans cette région, il y a eu un génocide. On n'est plus dans quelque chose d'innommable, comme on aime le dire: on est dans quelque chose que l'on a nommé et qui a existé. Et que toute notre vie doit se faire, avec toutes nos faiblesses, avec toutes nos fautes, avec toute notre vulnérabilité, avec tous nos manquements, pour contrer l'objectif principal de ce génocide. (...) Ce pays pourrait devenir une leçon pour l'humanité, et les citoyens du monde qui en ont l'opportunité pourront passer ici pour voir comment on peut survivre après les cendres, comment même sans moyens, on peut créer.»

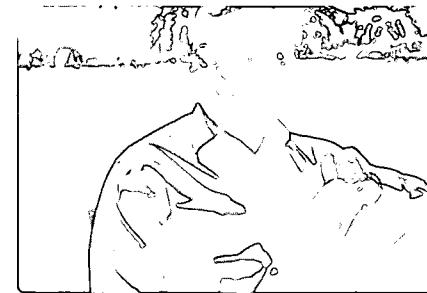
Pierre Kabondo (Burundi)

«(...) il aurait fallu lutter avec des idées et non des armes. Avec mon expérience, je crois que la meilleure façon de résoudre nos problèmes, c'est d'éduquer la jeunesse burundaise à la question de l'ethnicité. Une ethnie est un bagage congénital, mais ne peut être ni un instrument d'oppression, ni un critère de supériorité, ni une tare.»



Laurien Ntezimana (Rwanda)

«Je dis actuellement: faites attention, celui qui a provoqué le génocide est encore là. Parce qu'il est en chacun de nous, il s'appelle «ego». Ce n'est pas le Hutu ou le Tutsi, c'est l'ego et nous l'avons tous en nous. Surveillez-moi cette entité, en vous d'abord, pas dans l'autre!»



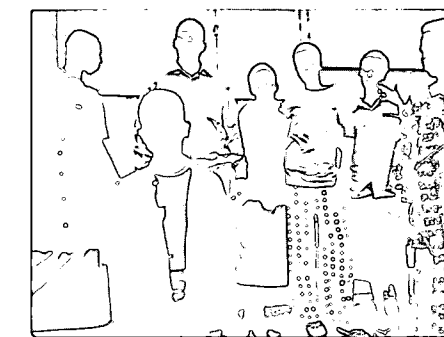
Damien Ngabonziza (Rwanda)

«Je ne sais pas comment on fait pour ne pas basculer dans la haine. La haine de l'autre est absurde, parce que l'autre, c'est toi-même. Il a les mêmes besoins, les mêmes sentiments, les mêmes aspirations. Si tu veux le détester, je pense que tu perds aussi quelque chose en toi. La haine te diminue.»



Sœur Deodata Bunzigiye (RDC)

«Je pense tous les matins que l'on m'a donné un cadeau qui est la vie. Et cette vie, je ne peux pas la gaspiller: il faut la donner, il faut la vivre, pour moi-même, mais aussi pour les autres.»



Naum Bigiri Butoto (RDC)

«La force de la paix, c'est que nous n'avons pas le choix: nous devons nous engager, parce que c'est chez nous. Quand vous n'êtes pas à l'intérieur de la maison, vous ne pouvez pas savoir que le toit suinte. Quand vous êtes à l'intérieur, (...) là vous devez nécessairement chercher le chaume pour remettre la couverture sur le toit.»



Sœur Teya Kakuze (Rwanda)

«J'ai vécu quelque chose qui me dépasse, et, pourtant, j'ai toujours souhaité que la haine n'ait pas le dernier mot sur moi, ni sur personne dans mon pays. (...). Je pense qu'il y a quelque chose dans l'Homme que le génocide n'a pas atteint, c'est le sentiment de désirer un pays digne: cela, le génocide ne l'a pas détruit complètement. On aime notre pays. On le veut digne d'un pays humain.»

Lecture

Le jugement dernier en procès

Vu du dehors, un bel objet, imprimé avec soin par l'Atelier Grand au Mont-sur-Lausanne, avec un cahier de reproductions de peintures, de fresques et de sculptures, le tout vendu à un prix raisonnable. Audéans, une lecture de Matthieu 24-25 (« J'ai eu faim et vous ne m'avez pas donné à manger... »), accompagnée par une présentation de la manière dont les textes bibliques sur le thème du jugement dernier ont été interprétés par des artistes de différentes époques. Avec une réflexion sur la présence et l'absence de Dieu dans notre monde, l'enfer – est-il vide ou habité? – ou la résurrection...

L'auteur, André Herren, est bien connu à Genève où il a, entre autres, été pasteur en paroisse et, pendant trente ans, enseignant à l'Atelier œcuménique de théologie (AOT) qu'il a également codirigé. « Aujourd'hui, la culture moderne refuse l'idée d'un jugement au terme de l'histoire et les institutions ecclésiastiques ont perdu une grande partie de leur pouvoir sur les consciences. Que faire des ténèbres et des grincements de dents pourtant présents au cœur des Évangiles? » demande-t-il en introduction.

Matthieu, nous explique André Herren, a concentré sur Jésus au moins trois figures: celle du Serviteur souffrant d'Isaïe 53, celle de l'Emmanuel, « Dieu avec nous » et celle, présente dans la littérature apocalyptique, du Fils de l'Homme. Cependant, Matthieu a en quelque sorte « désapocalyptisé » cette dernière figure, en nous montrant un Jésus qui a connu la faim, la soif, la nudité, a été abandonné de tous et est mort sur la croix.

Par la suite, le christianisme étant devenu la religion officielle de l'empire romain, on « réapocalyptise » l'image du Fils de l'Homme, oubliant qu'il est aussi et d'abord le crucifié. « On va minimiser ses souffrances, son abaissement et sa solidarité avec les plus démunis. C'est sur cette base d'un Christ souverain et glorieux que la théologie et l'iconographie vont se

développer ». L'Église a bien souvent cherché à se fabriquer un Seigneur tout-puissant, garant de sa propre puissance terrestre, souligne André Herren

Jésus, bouc émissaire

Il n'empêche que le texte de Matthieu – qui a subverti le langage de l'apocalypse – ne s'est pas effacé. Les disciples de tous les temps, qui rêvaient de grandeurs, sont invités à la conversion. « Désormais, le Fils de l'Homme ne pourra être rencontré que par la médiation des pauvres », cite André Herren. Suivant René Girard, il montre qu'à l'instar des « petits » de l'Évangile, Jésus est une victime innocente, modèle type du bouc émissaire. C'est alors la figure du Serviteur souffrant d'Isaïe, don et salut pour la multitude, qui est mise en lumière. Par la résurrection, Dieu désamorce ce mécanisme du bouc émissaire et donne raison au juste souffrant.

Dans son épilogue, André Herren écrit ceci: L'Évangile nous montre le sens caché de l'histoire. Il avive en nous le souvenir du plus petit, Jésus, Serviteur souffrant, qui a offert sa vie. Il nous révèle une autre image de Dieu. Désormais, il nous faut

choisir entre le Dieu tyrannique et tout-puissant et le père de Jésus. « Au cœur de cette histoire, il y a la Croix, révélation que Dieu est définitivement solidaire des victimes d'hier et d'aujourd'hui ».

Les artistes d'autrefois, qui imaginaient des enfers remplis de diables torturant sans trêve ni repos, si souvent vus sur les tympans des églises, servaient « des pouvoirs qui en tiraient avantage pour faire peur et asservir le bon peuple. De nos jours, même si quelques prédicateurs y recourent encore, elles ne terrorisent plus grand monde », relève André Herren. Subsiste cependant la convoitise qui s'insinue dans toutes nos relations.

« Jésus est présent incognito à nos côtés, dans la personne des plus petits, pour ouvrir des portes sur le Royaume et le bâtir avec nous, conclut André Herren. Il espère un monde réconcilié, il visite les prisonniers et rassasie celui qui a faim. Et nous invite à le rejoindre dans cette pratique de résistance à la convoitise ». ●

Michel Bavarel

Le Jugement dernier en procès, éditions Ouverture, 1052 Le Mont-sur-Lausanne.



International

Humaniser la globalisation

Du 13 au 17 octobre, plus de 200 leaders et entrepreneurs sociaux se réuniront à Santiago du Chili pour donner un visage plus humain à la mondialisation. Dans un monde où le « développement » constitue souvent un mot magique axé sur le quantitatif – le Chili actuel représentant un cas extrême de cette vision libérale dominante –, l'Aconcagua Summit vise à remettre le qualitatif au centre des débats.

Lancé à l'initiative de l'ONG chilienne Fundación Desafío et d'un groupe de personnalités du secteur public et privé, l'événement réunira des représentants de l'économie et des milieux sociaux, ainsi que des personnes actives dans l'éducation ou la

santé, qui se distinguent tous par leur engagement social ou leur préoccupation à cet égard, au Chili ou dans d'autres pays latino-américains.

L'idée est de lancer des ponts entre différents secteurs de la société afin de consolider une vision humaine du développement, qui promeuve ainsi l'entrepreneuriat social et l'égalité des chances. Au-delà du sommet de quelques jours, le réseau ainsi créé entre « acteurs du changement » s'inscrira dans la durée grâce à la mise en place d'initiatives communes et un monitoring des engagements pris au sommet de l'Aconcagua. ●

Jonas Pasquier

Plus d'infos: www.aconcaguasummit.org

Abonnements

Autre piqûre de rappel

Chère lectrice, cher lecteur, L'Édito du mois de juin, intitulé « Piqûre de rappel », évoquait une actualité climatique plus que jamais synonyme de danger pour la forêt.

Votre fidélité pour la Commission de la COTMEC, que vous soutenez par le versement de votre abonnement, est un gage d'encouragement. Vous connaissez son combat et les objectifs de sa réflexion engagée au long de l'année. A l'heure du bilan à fin juin, un chiffre a ému, voire ébranlé, ses membres: sur 1500 abonnements, seul deux tiers sont régulièrement payés! Ce message est donc une piqûre de rappel d'une nature différente de celle de juin... bien concrète et tout aussi vitale: 500 personnes, sûrement pas vous, chers lectrice et lecteur, oublient ou négligent le BV joint à l'un de nos numéros! Impressionnant, n'est-ce pas! Pour nos finances, il en résulte un manque à gagner de... 12500 francs! Ce vide se fait d'autant plus ressentir que notre chère Poste vient de nous supprimer sa subvention pour l'envoi de notre modeste journal... En courant au prochain guichet postal ou en préparant vos versements bancaires n'oubliez pas, parmi vos (trop!) nombreux autres bulletins de versement, celui de la COTMEC ci-joint, en profitant du montant de 25 francs avant l'augmentation incontournable qui

Agenda

8 OCTOBRE « Tenir ensemble » à Yverdon

Dans la continuité d'un des thèmes du Forum de Neuchâtel, se tiendra le 2^e Forum œcuménique romand du Monde du Travail, en présence de Thierry Collaud, médecin et éthicien, de 9h30 à 16h30, plus d'info: www.cotmec.ch.

11 OCTOBRE Mardi de la diaconie à Genève

Célébrons la différence, rendez-vous à 12h15 à la Chapelle St-François (Basilique de Notre-Dame)

15 ET 16 OCTOBRE S'unir contre la misère à Genève

Le Collectif du 17 octobre – journée mondiale pour le refus de la misère –, souhaite marquer cette date en offrant un espace de parole aux personnes concernées par la précarité à Genève. Un week-end de manifestation se déroulera du 15 au 16 octobre 2011 à Genève, programme détaillé sur www.cotmec.ch

27 OCTOBRE Rencontre interreligieuse pour la justice et la paix à Genève

Pour marquer la commémoration du 25^e anniversaire de la rencontre interreligieuse d'Assise, la COTMEC vous invite à partager un moment de méditation, de recueillement et de célébration pour la paix, en musique, à la paroisse Sainte-Trinité (16, rue Ferrier, tram 13 et 15 arrêt Butini), puis partager un verre de l'amitié.

pointe son nez pour 2012. En janvier l'abonnement passera à 30 francs.

Si vous ne vous souvenez pas d'avoir payé votre abonnement ou ne retrouvez pas trace du talon témoin, mieux vaut nous assurer votre soutien... une seconde fois! Merci d'avance.

PS: Toutefois, il faudra que je vérifie également pour voir si je fais partie des payeurs ou des oubliés!

Bonne reprise. Cordialement ● Yves Brun



Edito

Quels enfants?



« Si l'éducation vous semble trop coûteuse, essayez l'ignorance ». Cette phrase, accrochée au détour d'un couloir, ne devait jamais quitter ma mémoire. La tournure, sans doute, m'avait paru intéressante. Toutefois, ce n'est qu'une fois devenue mère que je prends la mesure de sa pertinence. Avec, en arrière-fond, cette lancinante question: oui, mais quelle éducation?

Pour espérer une transformation des consciences, il est crucial de s'interroger sur l'orientation de la formation à laquelle sont exposées les générations futures. Comment éduquer nos enfants de manière à ce qu'ils intègrent, dans leurs comportements, la finitude du monde? Comment faire en sorte qu'ils prennent conscience de leur dépendance vis-à-vis de l'environnement? Tout comme de leur interdépendance avec leur prochain? Et comment les mettre sur le chemin de la coopération et non de la compétition? Dans un même ordre d'idées, comment les stimuler à se dépasser eux-mêmes, plutôt qu'à dépasser les autres, pour qu'ils soient un jour en mesure « d'entreprendre sans prendre »?

L'enjeu est aussi de leur apprendre à réfléchir par eux-mêmes, à se prémunir contre des arguments fallacieux ou contre des logiques de haine ou de destruction de l'autre. L'éducation a toujours porté les espoirs des artisans d'un monde de paix. L'exemple des « Justes » de la région des Grands Lacs (voir supplément) démontre que cet espoir, même tenu, mérite de rester au premier plan.

Éducation au respect des bases de la vie sur terre, à la coopération et à la paix, voilà, en quelques points saillants, le champ des ambitions auxquelles devrait répondre l'école de demain. Voilà pourquoi tant d'intervenants sur les questions sociales et environnementales ne se contentent plus de réfléchir à la terre que nous laisserons à nos enfants. Dans la chaleur des réflexions menées aux Amanins (voir pp. 4-5), la part fut laissée belle à la question inverse. A savoir « quels enfants laisserons-nous à la terre? ». ●

Martyna Olivet

Eclairage

La cigale et la fourmi

Mes parents, de souche paysanne, auraient été déshonorés de laisser des dettes à leurs enfants. Leur économie familiale était basée sur l'épargne et non sur le crédit. Ils nous procuraient le nécessaire, et un peu de superflu, dans la mesure des liquidités disponibles. Autrement dit, ils payaient « cash ». Ce système, que d'aucuns réservent aux dinosaures et aux vieilles badernes de mon âge et de mon espèce, a profilé notre éducation. Nous ne devons pas exiger de nos parents des dépenses qu'ils ne pouvaient honorer sur le moment. Nous devons donc nous habituer à freiner nos désirs, remettre à plus tard et même aux calendes grecques leur satisfaction. Nous n'en sommes pas sortis frustrés, ni révoltés pour autant. Mais réalistes. Toute dépense devait correspondre à la réserve de fonds du débiteur. C'était le porte-monnaie et non la carte de crédit qui devait faire la loi.

De nos jours, plusieurs voix compétentes et diplômées se mettent à faire l'éloge de cette sagesse qui repose sur le bon sens et non sur la spéculation. Ce dispositif pourrait sauver nos marchés en folle débâcle. Il faut donc cesser de faire de l'argent – comme on fait l'amour – à partir de biens illusoire qui n'ont de consistance et de durée que celle de la buée ou des bulles de savon. Les Etats, les premiers, devraient donner l'exemple, en ne dépensant pas au-delà de leurs moyens. Et tant pis ou tant mieux si l'effectif de notre armée – pour ne prendre qu'un exemple – devait être ramené à 80000 soldats.

Cette reconversion n'est pas qu'une affaire de chiffres, mais de culture, d'éducation et d'éthique. Il semblerait que la Chine ouvre cette voie. Cette immense nation, dit-on, ne vivrait pas au-dessus de ses moyens. Et bien, bravo la Chine! Par contre, je ne féliciterai pas d'autres Etats dont le sport national est de faire mentir les déclarations fiscales et d'« oublier » la TVA. Puis, pleurer, comme la cigale, auprès de la fourmi allemande, de nature épargnante et besogneuse. Au risque de devoir danser ni le tango ni la polka, mais sur l'air du Requiem! ●

Guy Musy

JAB 1200 Genève 2

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

Amazonie équatorienne

Laissons ce pétrole sous terre !

Une initiative originale et ambitieuse, proposée par le gouvernement équatorien et portée par les mouvements sociaux, cherche à lutter contre les changements climatiques globaux. Elle vise la non-exploitation de quelques 850 millions de barils de pétrole situés sous le parc Yasuni, réserve naturelle abritant une des plus riches biodiversités au monde habitée par des communautés indigènes qui vivent en isolement volontaire.

L'initiative de non-exploitation pétrolière Yasuni – ITT a été lancée en 2008 par le gouvernement équatorien. Une proposition qui peut sembler étrange de la part d'un pays pauvre, dont le revenu est basé sur les rentes pétrolières qui représentent 22,2% de son PIB, 63,1% des exportations et 46,6% de son budget d'État ! Se priver d'exploiter le pétrole du parc Yasuni ferait perdre à l'Équateur entre 5 et 6 milliards de dollars. Le gouvernement, qui ne peut se passer de cette manne financière, part du principe onusien de responsabilité commune mais différenciée pour les problèmes environnementaux globaux. Il demande ainsi à la communauté internationale une compensation financière à hauteur de 50% des revenus dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole.

Garder ce brut sous terre permettrait d'éviter l'émission d'environ 410 millions de tonnes de CO₂ (environ 9 fois les émissions annuelles de la Suisse) et contribuerait à préserver la biodiversité en Amazonie en évitant une déforestation certaine. Sans compter le respect des droits des peuples indigènes qui vivent sur ces terres. Bref, cela apporterait des bénéfices à l'humanité dans son ensemble.

Un utopique chantage écologique ?

Cette initiative a, certes, des relents de chantage, mais propose d'entrer dans une logique novatrice : « Ce projet veut surtout communiquer une nouvelle éthique et un nouveau mécanisme d'équilibrage dans l'accès aux ressources. Nous considérons que ce pétrole, tout comme notre diversité naturelle et culturelle est un bien public commun », déclare à ce propos la ministre du

patrimoine de l'Équateur. Il a le mérite de poser des questions pertinentes sur la responsabilité internationale et intergénérationnelle des dégâts environnementaux. Ce projet, menacé aujourd'hui par un trop faible engagement financier, représente un pas vers la reconnaissance du climat comme bien commun de l'humanité et de la dette écologique des pays industrialisés.

La COTMEC, à travers la Coordination Climat et Justice Sociale s'engage en faveur de cette initiative et appelle le gouvernement suisse à suivre l'exemple de l'Allemagne (qui s'est engagée à financer ce projet à hauteur de 50 millions d'euros par an, pendant 13 ans) en apportant une contribution financière afin que l'initiative Yasuni-ITT puisse se réaliser. ●

Hélène Bourban

« Changer le monde, pas le climat ! »

Cet appel, lancé en 2008 par quelques organisations, n'est pas resté lettre morte. Signé par des ONGs, syndicats, partis politiques et individus à titre personnel, il a débouché sur la création de la Coordination Climat et Justice sociale à Genève. Cette coordination dont la COTMEC est membre effective, à travers des conférences, des débats et des manifestations, un travail de sensibilisation et de mobilisation par rapport aux négociations et thématiques internationales et locales concernant le climat.

Plus d'informations : www.climatjusticesociale.org

Amérique latine

Amour et patrie

Le 11 septembre dernier, le premier tour de l'élection présidentielle du Guatemala s'est déroulé sans Sandra Torres et ce malgré un engagement électoral inédit... Jugez plutôt : première Dame du pays, elle avait divorcé de son président de mari dans le simple but de se présenter aux élections, puisque la constitution guatémaltèque interdit aux époux/épouses et proches parents d'un(e) président(e) en exercice d'être candidat à sa succession, dans le but d'éviter la mainmise continue d'une famille ou d'un clan sur les destinées du pays.

Le cas de Cristina Kirchner, qui succédait en 2007 à son mari Nestor à la présidence argentine, et ce sans avoir besoin de divorcer – c'est quand même plus pratique – semble avoir convaincu Sandra Torres que le jeu en valait la chandelle.

C'était sans compter sur les effets indésirables d'un divorce explicitement motivé urbi et orbi par des incompatibilités légales et non sentimentales entre les deux époux.

Les juges ont dès lors estimé que « l'esprit » de la norme constitutionnelle avait été violé, et les différents recours de Sandra Torres auprès de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle pour faire reconnaître la validité « électorale » de son divorce n'y auront rien changé.

Candidate non grata, il lui reste à espérer que son ex- et sans doute futur mari ne lui tiendra pas rigueur de sa brève infidélité et d'un tel acharnement judiciaire. ●

Jonas Pasquier

Erratum – En juin dernier, nous publions un article sur le résultat d'une étude indépendante mandatée par Pain pour le prochain en Sierra Leone pour valider que l'implantation du projet de production d'agrocarburants de la compagnie Addax Bioenergy respectait bel et bien les normes annoncées par ses initiateurs (voir COTMEC-info n° 330, p.2). Malheureusement, quelques imprécisions dues à la traduction se sont glissées dans l'article : ainsi il ne fallait pas indiquer que « certains cours d'eau ont été asséchés » mais que « certaines sources vitales pour la population ont été détruites ». Enfin, les terres ont été louées à l'entreprise pour une durée de 50 ans, et non 100 comme annoncé précédemment.

Reportage

Portes ouvertes sur un autre monde

Les 25 et 26 juin derniers, c'était portes ouvertes aux Amanins. Un centre agro-écologique né de la rencontre de l'entrepreneur Michel Valentin et de l'agriculteur et philosophe Pierre Rabhi. Celui-ci et bien d'autres ont parlé lors de cette rencontre, ouvrant autant de portes sur un autre monde possible.

Tout de suite, nous sommes dans l'ambiance : pour accéder aux Amanins, nous empruntons un sentier animé, tout recourbé sous les taillis, abritant comme autant de surprises, là une bande-son relatant la catastrophe de Tchernobyl, ici une langue de sable invitant à se déchausser. Les ingrédients de ce week-end étaient là, concentrés : l'engagement écologique et humain, et le rapport fondamental à la terre. Deux aspects que nous découvrons au « village des initiatives » regroupant nombre d'associations et à travers les paroles des uns, des unes et des autres. De la richesse des mots, des pensées, des rencontres, voici un essai de synthèse.

L'impasse

Les intervenant-e-s partagent toutes et tous ce constat : la société occidentale actuelle se révèle être une impasse. Pierre Rabhi fait état de son contentieux avec la Modernité européenne. Son Modèle Unique marchand, industriel et technologique repose sur la confiscation et le prélèvement des ressources : les quatre cinquièmes des ressources produites sont consommées par un cinquième de la population, un déséquilibre forcément source de violence. De son expérience, Pierre Rabhi tire l'exemple du Sahel, connecté de force à notre système via l'industrie exportatrice, qui laisse la population exsangue. Comment accepter qu'aujourd'hui, des enfants entrent en agonie dès la naissance, car il n'y rien pour eux sur une planète qui regorge pourtant de nourriture ? Comment sortir de ce traquenard, et dans quel sens infléchir l'Histoire ? Pour Pierre Rabhi, il est urgent de « lutter contre la faim dans le monde et d'éviter sa fin ». Selon la députée européenne écologiste Michèle Rivasi, on ne peut se contenter de

Les Amanins...

...C'est un centre agro-écologique, sis au cœur de la Drôme. Autrement dit, un lieu de production agricole qui intègre à sa démarche une vision écologique. Mais c'est aussi un centre d'accueil et de partage sur des savoirs écologiques. Un lieu pluriel d'expérimentation sur l'alimentation, la pédagogie, la construction, la gestion des déchets, le lien et la coopération entre individus. Dans un écrin de nature de 55 hectares, ce lieu éco- et auto- construit abrite une ferme, l'école primaire du Colibri ainsi que des hébergements. www.lesamanins.com

« faire de la gestion de la précarité » : non, il faut changer le système ! Mais comment ?

Le chemin

Gandhi le disait : nous devons être le changement que l'on voudrait voir advenir. Changer le système, c'est donc d'abord se changer soi. Le développement personnel et l'écologie se nourrissent d'un même respect du vivant, d'une même aspiration à l'harmonie. La transformation de nos territoires intérieurs est donc indissociable de celle des écosystèmes extérieurs. Selon la réalisatrice Coline Serrau, c'est aussi en donnant envie par notre façon d'être en vie, notre joie, notre plaisir, notre désir que nous propagerons le mieux notre démarche. Car aucune forme de messianisme ne sera assez séduisante pour contrer le modèle du « toujours plus ».

Grandir

La (trans)formation personnelle passe aussi par l'éducation des enfants. Quelle planète laisserons-nous à nos enfants, mais quels enfants laisserons-nous à notre planète ? Selon le professeur et pédagogue Philippe Meirieu, le rôle de l'éducation est d'aider chacun-e à se dégager de sa posture narcissique, qui entraîne le fantasme de toute-puissance et donc le pillage du monde. Le but étant de « faire émerger une personne solidaire dans un collectif démocratique ». Pour y arriver, il est indispensable d'éduquer avec le sens de la limite, et même de la contrainte, mais aussi de dire les choses et de les faire avec les enfants. Sophie Rabhi-Bouquet, initiatrice du Hameau des Buis, parle, elle, d'une pédagogie de la bienveillance. Et Philippe Meirieu donne sa vision de l'aménagement nouveau des espaces vitaux de l'enfance. Les quartiers-villes devraient être des espaces sécurisés, véritables terrains d'aventure pour que les enfants puissent explorer, chercher et jouer dans un univers à leur hauteur. La classe devrait représenter un environnement stimulant et non répétitif, qui donne envie de se dépasser par rapport à soi-même plutôt que par rapport aux autres, en vertu d'une « pédagogie du chef-d'œuvre ». L'école devrait devenir un espace de relations, marqué par des rituels. Et le système scolaire dans son ensemble ne devrait pas viser la normalisation arbitraire, mais porter un ensemble de projets. Tels sont les jalons du chemin de la transformation. Mais pour arriver à quel but ? Quelles sont donc les alternatives au règne du moi tout-puissant, de la concurrence et du pillage ?

La destination

Ce que l'on quitte opposé à ce vers quoi l'on va : c'est sous cette forme duale, forcément caricaturale, que voici résumées les idées des intervenant-e-s :

- *Pulsion consommatoire versus désir* : le moteur de la vie humaine n'est plus l'insatisfaction permanente d'un enfant-roi blasé d'avance, mais le désir nourri par l'absence ou la distance de l'objet convoité. Celui qui pousse à se dépasser et à mieux apprécier le graal une fois conquis : car, comme l'a écrit Emily Dickinson, « on apprend l'eau par la soif ». Et comme le dit Philippe Meirieu, l'enjeu consiste à miser sur l'infinie richesse des hommes pour passer à un monde fini, fait de contraintes et de contretemps.



- *Consommation vs insurrection des consciences* : de la « bête » consommation, l'on passe à l'implication. L'idée est d'« agir là où nous sommes », en décroissant les domaines et en mettant en commun les énergies (car rien ne sert de multiplier les initiatives).
- *Individualisme vs interdépendance* : le chacun pour soi cède la place à la conjugaison plurielle du verbe « inter-être ». Faire sauter les carcans de structures socio-individualistes pour nous relier est un chantier d'envergure mais, comme le dit Pierre Rabhi : « Pas d'apitoiement. De la justice et de la détermination ! ».
- *Exploitation des ressources vs écologie*. L'agriculture intensive tue les sols. Or, la culture sur une terre morte est un poison pour la vie, de même que les énergies fossiles, matières mortes et mortifères. L'agriculture agro-écologique et les énergies renouvelables sont, au contraire, porteuses de vie. C'est pourquoi l'avenir consiste ici à revenir au passé : à retrouver un morceau de terre (quitte à apprendre un autre métier en parallèle) et à se reconnecter à des savoirs maraîchers du 19^e siècle, bios avant l'heure.
- *Matérialisme vs spiritualité* : il s'agit de remplacer l'obsession du pouvoir d'achat par la puissance de l'être, du sacré, de la vie.
- *Peur vs émerveillement* : à la crainte de manquer et d'avoir moins que son voisin succède l'émerveillement de découvrir une source infinie d'amour, où vient boire qui veut. Et, selon l'un des pionniers de l'agriculture biologique, Philippe Desbrosses, la confiance que tout ce que nous voyons sur cette terre provient d'une impulsion céleste, du travail de l'homme dans la foi (que ce soit la foi religieuse, la foi en l'humain, en l'avenir...).
- *Argent vs don* : tout ne se chiffre pas, il est des dimensions écologiques, sociales, humaines qui impliquent

le partage, la générosité. Dans cet ordre d'idée, les transports publics devraient être gratuits, et tous les entrepreneurs être « sociaux » : à savoir, « entreprendre sans prendre » (Warten Sjoert, du mouvement Terre de liens).

- *Dictature des temps rapides et courts vs temps de vivre* (selon le politologue et écrivain Paul Ariès) : il nous faut reconquérir le droit à la « slow food », aux rythmes naturels et aux temps de la vie. Les enfants doivent avoir le temps d'être enfants et les vieilles personnes, d'être vieilles. Philippe Meirieu évoque la nécessité d'installer des espaces de décélération et de réflexion, bref, de lever le nez du guidon.
- *Exclusion vs ouverture multiculturelle* : le respect de l'être, c'est forcément le respect de l'autre.
- *Avidité vs modération* : le toujours-plus de la croissance infinie cède la place à la sobriété, à une réduction des « besoins ». Ce qui est loin d'être évident. Témoin, le jeune homme à qui Jésus dit : « Va, vends ce que tu as, donne-le aux pauvres ! » (Matthieu 19:21) est incapable de le suivre. Nous sommes toutes et tous comme lui, réticent-e-s.
- *Morosité vs joie* : la sobriété proposée est une « sobriété heureuse ». Quelle libération, quel bonheur de ne plus être des forçats de la mode et du travail !

Chemin faisant vers ce monde de sobriété heureuse, nous devons accepter les conflits, les tâtonnements et les erreurs. Accepter d'avancer à pas de fourmi, comme le dit Isabelle Peloux, directrice d'école. Dans la chaleur des Amanins, chaleur humaine et estivale, nous nous mettons, doucement, en chemin. Avec, au cœur, ce mot encourageant de Philippe Desbrosses : « Nous sommes une espèce en voie d'apparition ». ●

Marie Pasquier et Martyna Olivet

Anniversaire

L'ACAT-Suisse a trente ans !

L'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) est fondée en France en 1974 dans le but de sensibiliser les églises sur le scandale de la torture et la nécessité de s'y opposer.

Sept ans plus tard, l'ACAT-Suisse voit le jour. Aujourd'hui cette association en pleine santé célèbre un bel anniversaire : ses 30 ans. L'âge où le dynamisme s'allie à l'expérience.

Indigné-e-s

En demandant l'abolition de la torture et de la peine de mort, les membres de l'ACAT partagent la même indignation, celle que leur inspirent les traitements dégradants infligés à des êtres humains. Par les violences physiques, les violences morales, des hommes détruisent la dignité de leurs semblables. Cela est inacceptable.

L'être humain est donc au centre des milliers d'actions urgentes qui prennent la forme de missives envoyées aux gouvernements du monde entier. C'est un travail de défense des victimes de la torture, de soutien aux défenseurs des droits humains menacés ou harcelés, de lutte contre l'oubli des personnes disparues ou condamnées à mort. L'ACAT met les Etats face à leurs responsabilités et obligations issues des conventions et règles internationales pour prévenir et réprimer les violations des droits fondamentaux.

Actions multiples

Dès 1982, des jeunes de Suisse romande ont lancé le mouvement « Dynamique Jeunes », insufflant inventivité et fraîcheur à l'association, durant une vingtaine d'années.

Jusque dans les années 1990, des groupes de rédactrices et rédacteurs bénévoles se chargeaient de préparer les lettres aux autorités. Les membres reçoivent ces lettres, les signent et les envoient aux autorités concernées.

Au fil des années, un Secrétariat professionnel, basé à Berne, a pris en main la rédaction des lettres d'intervention. Il s'occupe aussi de la

publication de l'ACAT NEWS, l'organe de l'association, d'articles destinés aux médias, de publications diverses et de l'élaboration des campagnes.

A ce jour, les groupes locaux sont un relais précieux pour faire connaître les thématiques de l'ACAT-Suisse au public par la tenue de stands, l'organisation de conférences, la récolte de signatures.

En Eglise

Cependant, la spécificité de l'ACAT réside dans la lettre C. Chrétien-ne-s engagé-e-s, ces ouvrier-e-s de paix dialoguent avec les responsables de paroisses, réunissent des groupes de prière, publient des méditations et intercessions. Ces fidèles sont persuadé-e-s, comme nous le sommes à la COTMEC, qu'il y va du devoir chrétien que de s'opposer à tout ce qui nie la dignité de l'enfant, de la femme, de l'homme.

Nous avons toutes et tous vu se lever l'une de ces personnes pendant l'office, aller prendre un micro et présenter à l'assemblée dominicale un cas urgent, nous avons toutes et tous apposé notre signature au bas d'une lettre courtoise mais ferme adressée aux dirigeants d'un pays incriminé. Nous sommes donc toutes et tous concernée-e-s par le travail



de l'ACAT qui, malheureusement car cela ne nous rassure pas sur l'état du monde, ne s'arrête pas avec cet anniversaire ! ●

Roland Pasquier

Un exemple concret

Contre le renvoi forcé d'un chrétien pakistanais

Un ressortissant pakistanais chrétien, demandeur d'asile en Suisse a cherché le soutien de l'ACAT-Suisse en 2002. En effet, par sa reconversion au christianisme, il risquait d'être condamné à la peine de mort dans son pays pour avoir transgressé la loi interdisant le blasphème. Ce cas a demandé beaucoup d'engagement de la part du Secrétariat et des membres de l'ACAT-Suisse.

Grâce à une aide financière de l'ACAT-Suisse, ce Pakistanais a pu

déposer au Comité contre la torture des Nations Unies (CAT) une plainte contre la décision de renvoi des autorités fédérales. Cette démarche devait permettre à cette personne traumatisée de retrouver l'espoir d'un avenir en sécurité.

Néanmoins, la requête contre son renvoi forcé de Suisse a reçu une réponse négative en mai 2005, après 2 ans et demi d'attente. Suite à ce refus, le comité de soutien du Pakistanais a pris plusieurs autres initiatives qui ont finalement abouti: les autorités suisses lui ont accordé le statut de réfugié en juillet 2006. Le sort de ce requérant d'asile pakistanais, menacé de mort en cas de retour forcé dans son pays, a donc connu un heureux dénouement, après quatre ans d'engagement.

Sans papiers

Anniversaire

Dix ans pour sortir de l'ombre. Depuis le début de la mobilisation des sans-papiers en 2001, cette problématique s'est progressivement imposée aux yeux du public et des autorités. Aujourd'hui, plus personne ne nie l'existence de sans-papiers en Suisse. Cette plus grande visibilité a aussi permis des avancées dans certains domaines:

- un meilleur accès à la santé;
- l'obligation d'être déclaré-e aux assurances sociales pour toutes et tous;
- l'accès garanti à la scolarité obligatoire;
- le principe de l'accès à l'apprentissage.

Ces droits sont certes importants mais demeurent difficiles à appliquer, faute de statut légal. Ils sont également fragiles, et sans cesse remis en cause. Tout récemment, souhaitant durcir sa lutte contre l'immigration non souhaitée, le Conseil fédéral a envisagé de débusquer les familles de sans-papiers via la dénonciation de leurs enfants par les institutions scolaires et d'empêcher l'affiliation des travailleurs-euses concerné-e-s à l'AVS. Cette démarche ignoble a pour objectif de repousser les sans-papiers dans la clandestinité, afin qu'ils-elles restent ce qu'ils-elles ont trop souvent été: une main d'œuvre précaire, sans droits, corvéable à merci et « expulsable » à tout moment.

Quel avenir ?

N'en déplaise à certain-e-s, on ne peut contenir entièrement les migrations. L'échec de toutes les politiques migratoires de ces dernières décennies, qui n'ont fait que produire clandestinité et précarité, le montre clairement. Il s'agit maintenant de reconnaître cette réalité et de changer de cap, dans l'intérêt des migrant-e-s euxelles-mêmes, mais également dans celui de l'ensemble de notre société. Il est d'autant plus urgent de trouver des solutions pragmatiques qu'une 3^e génération de sans-papiers – socialisée et scolarisée en Suisse – est en train de naître. ●

Mouvement des Sans Papiers

Publication

Invitation au vernissage « Dépasser la haine – Construire la paix »

En novembre prochain, la COTMEC, Eirene Suisse et les Editions d'En-bas publient un ouvrage consacré aux témoignages d'acteurs de paix de la région des Grands Lacs africains. « Dépasser la haine, construire la paix » est susceptible de toucher toute personne qui s'interroge sur le maintien de la paix au plus fort des conflits. Ouvrage multifacettes, il s'accompagne d'un récit photographique et d'un CD audio reprenant des extraits des 19 témoignages recueillis dans le livre et d'un conte à portée universelle.

Agenda

10 NOVEMBRE À GENÈVE

Vernissage du livre « Dépasser la haine, construire la paix »
Dès 19h au centre St-Boniface, en présence des différents maîtres d'œuvre du projet: la dramaturge Sandra Korol, le photographe Serge Boulaz et deux témoins du Rwanda, Laurien Ntezimana et Jean-Pierre Kabirigi. 14, rue du Mail, 022 708 00 78, info@cotmec.ch

Dédicace du livre en présence des auteurs:

A Lausanne

Le 15 novembre à la librairie Basta, Petit-Rocher 4, Tél. 021 625 52 34

A Sion

Le 12 novembre dès 16h à la Liseuse, rue de la Dent-Blanche 10, Tél. 027 323 49 27

5 DÉCEMBRE À GENÈVE

Le secteur AC (mouvements d'Action catholique) vous invite à une rencontre avec Dominique Biedermann, directeur de la fondation Ethos, spécialiste des questions d'éthique et d'argent, qui s'exprimera sur le thème « Quand l'argent prend le pas sur la démocratie ». Une messe suivra l'échange.

Lieu: le Cénacle, 17 promenade Charles Martin, dès 16h

Pour fêter la sortie du livre, nous vous invitons à nous rejoindre dès 19h le 10 novembre au centre St-Boniface de Genève pour rencontrer différents protagonistes de ce projet. Cette soirée sera l'occasion de donner la parole à deux artisans de paix ayant témoigné pour le livre: Laurien Ntezimana et Jean-Pierre Kabirigi, frère de Justin Kahamaile, qui viendront des Grands Lacs. Ca sera aussi l'occasion d'écouter la dramaturge Sandra Korol qui donnera une lecture des extraits de son conte « Souviens-tu que l'autre, c'est toi » et de découvrir le récit photographique de Serge Boulaz, dont nous exposerons les oeuvres qu'il sera possible d'acquérir sur place. ●

Renseignements: Cotmec
 022 708 00 78, info@cotmec.ch



Edito

Jusqu'à la dernière goutte

Le 5 octobre dernier, devant une salle comble, la COTMEC co-organisait un débat sur le thème de l'eau par le biais de la projection du film « Tambien la Iluvia » (Même la pluie). L'initiative revenait à Franklin Frederik, militant brésilien désormais établi en Suisse, qui a notamment œuvré à la réalisation de la « Déclaration œcuménique sur l'eau comme droit de l'homme et bien public » signée par nos Eglises en 2005 déjà.

« Tambien la Iluvia » superpose avec brio deux réalités au sein d'une même fiction: d'une part celle d'une équipe de réalisateurs espagnols débarquée en Bolivie pour filmer une reconstitution de la Conquista centrée sur l'influence du dominicain Antonio de Montesinos, « la voix de la conscience contre un empire », sur l'engagement de Bartolomeo de Las Casas (lire ci-contre); d'autre part, celle du soulèvement des habitants de Cochabamba, début 2000, pour protester contre la privatisation du service de l'eau par un consortium de multinationales. La brutale domination de la couronne espagnole fait ici écho à la stratégie mercantile de compagnies privées qui ne se soucient pas des conséquences qu'une hausse du prix de l'eau de 300 % peut avoir pour une population économiquement vulnérable. « Où vont-ils s'arrêter ?, s'interroge un leader de la révolte, « Bientôt, ils nous feront payer même l'eau de pluie, la buée de l'air que nous expirons ou la sueur de notre front ! ». C'est au prix de pertes humaines que le soulèvement social de 5 mois aboutira à faire renoncer le gouvernement à la privatisation annoncée. Le débat nourri qui s'en est suivi a été l'occasion de rappeler quelques fondamentaux en matière de droit à l'eau: base de la vie par excellence, l'or bleu ne devrait pas être considéré comme une marchandise ordinaire, soumise au négoce international. Légiférer pour sa gestion publique et un strict contrôle citoyen devrait être un combat au Nord, comme au Sud. Car, comme l'a rappelé le conseiller national Carlo Sommaruga, même vu de Suisse, où 99,9 % du service de l'eau est public, « rien n'est jamais acquis ». Priver un peuple d'accès à l'eau, c'est le condamner. ●

Martyna Olivet

Eclairage

Il y a cinq siècles...

« Vous vivez dans le péché et vous mourrez à cause de la cruauté et de la tyrannie dont vous accablez cette race innocente. Quel droit, quelle justice vous autorise à maintenir les Indiens dans un esclavage aussi affreux ? Au nom de quelle autorité avez-vous engagé de telles guerres détestables contre ces peuples qui vivaient sur leurs terres d'une manière douce et pacifique ? Un nombre considérable d'entre eux ont été mis à mort par vous d'une manière atroce jamais vue. Comment les tenez-vous opprimés et accablés, sans leur donner à manger, sans les soigner des maladies provoquées par les travaux excessifs dont vous les chargez ? Pour parler clair : vous les tuez pour obtenir chaque jour un peu plus d'or. (...) Ne sont-ils pas des êtres humains ? Ne devez-vous pas les aimer comme vous-mêmes ? »

Cette harangue fut en réalité un sermon, prononcé par Antonio de Montesinos dans l'église des Dominicains de Santo-Domingo, dans l'île d'Hispaniola (Saint-Domingue), le 21 décembre 1511. Le jeune prédicateur, arrivé d'Espagne l'année précédente avec neuf autres Dominicains de son âge fut horrifié à la vue du traitement infligé aux Indiens par ses compatriotes, qui, par ailleurs, fréquentaient la messe. Ces derniers, après l'avoir entendu, exigèrent du frère Pedro de Cordoba, prieur de la communauté, que le prédicateur fut livré aux autorités. Non seulement, le prieur refusa, mais il affirma publiquement que lui-même et tous les frères de son couvent faisaient leur propos tenus par Antonio de Montesinos.

On devine la suite. On coupa les vivres aux Dominicains et on introduisit leur procès en cour d'Espagne. Mais un certain colon, du nom de Bartholomée de Las Casas, assistait au sermon ce dimanche-là. Ce fut le déclic de la conversion du futur « Défenseur des Indiens ».

Cinq cents ans plus tard, les choses ont-elles vraiment changé ? D'aucuns, voulant camoufler leurs mauvais coups, s'époumonent: « Pas de politique à l'église ! ». En réalité, c'est l'évangile qu'ils veulent mettre sous le boisseau. Mais il y a souvent parmi eux un Las Casas pour leur donner le change. ●

Guy Musy

Maïs OGM Enoge

Les apprentis sorciers du maïs transgénique

Avec son maïs OGM Enogen destiné à la production d'agrocarburants, le groupe suisse Syngenta suscite la colère y compris de l'industrie agroalimentaire.

En février dernier, le Département américain de l'agriculture (USDA) autorisait la commercialisation aux Etats-Unis du maïs Enogen, un nouveau type de maïs génétiquement modifié, mis au point par le groupe suisse Syngenta, destiné non plus à la consommation humaine, mais à la production d'éthanol. Le mois dernier, on apprenait que la culture de ce maïs Enogen avait démarré sur quelque 2000 hectares dans l'Etat américain du Kansas.

L'autorisation du maïs Enogen a aussitôt suscité la colère des organisations de développement, comme SWISSAID, qui estiment que dans le contexte actuel de hausse des prix des denrées alimentaires, la mise sur le marché par le groupe suisse d'un maïs destiné uniquement à la production d'agrocarburants est totalement

irresponsable et va encore aggraver la crise alimentaire.

Mais pour la première fois, les opposants aux OGM et aux agrocarburants ont été rejoints par des industriels américains, pourtant habituellement réceptifs aux biotechnologies. Parmi eux, la puissante Association des meuniers d'Amérique du Nord, représentant des géants comme General Mills, ConAgra Mills et ADM Milling, qui redoutent une contamination de leurs stocks de maïs, avec à la clé une altération de la qualité de leur production de chips et de cornflakes.

Comme à chaque fois, Syngenta a fait valoir toute une batterie d'arguments destinés à calmer les esprits, arguant que son maïs Enogen va augmenter la production d'éthanol en réduisant l'utilisation d'eau, que le maïs sera cultivé exclusivement dans le voisinage de plantes destinées à être transformées en agrocarburants, etc. Des arguments jugés irrecevables par les adversaires de ce nouveau maïs transgénique, dont la culture devrait s'étendre encore aux Etats du Nebraska, de l'Iowa, du Sud Dakota et du Minnesota, transformant les Etats-Unis en véritable laboratoire d'expérimentation.

Aux yeux de SWISSAID, qui dénonce régulièrement les effets pervers d'une agriculture transgénique tout comme ceux engendrés par la ruée sur

les agrocarburants, la mise sur le marché de ce maïs est insensée. Lors de l'Assemblée générale de Syngenta à Bâle en avril 2009, Tina Goethe, spécialiste de ce dossier au sein de SWISSAID, avait dénoncé le fait qu'en investissant massivement dans la production d'agrocarburants, Syngenta portait une grande responsabilité dans l'évolution de l'agriculture, qui ne remplit plus désormais son premier devoir: celui de nourrir la planète.

Des études de la Banque mondiale, de la FAO et de l'OCDE ont toutes démontré que la production d'agrocarburants contribue de manière déterminante à la hausse du prix des denrées alimentaires. L'introduction de ce nouveau maïs sur le marché américain place clairement les intérêts des sociétés agrochimiques au-dessus de la protection de la santé publique et de l'environnement. La contamination est en effet inévitable et la biodiversité menacée. Quant aux consommateurs, ils sont de plus en plus traités comme des cobayes par des entreprises et des responsables politiques qui jouent aux apprentis-sorciers. ●

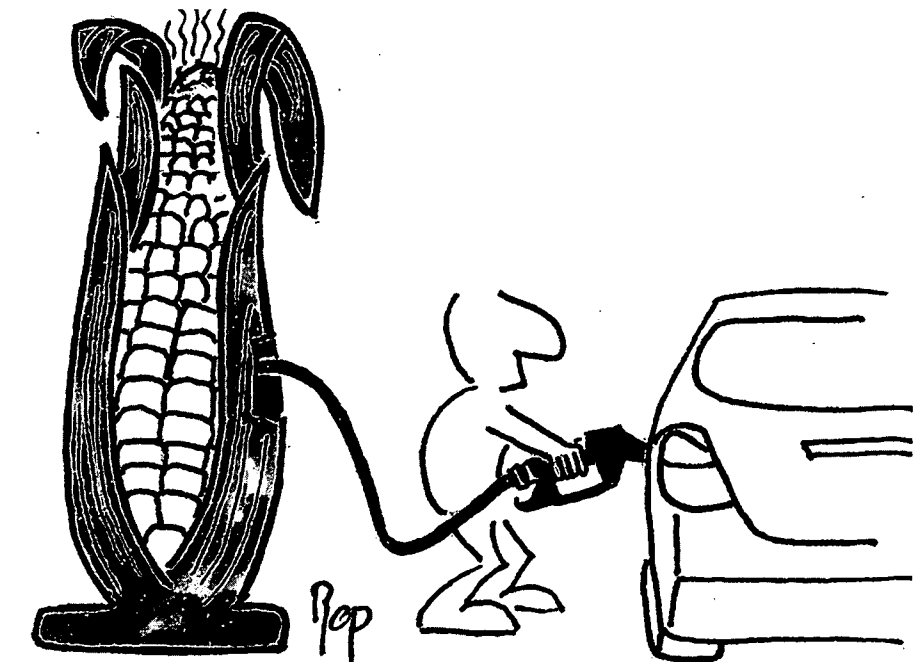
Catherine Morand (SWISSAID)

Contestation sociale

L'indignation s'étend

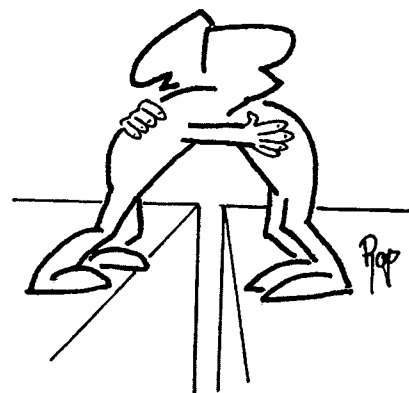
Plus de 400 Indignés européens ont marché sur Bruxelles et des groupes d'indignés fleurissent de par le monde, jusqu'en des lieux emblématiques comme Wall Street. Mais qui sont ces jeunes en colère? Que revendiquent-ils? Rencontre avec Diana Delgado, Indignée genevoise.

Notre groupe est né dans la foulée du mouvement des « Indignados » espagnols. Notre première rencontre réunit plus de 100 personnes dans une action silencieuse de soutien aux jeunes de la Puerta del Sol. Face à ce succès, quatre autres rencontres



Mémoire et histoire

Assumer le passé, construire le présent...



En septembre dernier, la mairie de Maldonado – en Uruguay –, avec le soutien de trois Ministères, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de la Fondation Nelson Mandela et de l'Institut Goethe), a organisé une conférence sur le thème: « Assumer le passé, construire le présent. L'apport des expériences étrangères ». Des experts internationaux ont accepté l'invitation et se sont plongés deux jours durant, sur l'analyse de différents efforts pour assumer le passé. Quelles sont les conséquences des conflits violents, des guerres civiles ou des dictatures pour un pays? Comment font les sociétés pour les dépasser? Que signifie assumer le passé pour construire le présent? Quels sont les défis? Comment apprendre à partir des expériences d'autres pays? Telles sont les grands questionnements auxquels ils ont tenté de répondre. Reportage.

Guillermo Kerber, du Conseil Œcuménique des Églises, a ouvert la conférence en abordant une série de dilemmes éthiques auxquels les sociétés doivent répondre pour assumer le passé: comment vivre les dimensions internationale et nationale des processus? Face au passé, quelles options: l'oubli, la négation ou la mémoire? Il a affirmé la nécessité de connaître la mémoire historique. Sur quoi doit-on mettre l'accent? Le travail sur la vérité, sur la justice ou sur la réconciliation? Avancer dans une justice pénale ou travailler sur une justice restauratrice? Faut-il punir les coupables des graves violations de droits humains? Le pardon est-il possible? Que signifie le pardon dans ce contexte? Et, finalement, qui doit pardonner: l'Etat ou les victimes? Kerber a fait référence au développement des droits des victimes au niveau international: le droit à savoir, le droit à la justice et le droit à la réparation. « En fait, a-t-il conclu, ce sont de faux dilemmes. La réconciliation peut être véritable et profonde seulement quand la vérité n'est pas cachée ».

Propos recueillis par Hélène Bourban

Le cas du Chili

Pamela Pereira, membre de l'organisation des disparus du Chili et avocate spécialisée en droits humains, a expliqué le cas chilien. Pinochet a conditionné l'accès à la démocratie à une Constitution avec des lois d'amnistie, ainsi qu'à la nomination des législateurs et des membres de la Cour suprême de Justice. Désamorcer cette structure aurait été impossible sans les Conventions internationales de Genève qui ont permis d'ouvrir des voies pour lutter contre l'impunité dans la société. Mais l'inégalité règne en matière économique et la révolte actuelle des étudiant-e-s en est une illustration.

L'exemple allemand

Florath Bernd, historien, a parlé du processus complexe par lequel l'Allemagne est passée. Il a étudié les conséquences du nazisme, et du communisme en Allemagne de l'Est. Les défis étaient énormes au moment de la réunification, par exemple, comment traiter la condition raciale et l'homosexualité dans une société où des personnes continuent de se réclamer du Troisième Reich?

La singularité de l'Afrique du Sud

Le cas de l'Afrique du Sud a été présenté par Verne Harris et Sello Hatang de la Fondation Nelson Mandela. Harris et Hatang ont souligné la spécificité de leur pays. Dans les autres cas on parle de quelques décennies, chez eux ce sont plusieurs générations qui ont souffert de l'oppression et de la violence sociale. En mettant l'accent sur la réconciliation à travers la Commission de la Vérité et de la Réconciliation, on a empêché la justice de se faire. Beaucoup de crimes contre l'humanité commis pendant l'apartheid ont été oubliés. L'amnistie, accordée par la Commission, n'a pas permis un processus plus profond dans la société sud-africaine.

Néanmoins, il faut souligner le grand changement des conditions de vie de la population. « Peut être que nous nous sommes précipités mais nous avons bien saisi l'opportunité d'approuver une des meilleures Constitutions au monde » a expliqué Hatang. « Sans Nelson Mandela on n'aurait pas pu le faire. Il avait déjà déclaré: « les législations et les réglementations ne suffisent pas, en réalité tout cela fait partie d'une évolution spirituelle ». Dans ce processus, selon les experts présents, la vérité et la réconciliation en Afrique du Sud ne constituent pas une fin en soi mais le début d'un changement long et douloureux.

Le cas de l'Argentine

Son cas a été présenté par le juge Daniel Rafecas. Il a notamment parlé des différents procès judiciaires actuels. Rafecas a démontré comment les diverses formes prises par l'impunité (la loi « Point final » ou « l'Obéissance due ») ont seulement fait perdre du temps à la justice. Les délits déjà spécifiés dans la Constitution comme les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, donc ils passeront toujours devant la justice.

Débats et conclusions

Le débat entre les divers experts et le public a été centré sur l'importance de la recherche de la vérité et de la justice. On ne peut pas les opposer: la vérité ne peut exister sans la justice, ni la justice sans la vérité.

De plus, le concept de justice doit être amplifié pour inclure la dimension de justice restauratrice, qui tient surtout compte des victimes. En effet la justice pénale traditionnelle, dans la majorité des pays, ne s'occupe pas des victimes. Elle se concentre sur le crime commis, sur l'agresseur et sur sa peine. Elle va jusqu'à protéger la société des éventuelles répétitions d'un tel crime, mais les victimes sont mises à l'écart.

On devrait encore inclure la justice sociale dans la conceptualisation de la justice. Les cas du Salvador et de l'Afrique du Sud montrent que même si ces pays ont progressé dans la recherche de la vérité et de la réconciliation, la violence reste présente dans la société, surtout chez les jeunes générations.

La démarche de réconciliation doit s'attaquer aux causes profondes de la violence, souvent enracinées dans l'injustice sociale. On ne peut pas construire une société en paix sans elle. La réconciliation ne peut se contenter d'une réconciliation superficielle qui brille à court terme, mais qui montre ses limites sur le moyen et le long terme.

Une vraie démocratie doit faire face à l'impunité imposée et la remplacer par une culture des droits humains, de la responsabilité sociale des citoyens et par un Etat de droit. Pour y parvenir, l'éducation traditionnelle et l'éducation citoyenne ont un rôle important à jouer, ainsi que les médias et les différents lieux de socialisation.

Être conscient de ce processus implique un engagement de tous et toutes pour la vérité, pour la justice, pour la mémoire, c'est-à-dire pour la vie. Les citoyen-ne-s ne peuvent plus être de simples spectatrices et spectateurs. Les organisations sociales et celles des droits humains doivent y travailler beaucoup pour avancer.

D'autre part, comme on l'a vu dans certains exemples, une restructuration de l'Etat est nécessaire, les droits des victimes doivent être reconnus pour construire un véritable Etat de droit.

Les différentes autorités nationales présentes se sont engagées à travailler sur cette thématique dans leur pays. La société civile et l'Etat doivent travailler ensemble. L'expérience d'autres pays donne un élan pour construire le présent sans oublier sa propre histoire. ●

Guillermo Kerber

NE CRIMINALISONS PAS LES MAINS TENDUES !

Un argumentaire théologique

1 – Dans la Bible, l'affirmation première consiste à dire qui est Dieu et quelle est sa volonté: il est un Dieu solidaire des pauvres! Quand il exprime sa foi, le peuple d'Israël rappelle la condition de servitude subie par ses pères en Egypte, dont Dieu les a délivrés: « Nous avons crié vers le Seigneur et il a entendu notre voix: il a vu que nous étions pauvres, malheureux, opprimés. Et il nous a fait sortir d'Egypte par sa main forte » (Dt 26). Plus tard, au moment de la déportation à Babylone, le prophète Esaïe est envoyé « pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres et aux captifs la libération » (Es 61).

Jésus identifie l'Évangile qu'il proclame à cette bonne nouvelle puisque, selon l'évangile de Luc, il a fait de ce texte du prophète l'objet de sa première prédication à Nazareth (Lc 4). Et c'est encore ce que confirme la première béatitude: « Heureux les pauvres, car Dieu règne en leur faveur » (Mt 5, Lc 6).

Ainsi, quand on parle d'« option préférentielle pour les pauvres », il ne faut jamais oublier que, si cette option peut concerner la mission de l'Eglise, c'est parce que d'abord elle est celle de Dieu lui-même.

2 – Il y a des pauvres dans toutes les sociétés humaines et, comme le dit Jésus: « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous » (Mc 14). Pourtant, la pauvreté n'est pas un phénomène naturel, ni le plus souvent la conséquence de choix individuels malheureux. Elle est le révélateur de l'organisation interne des sociétés. Car s'il y a des pauvres dans toutes les sociétés, c'est que toutes se structurent de manière inégalitaire. Et pour cette raison même, toutes sont aussi confrontées à la question de la justice, dont elles relèvent le défi, chacune avec plus ou moins de détermination. Il n'est donc pas étonnant qu'il puisse y avoir des sociétés plus inégalitaires que d'autres, mais il est surprenant que dans la nôtre, qui se veut pourtant démocratique, nous assistions,

aujourd'hui, à une véritable explosion des inégalités.

A cet égard, il est significatif de remarquer que c'est lors d'une précédente explosion des inégalités, accompagnant, au début du 13e siècle, l'essor de l'économie marchande, que sont nés les ordres religieux dits « mendiants », à commencer par les franciscains, dont le propos était précisément de manifester la proximité du Christ auprès des pauvres. La leçon que nous pouvons en retenir n'est pas seulement religieuse, elle nous rend attentifs au fait qu'une société ne reste humaine que dans la mesure où en elle des efforts sont faits pour empêcher les inégalités de rompre le lien qui unit tous ses membres. Et cela suppose très précisément un effort pour réduire les inégalités. Dans une société démocratique, en particulier, les inégalités ne sont acceptables que si les bénéfices qui en découlent pour les uns profitent indirectement (que ce soit au travers de l'impôt ou d'initiatives privées) à tous, donc aussi aux plus pauvres.

3 – Et pourtant, même dans nos sociétés démocratiques, il arrive tous les jours que le poids des inégalités l'emporte sur ces efforts. L'appauvrissement se propage à tous les domaines: l'insuffisance des ressources, la médiocrité de l'instruction, la précarité du travail entraînent la déchéance sociale, l'humiliation et l'isolement. De la pauvreté, la vie bascule dans la misère, hors des solidarités élémentaires qui fondent une société, c'est-à-dire dans l'exclusion. Le mot n'est pas trop fort: il désigne une situation de disqualification et d'isolement, une situation plus grave, plus destructrice et plus scandaleuse que l'exploitation. Car être exclu, c'est être mis à l'écart, c'est se trouver confronté, jour après jour, au même refus qui fait que l'on n'est pas considéré et que l'on ne peut jamais devenir partenaire.

Parmi beaucoup d'autres, cette situation est celle des Roms, dans toute l'Europe. Vous au rejet, à l'ostracisme dans leurs propres pays d'origine, aux emplois les moins qualifiés, ils vivent avec leurs enfants dans des logements de fortune exigus et insalubres, dans des conditions sanitaires

déplorables, le plus souvent sans raccordement à l'eau potable. Comment pourraient-ils, dans de telles conditions, éduquer correctement leurs enfants, entretenir des relations stables avec les autres, faire entendre leur voix? Dans la plupart des pays, ils n'ont pas accès aux systèmes de protection sociale et, si l'on fait abstraction des institutions européennes, ils ne disposent de l'appui d'aucun Etat.

Comme pour d'innombrables exclus, le seul geste qui leur reste, non seulement pour survivre, mais pour faire société, c'est tendre la main. Ce geste ne saurait être un crime: il ne constitue pas une agression. A la différence du vol, il n'engendre aucune victime. Celui qui répond à ce geste fait seulement preuve de générosité. Comment peut-on alors en venir à criminaliser ce geste? Il est clair que la loi qui en vient là ne peut pas passer pour une simple mesure d'ordre public, car elle contribue à instituer une société fermée, fondée sur l'exclusion. Ce n'est pas un crime qu'elle réprime, c'est une condition d'existence qu'elle sanctionne, et en ce sens elle ne constitue pas seulement une injustice, mais une iniquité.

4 – La parabole du riche et de Lazare (Lc 16) parle du « grand abîme » qui sépare les riches et les pauvres. Ce grand abîme n'est pas voulu par les pauvres, il est créé par les riches lorsqu'ils s'enivrent de leur richesse et cessent de voir les pauvres, les rejetant hors de leur univers. N'est-ce pas exactement ce qui se produit quand on criminalise le geste de tendre la main pour mendier? Devant ceux qui n'ont ni domicile fixe, ni pain assuré, ni amis pour prendre leur défense, et qui crient misère à nos portes, voulons-nous nous aussi nous enfermer pour ne pas voir et ne pas entendre?

Mais alors, comment pourrions-nous continuer de croire au Dieu dont la Bible porte témoignage et qui se présente nommément comme celui qui entend le cri des pauvres et qui voit leur misère? Car si Dieu est vraiment celui-ci, cela veut dire que nous ne pouvons pas lui être fidèles autrement qu'en accueillant la responsabilité qu'il nous confie lorsqu'il nous appelle à le suivre, à travers le grand abîme, à la rencontre des mains tendues. >

> SUITE DE LA PAGE 5



Nouvelle animation

Trop mortelles tes fringues !

Cette nouvelle animation dynamique de la COTMEC, destinée aux enfants et adolescents, propose d'explorer l'univers des vêtements: objets convoités, marqueurs sociaux et poste important de leur budget. Afin de sensibiliser aux enjeux sociaux et environnementaux cachés derrière les habits, cette animation emmène sur la route du coton, à la rencontre des producteurs et des ouvrières du textile. Elle propose des pistes d'action concrètes et créatives et ouvre une réflexion sur l'être et le paraître.

Nous viendrons avec plaisir partager cette animation dans les classes, les groupes de catéchistes ou les maisons de quartier... Si le sujet vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations, par mail (info@cotmec.ch), par téléphone 022/708 00 78 ou même par courrier! Nos précédentes animations sur la mobilité douce, le chocolat ou le portable restent encore d'actualité. ●

L'équipe d'animation

Agenda et Calendrier

Vous avez dit novembre ?

Nul doute que ce détail ne saura vous échapper: le Cotmec-info 333 a beau persister à s'intituler novembre, il vous est bel est bien arrivé un froid matin de décembre. Si l'agenda à de l'avance sur la nouvelle année, notre calendrier s'est vu bousculé par des vacances scolaires, des formations et autres lancements de projets. La bibliothèque nationale scrutant nos publications de près (si, si), nous n'avons pas voulu déroger à la périodicité tout en nous accommodant du

Agenda

CERCLE DU SILENCE À GENÈVE

Le samedi 17 décembre, en présence des autorités d'Eglise, de 12h à 13h à la place du Cirque, suivi d'un apéritif à la paroisse du Sacré Cœur.

...ET EN 2012 :

CAMPAGNE DE CARÈME

Lancement de la campagne le jeudi 2 février dès 18h à l'Eglise de St-Germain, rue des Granges à Genève.

UN AUTEUR UN LIVRE

Présentation du livre « Dépasser la haine. Construire la paix » à midi à l'aumônerie universitaire de Genève le mardi 7 février 2012.

DÉCONSTRUIRE LA PAUVRETÉ

Une journée de réflexion pour approfondir la problématique de la pauvreté du son constat à l'analyse des ses causes structurelles. En présence de Gilbert Rist, Alban Bordeaux et Dominique Froidevaux. Le samedi 11 février 2012 dès 10h au Centre paroissial de Chêne-Bourg, 77 rue de Genève.

CERCLE DE SILENCE...

... d'écoute et cercles artisans de paix: journée de réflexion œcuménique le 28 janvier à Genève de 9h à 15h à l'Eglise du Sacré-cœur. Inscription au repas obligatoire (15 CHF) par mail (ines@cotmec.ch) ou par tél. 022 708 00 78. En présence de Michel Monod et de Daphrose Ntarataze.

retard accumulé. A vrai dire, il nous permet même de ne pas vous surcharger avec deux sollicitations appelant au même geste: parapher! Faute avouée à moitié pardonnée? Pour achever de nous dédouaner de nos arrangements avec le calendrier, le numéro de décembre sera double et bien tassé! Car nous marquons ensuite une pause jusqu'aux premières semaines de février, avant de remettre les bouchées doubles, pour cadence garder! Cordialement, *La rédaction*

JAB 1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78

info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-2151-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella

Mise en page: Simone Kaspar de Pont



Edito

Abolissons la double peine

Ce 8 décembre marque le lancement d'une pétition demandant la suppression de la criminalisation de la mendicité qui a cours dans le canton de Genève depuis le 29 janvier 2008. Nous vous invitons vivement à y apposer votre signature et la relayer quel que soit votre âge, votre lieu de domicile ou votre statut. S'opposer à cette loi inique, inefficace et dispendieuse s'inscrit pleinement dans notre mandat de lutte contre les injustices. Cette démarche est appuyée par les Eglises locales qui invitent par écrit leurs fidèles à une réflexion sociétale sur la question de la pauvreté à l'aide de fondements théologiques, à l'instar de l'argumentaire du pasteur Bernard Rordorf partagé en page 5.

A noter que cette démarche est le fruit d'une réflexion mûrie à plusieurs depuis plus d'une année. Pour mémoire, en octobre 2010, la COTMEC, aux côtés d'autres associations, organisait une soirée d'échange et de partage afin de mieux connaître la réalité des Roms de Genève. La soirée suscita une rare affluence et fut l'occasion d'un débat nourri entre citoyens, autorités et surtout les principaux concernés qui répondirent à l'invitation et prirent la parole en public. En filigrane, l'incontournable question de la mendicité. Face à la mise en place d'une politique de répression ciblant une population en difficulté, le manque de réaction des milieux politiques avait été déploré, tout comme le silence des milieux ecclésiastiques. Nombreuses furent les voix pour nous inviter à nous opposer à l'interdiction de la mendicité, assortie d'amende voire de privation de liberté à l'encontre de « celui qui aura mendié ». Cette interpellation n'est pas restée lettre morte. Elle prend aujourd'hui la forme d'une action concertée, au seuil d'un intense travail de sensibilisation pour rendre attentive l'opinion publique au sort de la population rom, certes médiatisée, mais si peu écoutée, reconvenue, protégée... Aujourd'hui, il est crucial de s'élever contre une loi qui fait office de double peine: ajouter de l'indignité en répondant par la sanction à une condition humaine d'extrême pauvreté. (voir aussi p. 2).

Martyna Olivet, au nom de la Commission

1 Eglise catholique romaine, Eglise catholique chrétienne et Eglise protestante

Eclairage

Raisins verts

Quel réconfort à la lecture du livre-album « Dépasser la haine. Construire la paix »! Enfin des témoins positifs qui ne distillent pas la rancœur et ne ruminent pas la vengeance! Ils tentent au contraire de rapiécer une toile déchirée et gercée. Fil après fil, morceau par morceau, la région des Grands Lacs d'Afrique Centrale reprend vie et laisse entrevoir des lendemains qui se remettront à chanter.

Le témoignage dans cet ouvrage de notre cher Justin Kahamaile, qui fut à l'origine de ce projet éditorial, m'a bouleversé. Je connaissais déjà son histoire. Je l'avais entendue à quelques reprises de sa propre bouche. Mais je n'en réalise qu'aujourd'hui la portée. Donc, ce jeune homme de souche rwandaise, né à Bukavu, étudiant dans un collège jésuite, a souffert à la fois de la méfiance de camarades hutus qui fuyaient le Burundi et de l'incompréhension de collégiens tutsis chassés du Rwanda, qui voulaient s'en faire un allié. Justin qui voulait être simplement « Justin » se voyait embrigadé, malgré lui, dans des tensions et conflits qui ne le concernaient pas. On voulait lui faire épouser une haine dans laquelle il n'avait pas grandi et le forcer à prendre parti pour une cause qui n'était pas la sienne.

Grâce à Dieu, l'homme avait suffisamment de grandeur d'âme pour échapper à ce nid de vipères. Il deviendra le Justin que nous avons connu et aimé. Mais pour un élu, que d'enfants perdus! Je suis sidéré de rencontrer – pas seulement dans la Région des Grands Lacs – une jeunesse exposée sans défense à la transmission ou à l'héritage de mémoires agressives et vengeresses. Surtout si l'école et le milieu social contribuent à contaminer des enfants en plein développement. Ceux-ci ne demandent qu'à vivre leur vie. Sans reprendre à leur compte les querelles de leurs aînés.

La Bible cite à ce sujet un proverbe bienvenu: « Les pères ont mangé des raisins verts et les dents des enfants ont été agacées ». Et le texte sacré, très sagement, de donner cet avertissement: « Que ce proverbe n'ait plus cours en Israël! » En Israël seulement? Voyons donc! ●

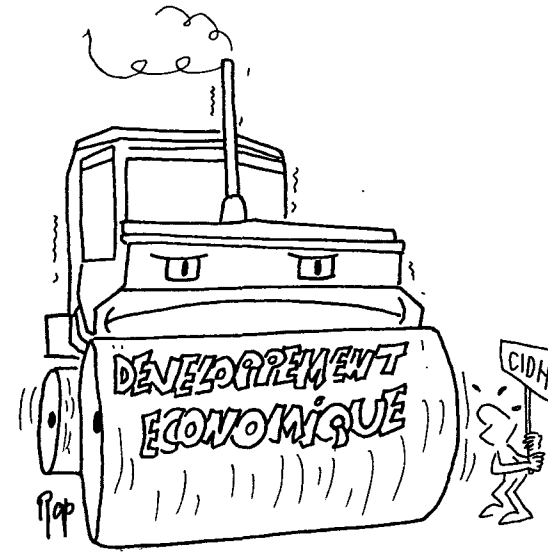
Guy Musy

1. Ville à l'Est de la République démocratique du Congo (ndlr)

Amazonie brésilienne

Comment stopper « Belo Monstro » ?

En Amazonie brésilienne, dans l'État du Para, Belo Monte doit devenir l'un des plus importants barrages du monde, avec une retenue d'eau presque aussi étendue que le Léman. La construction de l'usine hydroélectrique – dont on attend près de 11 % de l'approvisionnement du pays – a commencé au mois de juin. Cependant, les opposants, qui ont rebaptisé l'ouvrage « Belo Monstro », ne désarment pas.



La politique du rouleau compresseur

Dom Erwin est loin d'être seul dans cette bataille acharnée contre Belo Monte – qui a bien sûr également ses partisans. Cependant, les études d'experts, la mobilisation de nombre d'associations et de personnalités locales et étrangères, les manifestations, les pétitions ou les recours à la justice n'ont pas fait fléchir le président Lula ni la présidente Dilma Rousseff qui lui a succédé l'an dernier. L'un et l'autre ont balayé toutes les objections au nom de la croissance économique du pays et de son approvisionnement en électricité.

« Cela fait trente ans que je lutte contre Belo Monte », soulignait en mai dernier le président du CIMI, dom Erwin Krätzler, par ailleurs évêque de la Prélature du Xingu, du nom de l'affluent de l'Amazonie dont les eaux doivent faire tourner les 72 turbines de Belo Monte. Ses raisons ? En bref, la construction de ce barrage – comme celle de dizaines d'autres projetés en Amazonie – va provoquer un désastre humain, social, culturel et écologique. Outre les déplacements de population, une centaine de kilomètres du cours du Xingu, traversant notamment une réserve indigène, sera asséchée, ce qui affectera gravement les moyens d'existence des riverains, pêcheurs et agriculteurs. De plus, et entre autres, le projet amène un afflux de nouveaux habitants dans la ville proche d'Altamira, causant déjà un « chaos immobilier », une forte hausse des cas de malaria et du taux de criminalité.

Récents épisodes. Fin septembre, un juge de l'État du Para interdisait au consortium Norte Energia, maître d'œuvre de l'ouvrage, de modifier le cours naturel du Xingu. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a convoqué une réunion à Washington le 26 octobre, mais le gouvernement brésilien a refusé d'y être représenté. Cette commission a demandé cette année, à deux reprises, la suspension des travaux, faute de mesures adéquates de protection des droits des populations affectées, notamment celui des communautés indigènes d'être consultées, alors qu'il est garanti par la Constitution brésilienne.

« C'est la politique du rouleau compresseur », a dit Dom Erwin Krätzler dans une interview. On cherche toujours le moyen de stopper le « monstre »... ●

Michel Bavarel

Loi anti-mendicité

Appel à signature !

La criminalisation de la mendicité est contraire à la dignité humaine. Pourtant, l'article 11A de la loi pénale genevoise (LPG E 4 05) prévoit que « Celui qui aura mendié sera puni de l'amende ». Courant 2011, un groupement d'associations a élaboré une pétition pour annuler cette disposition légale entrée en vigueur en janvier 2008. Cette loi est inique et honteuse pour Genève. Une société respectueuse des droits fondamentaux ne peut punir une personne uniquement parce qu'elle est indigente et contrainte à demander l'aumône. La mendicité à Genève n'est pas le fait d'organisations criminelles. De plus, l'article de loi condamnant la mendicité organisée n'est pas contesté dans cette pétition. Soulignons encore que l'application de cette loi est onéreuse : selon le Conseil d'Etat, la criminalisation de la mendicité a coûté au moins 3 millions de francs en 18 mois d'application !

Ainsi, nous vous invitons à signer la pétition qui sera disponible, notamment, sur notre site www.cotmec.ch à partir du 8 décembre 2011. ●

ATD-Quart Monde, Caritas Genève, COTMEC, Mesemrom (liste non-exhaustive)

Aconcagua Summit

Rencontre d'espoir dans un monde indigné

Le Chili a été accueilli depuis peu au sein de l'OCDE et joue maintenant officiellement dans la cour des pays industrialisés et développés. Le revenu par habitant a dépassé la barre des 20000 dollars, ses industries sont florissantes et le centre de Santiago est à l'image de toutes les mégapoles. Malgré cela, les étudiants chiliens sont en grève depuis 6 mois, les rues barricadées, les écoles publiques fermées de force, les établissements gouvernementaux la cible de prises d'otage par les jeunes et la majorité du pays soutient ce mouvement d'indignation. La raison profonde est que le Chili est un pays d'inégalités criantes : 20 % des chiliens sont considérés comme pauvres et la classe moyenne dépense 75 % de son salaire mensuel pour rembourser ses crédits. Pour couronner le tout, c'est le pays au monde où le coût des études est le plus élevé, au même niveau que celui des Etats-Unis.

« 1% de la population mondiale contrôle 40% des richesses » – ONU

En ces temps où beaucoup de citoyens se disent indignés, la Fondation *Desafío de Humanidad* (Défi d'Humanité) a organisé l'*Aconcagua Summit*, une rencontre qui a réuni 230 leaders et meneurs de processus de changement, provenant de divers horizons géographiques, professionnels, politiques et spirituels, avec pour défi d'humaniser la globalisation.

Ayant eu lieu du 13 au 16 octobre 2011 à Portillo-Los Andes, au Chili, l'*Aconcagua Summit* a été un lieu de rencontre porteur d'espoir par sa manière d'instaurer un dialogue et de respecter les différences entre les 230 participant-e-s.

« On ne peut pas résoudre un problème en pensant de la même manière que quand on l'a créé » – Albert Einstein

Ces 230 participant-e-s de tous âges venaient de toutes croyances (chrétiens, bouddhistes, athés, etc.) et de tous horizons : PDG de grandes entreprises, oligarques, entrepreneurs sociaux, ex-ministre, ex-prostituées, académiciens, étudiants, dirigeants de población (banlieues très défavorisées du Chili), artistes, politiciens, représentants des peuples indigènes, recycleurs, syndicalistes, représentants d'ONGs...

L'objectif de la rencontre était avant tout de trouver des points communs à partir desquels construire de nouveaux projets. Pour ce faire, il a été essentiel de permettre un véritable échange. Un échange basé sur la confiance, l'écoute, l'attention, le respect et la confidentialité. C'est ainsi qu'à la fin du premier jour, chacun-e devait avoir découvert et écrit sur son badge d'accréditation le but qui le guide dans la vie pour humaniser la globalisation.



Pour voir la vidéo de présentation de l'Aconcagua Summit ou suivre le développement des projets : www.aconcaguasummit.org ou www.facebook.com/aconcaguasummit

« Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez plus à travailler un seul jour de votre vie » – Confucius

Le jour suivant, 21 tables thématiques aussi diverses qu'intéressantes ont été créées, considérant les enjeux auxquels doit faire face notre globalisation. Chaque participant-e pouvait librement choisir sa table en concordance avec sa manière de construire un monde meilleur. Parmi celles-ci : humaniser la finance, humaniser l'entreprise, la consommation responsable, l'environnement, l'innovation, la spiritualité, le développement personnel, la construction de ponts entre les mondes, le bonheur, l'égalité d'opportunités, en terminer avec la pauvreté, la famille, le handicap...

Imaginez-vous l'effet produit lorsqu'un PDG d'une multinationale, une ex-prostituée et un prêtre se rendent compte que leur objectif dans la vie est d'en terminer avec la pauvreté et qu'ils doivent développer ensemble un projet qui contribuera à atteindre cet objectif.

« Si tu peux le rêver, tu peux le faire » – Walt Disney

L'invitation à participer au Summit précisait qu'à la fin de la rencontre, chaque participant-e s'engagerait personnellement dans le cadre d'un nouveau projet créé dans le groupe thématique. De plus, pour que les bonnes intentions ne s'effacent pas avec le temps, les organisateurs ont déclaré s'astreindre à assumer le suivi et à soutenir les différentes initiatives avec leur réseau de contact et de savoir-faire. Le résultat final comprend 21 projets concrets, exécutables, et dont l'impact social devra être mesuré d'ici au prochain *Aconcagua Summit* en 2013. Pour n'en

citer que quelques-uns : une fondation d'aide de placement professionnel pour personnes avec handicap, faire de l'île Robinson Crusoe (Isla Juan Fernandez) la première île qui recycle entièrement ses déchets, un label pour des entreprises humainement responsable, insérer le bonheur comme thème fondamental dans l'agenda politique, une vidéo promotionnelle pour le commerce inclusif, un jeu vidéo pour la consommation responsable, un foyer d'accueil pour les prostituées, et bien plus.

« Dans 20 ans, vous serez plus déçu par ces choses que vous n'avez pas faites que par celles que vous avez faites. Alors larguez les amarres. Mettez les voiles et sortez du port ô combien sécurisant. Explorez. Rêvez. Découvrez. » – Mark Twain

Si en 3 jours il a été possible de développer de vraies relations entre participants si différents, de regarder ensemble les défis globaux auxquels nous devons faire face en tant qu'humanité et d'entrevoir des solutions concrètes pour construire un monde meilleur, le défi est maintenant d'élargir ce projet ! C'est pourquoi l'*Aconcagua Summit* s'est allié à de nombreuses organisations professionnelles, académiques et sociales afin de proposer des rééditions en entreprises et auprès des jeunes. De plus, l'*Aconcagua Summit* est allié au *Zermatt Summit – Humanizing Globalisation*, qui aura lieu à Zermatt du 21 au 23 juin 2012 (www.zermattsummit.org). Peut-être y aura-t-il bientôt, partout dans le monde, des pareils « Sommits » pour la construction d'un monde plus humain ? ●

David Lamka

Témoignage d'un participant

La parole à Claudio Orrego, vice-président du Parti Démocrate Chrétien chilien et maire de Peñalolen, commune de Santiago.

J'admire qu'un groupe de personnes si différentes ait décidé d'entreprendre avec courage l'aventure de la rencontre entre personnes plutôt que la confrontation, comme manière de chercher des nouveaux chemins pour humaniser notre pays. Il ne s'agissait pas d'un séminaire de développement personnel ni d'une capacitation. Ce fut une rencontre sans étiquettes, ni préjugés ou rôles, entre des mondes qui ne se rencontrent jamais. En petits groupes, à l'aide de quelques interventions motivationnelles, nous nous sommes concentrés sur la tâche la plus difficile de toutes : construire un « nous » et une feuille de route pour commencer à édifier le pays de justice et solidarité dans lequel nous sommes nombreux à croire.

Je crois que si le changement de structures n'est pas accompagné par un profond changement personnel, où existe la rencontre avec « l'autre » que nous ne connaissons pas, il est possible que nous augmentions notre richesse, mais pas le bonheur ou la fraternité mutuelle. Nous avons tant à apprendre des plus jeunes et des plus pauvres de notre société. C'est seulement si nous arrivons à passer de l'indignation face au présent à l'enthousiasme pour un futur différent, nous pourrions avancer sur les chemins d'une vraie humanisation. ●

Réflexion

Retour aux structures de péché

Dans les années 1960-70, dans le sillage du Concile Vatican II, l'Église catholique latino-américaine a offert au monde une des contributions les plus importantes et originales de la pensée sociale du 20^e siècle: l'idée des structures de péché. « Elle dit la situation sociale créée par une institution dont la finalité formelle ou effective est mauvaise, c'est-à-dire le champ d'action vicieux... » C'est le fait d'une « communauté des personnes réunies dans et par l'interaction », d'après Matthias Nebel (voir ci-dessous). Le concept féconda le débat onusien de l'époque sur le développement, grâce en particulier à Johan Galtung et sa laïcisation du concept en violence structurelle.

Malheureusement, le débat perdit sa vigueur dans les années '80 lorsque l'Église s'en distança, arguant que le péché ne peut être que le fait d'individus. À la même époque dans le monde profane Mme Thatcher lançait sa fameuse phrase: « La société n'existe pas ». Cette question, qui est toujours d'actualité, remonte au moins jusqu'au Nouveau Testament: selon Luc 17. 21 « Le royaume de Dieu est au milieu de vous », mais certains traduisent « ...en vous ».

Ainsi, les débats sur les problèmes sociaux et environnementaux

d'aujourd'hui se terminent trop souvent par la question: « Et moi, qu'est-ce que je peux faire ? » qui incite à chercher des réponses du genre: « Vous devriez vous acheter une voiture moins polluante ». Alors que l'effet serait plus important si l'on améliorerait les transports publics, et encore meilleur si l'on repensait l'aménagement du territoire ou l'organisation du travail pour diminuer les déplacements. Ce sont les structures qui sont fautives.

« Je vous le dis: souciez-vous en quittant ce monde, non d'avoir été bons, cela ne suffit pas, mais de quitter un monde bon ! »

La citation est de Bertolt Brecht, et cela dévoile en partie le désamour pour le concept: si les autorités politiques et ecclésiastiques peinent à admettre l'idée de structures de péché, c'est qu'elle est issue de la théologie de la libération, et l'on reproche à celle-ci son terreau que l'on dit marxiste. Il est bon de se rappeler à ce propos la phrase de l'archevêque brésilien Dom Helder Câmara: « Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint. Je demande pourquoi le pauvre n'a pas de quoi se nourrir et l'on me traite de communiste ».

Matthias Nebel a fait du péché structurel l'objet de sa thèse à

l'Université de Fribourg, publiée en 2006. Tout au début, l'auteur remercie ses inspirateurs. On y retrouve Hannah Arendt en premier, suivie d'une liste qui comprend des protestants (Ricœur, Barth). Johan Galtung manque cependant, et jusque dans la bibliographie. Sauf erreur, aucun latino-américain ne figure dans cette liste.

Si l'on cherche une recette pour la tarte aux fraises et que l'on tombe sur un traité sur la botanique de la fraise, on ne peut pas lui reprocher de ne pas fournir la recette. Les acteurs du social seront toutefois frustrés par cet ouvrage, bien qu'il porte le sous-titre « Essai de systématique ». Il se situe bien à l'intérieur d'un champ de réflexion technique de la théologie catholique. Il n'esquisse qu'à peine l'histoire passionnante et passionnée de l'idée dans la réflexion sociale, tout comme il n'explore pas ce que le concept peut contribuer à l'action dans le monde.

L'ensemble d'interactions qui tissent la société ne peuvent se réduire aux individus, car il s'agit précisément de ce qui se passe entre eux, pas en eux. Le problème qu'ont les autorités de l'Église avec le péché structurel ne se situe peut-être pas au niveau du contenu du concept, mais dans le mot « péché » de son titre.

« Péché structurel » est un mot-déclat, comme « développement durable » et d'autres. Le rôle de tels mots n'est pas de décrire et encore moins d'analyser: c'est d'appeler à l'action celles et ceux qui l'entendent. À son époque, le péché structurel mobilisait les fidèles; maintenant plus. Il vaudrait peut-être mieux revenir au mot de Galtung: la violence structurelle.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, il est temps de ranimer ce concept fécond qui peut tant apporter à la réflexion et à l'action sociale. ●

Edouard Dommen

Matthias Nebel, La catégorie morale de péché structurel, Essai de systématique, Paris, éditions du Cerf, 2006.

Invitation

Pauvreté: du constat aux alternatives

Le 11 février 2012 se tiendra la traditionnelle journée théologique de la COTMEC. Cette année, elle portera sur la pauvreté (au Nord comme au Sud), thème de notre prochaine publication sur laquelle une partie de notre commission planche déjà depuis le début de l'année.

Une pauvreté aux multiples manifestations que nous ambitionnons de déconstruire pour mieux la cerner: dans ses causes, dans ses indicateurs et dans ses conséquences les plus avérées.

A travers notre démarche, nous souhaitons aussi nous pencher sur les pistes d'action et les alternatives

à des mécanismes générateurs d'inégalités qui ne sont pas des états de fait à tout jamais figés. S'il est des saisons de s'indigner, il n'en demeure pas moins essentiel de s'engager.

Mais comment? Aux côtés de qui? Dans quelles institutions et avec quels acteurs? Telle est la réflexion à laquelle nous vous invitons à participer au sein d'ateliers qui succéderont aux interventions de Gilbert Rist (IHEID), d'Alban Bordeaux (ATD-quart-monde) et de Dominique Froidevaux (Caritas Genève). ●

La journée se déroulera à la paroisse de Chêne-Bourg et commencera à 10h pour se clôturer aux alentours de 16h30. Un buffet canadien sera partagé, avec boissons offertes. Inscription au 022 708 00 78 ou info@cotmec.ch

Martyna Olivet

Documentaire

« Au nom du Père, du ciel, de tous »

« Au nom du père, du ciel, de tous » de la Française Marie-Violaine Brincard est un très beau documentaire qui nous amène à un rythme lent, presque méditatif, à la rencontre de cinq veilleurs de paix qui ont protégé des Tutsis durant le génocide qui a ravagé le Rwanda d'avril à juin 1994. Ce projet cinématographique a pour origine le lien très fort qui unit la jeune réalisatrice à une rescapée du génocide, devenue un peu sa fille adoptive. C'est pour lui prouver que l'Humanité n'avait pas totalement disparue au plus fort de l'horreur que la réalisatrice s'est décidée d'aller à la rencontre de ces « bienfaisants ». Pour ce faire, elle a choisi une forme de témoignage minimaliste, avec des plans fixes, sans effets sonores ni autres décors que le quotidien et la nature environnante de ces Justes qui n'ont pas cédé à l'injonction de tuer. A force de confiance et de patience, Marie-Violaine Brincard a pu tourner son objectif sur Joseph, Joséphine, Léonard, Augustin et Marguerite, des Hutus de condition très modeste, qui racontent comment, au péril de leur vie, ils ont aidé ceux qui « étaient

Agenda

CERCLE DE SILENCE...

...d'écoute et cercles artisans de paix: journée de réflexion œcuménique le 28 janvier à Genève de 9h à 15h à l'Eglise du Sacré-cœur. Inscription au repas obligatoire (15 CHF) par mail (ines@cotmec.ch) ou par tél. 022 708 00 78. En présence de Michel Monod et de Daphrose Ntarataze.

CAMPAGNE DE CARÊME

Lancement de la Campagne œcuménique de Carême sur le thème du genre et du droit à l'alimentation le jeudi 2 février dès 18h à l'Eglise de St-Germain, rue des Granges, à Genève.

UN AUTEUR UN LIVRE

Présentation du livre « Dépasser la haine. Construire la paix » à midi à l'aumônerie universitaire de Genève le mardi 7 février 2012.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

Débats, tables rondes et exposition à l'Université de Genève (Uni Dufour) les 20 et 21 mars 2012 à l'occasion de la journée mondiale de l'eau et de la tenue du sixième forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars. En présence, notamment, de Susan Georges (fondatrice d'Attac France), de Dom Thomas Balduino et de Carlo Sommaruga.

des Tutsis, pas encore des rescapés ». Leur résistance ne leur a apporté aucun avantage, tout juste un début de reconnaissance symbolique, parfois encore teinté de méfiance. Mais leur simple existence, leurs actes de dissidence sont infiniment précieux et incarnent pleinement l'interrogation d'Augustin: « qui a dit que Dieu n'était pas un homme ? ». ●

Martyna Olivet

« Au nom du Père, du ciel, de tous », de Marie-Violaine Brincard, 50', 2009. Production: les films du Sud, disponible à la COTMEC en prêt.

Edito

Entrez dans la danse...

La période précédant la fin d'année est pour beaucoup un sprint final avant d'être synonyme de fête ou de recueillement. Tenter de dépouiller son emploi du temps est un exercice qui peut se révéler périlleux, tout comme chercher à se soustraire à la « communion » de la consommation à laquelle nous ne sommes, et de loin, pas tous invités.

Pour notre part, nous terminons l'année riches de tout ce que nous avons partagé, en particulier durant les mois qui viennent de s'écouler où, à deux reprises, nous avons eu le plaisir d'accueillir des hôtes issus des Grands Lacs. Durant nos longs échanges, une réflexion m'a particulièrement marquée. Celle qui nous invitait à quitter la « logique de la guerre » pour entrer dans la « logique de la danse ». Vaste programme qu'il est difficile de résumer en quelques lignes. Celui-ci commence par une attention particulière au langage employé, afin de l'expurger au maximum de tout vocabulaire guerrier. Un exercice qui, à lui seul, modèlera son état d'esprit pour l'amener à être plus à même d'accueillir la « bonne puissance », qui nous libère de l'asservissement des objets.

Ces expressions, hautes en couleurs, nous les devons à Laurien Ntezimana, théologien rwandais éveilléur de consciences s'il en est, dont le témoignage est consigné dans le livre « Dépasser la haine », construire la paix. De notre perspective, nous pourrions reformuler sa démarche par la visée d'une « vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes », selon la belle formule du philosophe Paul Ricœur.

A la COTMEC, du lieu où nous fondons notre espérance ancrée sur l'interpellation évangélique, cet idéal éthique ne cesse de nourrir nos engagements. Que ce soit dans un effort pour rendre lisibles les structures génératrices de pauvreté (voir p. 6); de s'opposer à une loi inique qui criminalise la mendicité (voir p. 2) ou en relayant les témoignages de veilleurs de paix, notre contribution, par petites touches, à la « vie bonne » semble déjà parsemer de rendez-vous l'agenda de la nouvelle année! Nous nous réjouissons de cheminer en 2012 à vos côtés, et vous remercions pour votre fidélité qui contribue à la pérennité de notre travail. ●

Martyna Olivet

Eclairage

Crèche vivante

J'ai le Noël triste cette année. Pourtant, la devise de mon nouvel évêque devrait me fortifier. « Vivre, c'est le Christ ! ». Précisément, voilà un programme qui, à première vue, n'enchanté guère. Naître dans une étable, connaître l'exil quand on est enfant, manquer d'être tué par les habitants de son village, polémique avec des notables de mauvaise foi, partager le repas de gens peu fréquentables, être abandonné, trahi puis renié par ses meilleurs amis et finir exécuté avec deux bandits à ses côtés. Est-ce vraiment une vie qui vaut la peine d'être vécue ?

D'accord, Jésus a choisi lui-même ce destin peu enviable. Et il avait son idée en le faisant. D'autres devront suivre ce chemin sans l'avoir choisi, contraints par les événements. Ainsi, la télévision vient de m'offrir une drôle de crèche vivante. Les acteurs sont espagnols. Ils ne vivent pas sous Philippe II, mais sous Zapatero. Ils ne sont pas comédiens; ils jouent leur propre vie. Un homme et une femme dans la trentaine, cadres de classe moyenne, un enfant de trois ans dans les bras. Deux salaires pour nouer les deux bouts... Puis, patatras! La fameuse crise, anonyme et sans visage, les jette sans travail hors de leur logis. Des parents retraités leur offrent de quoi dormir. Mais le gosse est de trop. L'allocation chômage ne suffit pas. Plus de lit ni de pain pour lui à l'hôtellerie familiale. On le confie à un foyer social, comme autrefois on déposait des cartons de bébé à la porte de l'Hospice Général.

Ce même jour, notre nouveau parlement « balayait », selon l'expression consacrée, une disposition visant à raboter les bonus indécents des plus riches. Ceux qui se fournissent aux boutiques de la rue du Rhône pourront encore fêter le réveillon aux Champs-Élysées.

Alors, dites-moi chrétiens, qui sont-ils aujourd'hui ceux qui font du Christ leur vie? Où se cachent-ils? Pas forcément dans un couvent ou un château en Espagne. Las! Il ne suffit pas de s'indigner. Il faut agir! ●

Guy Musy

> suite de la page 4

de la planète, doit montrer la voie, en adoptant des mesures adéquates (voir encadré à la page 4), qui ne portent pas préjudice aux habitants les plus démunis de l'agglomération. Un pas dans la bonne direction: les autorités ont admis le principe de la société à 2000 Watts... lequel n'est malheureusement pas encore appliqué ni même planifié.

Face aux échecs successifs des négociations mondiales visant à freiner les changements climatiques, il est plus que jamais urgent de mettre en œuvre des solutions locales, même si celles-ci doivent modifier notre

style de vie. Nos sociétés fortement émettrices de gaz à effet de serre ont le devoir d'agir et l'opportunité de le faire à travers des processus concertés impliquant les citoyens. Ainsi s'étendront les chances que se dessine malgré tout un horizon lumineux pour nos enfants. ●

Hélène Bourban

Conférence de presse

Abolir une loi qui punit les mendiants

Une loi votée par le Grand Conseil genevois, fin 2007, permet à la police d'infliger des amendes aux mendiants: entre 40 et 60 par jour, dit-on. Elle vise essentiellement 50 à 150 Roms de Roumanie qui se relaient dans nos rues. Un nombre qui ne diminue pas, malgré une mesure coûtant fort cher au contribuable. Et surtout qui viole les droits de l'homme, affirment les promoteurs d'une pétition demandant son abolition. Dont la COTMEC.

Quand nous sommes confrontés à un mendiant, des sentiments ambigus nous assaillent: la compassion, l'irritation, la colère... Et une peur: si c'était moi? Face au malaise éprouvé par la population, des politiciens – peut-être avec une arrière-pensée électoraliste, sait-on jamais? – ont voté une loi pénale interdisant purement et simplement la mendicité. En vigueur depuis 2008, elle a déjà permis d'infliger des milliers d'amendes, dont la plupart n'ont pas été payées. Certaines d'entre elles ont abouti à des peines privatives de liberté.

Le 8 décembre dernier (cf. C-Info 333), un collectif d'associations et partis politiques – de gauche – a lancé une pétition demandant au Grand Conseil d'abolir cette loi. Il espère recueillir une dizaine de milliers de signatures d'ici la fin mars, afin de se faire entendre par les députés.

Tendre la main n'est pas un crime

On peut invoquer de nombreux arguments en faveur de cette abolition. La loi ne remplit pas son but, puisqu'elle ne décourage pas les mendiants de venir à Genève et sa suppression ne provoquerait pas un appel d'air, car le nombre de lieux où la mendicité est « rentable » est limité. Une rentabilité bien relative, cinq à dix francs par jour, estime l'avocate Dina Bazarbachi, de l'association Mesemrom, ce



qui n'intéresse pas les « réseaux mafieux ». « Ce sont des personnes qui viennent en famille ». Enfin, les millions consacrés à la répression (3 millions en 18 mois, selon le Conseil d'État, sans compter les frais de justice et de police) seraient mieux utilisés pour l'accompagnement de ces personnes chez nous et la réalisation de projets en Roumanie.

Il y a aussi – et surtout – des arguments éthiques. Dans l'histoire, rappelle le théologien protestant

Les Églises et la mendicité

Dans un appel intitulé « Entrons dans l'Avent avec le souci des plus démunis », les responsables des Églises catholique chrétienne, catholique romaine et protestant, Mme Christine Hauri, Mgr Pierre Farine et Mme Charlotte Kuffer, écrivent notamment ceci:

En 2008, Genève a tenté de résoudre le problème de la mendicité en promulguant une loi infligeant des amendes convertibles en peines de prison. Ce dispositif légal (...) est choquant, car inhumain (...)

Bernard Rordorf, bien des groupes humains ont été ou sont mis à l'écart, exclus: les esclaves, les lépreux, les intouchables en Inde ou les juifs – et les Roms – du temps des nazis... « N'est-ce pas ce qui se produit quand on criminalise le geste de tendre la main pour mendier? » demande-t-il. Alors que nos sociétés dites démocratiques prétendent respecter les droits de l'homme. ●

Michel Bavarel

Officiellement les mendiants sont accusés de troubler l'ordre public. Ne viennent-ils pas en vérité troubler notre ordre moral, notre sens esthétique qui veut que la misère soit cachée? Face à la paupérisation et à la fragilisation de notre société, les Églises chrétiennes de Genève affirment qu'une société ouverte a besoin d'un minimum de courage et de lucidité pour faire face à l'adversité. Isoler et mettre à l'écart les groupes sociaux fragilisés rend vains tous les élans de solidarité dont nous avons par ailleurs de plus en plus besoin! ●

Climat mondial

Conférence de Durban, symbole de schizophrénie

Durban, Afrique du Sud: troisième nuit blanche pour les délégués de près de 200 pays du monde lors de la conférence internationale sur le climat. Dans l'antré des négociations, la tension est à son comble et l'épuisement se lit sur les visages. Une invective mémorable éclate à propos de la nature – contraignante ou pas – d'un futur pacte mondial pour le climat que les pays sont en train d'imaginer. Sous les yeux d'une centaine de délégués, la commissaire européenne pour le climat et la ministre indienne de l'environnement parviennent à se mettre d'accord: les négociations climatiques sont enfin relancées et on voit s'éloigner le spectre de l'échec du sommet de Copenhague, en 2009, qui avait connu un clash tragique entre pays industrialisés et pays en développement.

Mais le succès reste bien modeste: il réside surtout dans le fait qu'un texte a recueilli les signatures de l'ensemble des pays de la planète. Son contenu, lui, est en effet loin de répondre à l'urgence climatique qui cause aujourd'hui déjà des ravages parmi les populations les plus vulnérables. Davantage une profession de foi qu'un véritable plan de bataille, ce document prévoit d'établir d'ici à 2015 un pacte mondial de réduction des émissions devant entrer en vigueur en 2020. Il doit concerner pour la première fois tous les grands pays émetteurs, industrialisés ou non, et avoir une force légale sans être « juridiquement contraignant ». Un indéniable progrès diplomatique, mais beaucoup de flou et aucune avancée concrète sur le partage des efforts à fournir. Tout un symbole.

Pour quelques degrés de plus

Alors que la fenêtre d'opportunité pour éviter l'emballement incontrôlable des changements climatiques est en train de se refermer, les grands de ce monde finissent par se mettre d'accord... qu'il faudra bientôt se mettre d'accord! Or, le temps presse: le pic des émissions mondiales doit vraisemblablement être atteint durant ces cinq prochaines années. En 2010, sur le terrain, les émissions n'ont jamais autant augmenté (+5 % par rapport à 2009) et dépassent désormais les 33 milliards de tonnes de CO₂ annuels. Dans le même temps, les appels des scientifiques se font de plus en plus pressants: selon le climatologue James Hanson, qui a présenté ses derniers résultats en Afrique du Sud, l'objectif officiel de limiter le réchauffement global à +2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle constitue « la certitude d'un désastre à long terme ». Un objectif qui s'éloigne pourtant de jour en jour: selon un récent rapport du Potsdam Institute, les engagements internationaux actuels ne parviendront pas à limiter

suffisamment les émissions de CO₂ et celles-ci pourraient se monter à 55 milliards de tonnes par an en 2020. Un tel niveau d'émission mène l'humanité sur le chemin d'une élévation de la température globale de 3,5 degrés, dont les conséquences sur la forêt amazonienne, les glaces du Groenland et les récifs coralliens pourraient devenir irréversibles. Pire, les hydrates de méthanes piégés dans l'océan ainsi que dans le permafrost pourraient être dégazés, participant à leur tour à l'emballement de la machine climatique.

Aveuglement éclairé

Acculée à un complet changement de paradigme, l'humanité s'offre le luxe de la schizophrénie: ne pas croire ce que l'on sait. De toute évidence, troquer le modèle d'une croissance basée sur les énergies fossiles par celui d'une croissance verte ne suffira pas. L'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ne permettront pas de faire l'économie de la sobriété. L'effort à fournir pour maintenir les activités humaines dans les limites de durabilité imposées par la planète est trop important. Selon les climatologues de l'ONU, en moins de deux générations, les pays industrialisés devront réduire leurs émissions de 80 % à 95 % ! Une révolution qui remet en question le dogme de la croissance et souligne l'absurdité de la mondialisation économique: devenue usine du monde et premier pollueur de la planète, la Chine a connu un triplement de ses émissions depuis son adhésion à l'OMC il y a tout juste 10 ans. Les pays occidentaux ont donc exporté leurs émissions vers l'« empire du Milieu ». Un jeu loin d'être à somme nulle puisqu'il engendre une explosion du transport aérien et maritime, dont les émissions de CO₂ n'ont qu'un avantage: celui d'échapper à toute régulation!

Pesée inégale

Aujourd'hui, si chaque Chinois émet autant de gaz à effet de serre qu'un Français (près de 7 tonnes par habitant et par an), un Malien ne « pèse » que 50 kg de CO₂ par an, plus de 100 fois moins! Ironie du sort, les pays les moins responsables, seront les premiers touchés par les effets des changements climatiques. Dans leur droit légitime au « développement », ils seraient néanmoins bien inspirés de ne pas se tromper de modèle. Sous le prisme climatique et énergétique, l'Occident et la Chine représente les deux faces d'un même échec qui précipite l'humanité au bord du gouffre. L'avenir de la planète ne se joue pas qu'à New York ou à Pékin. Il se joue aussi à Bamako. ●

Jérôme Strobel

Région franco-valdo-genevoise

Penser globalement, agir localement: des paroles aux actes

Face aux constats alarmants du Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC) sur les changements climatiques à venir et l'urgence de la situation, deux approches complémentaires coexistent: une réponse globale par une gouvernance internationale, à l'instar du récent rassemblement de Durban pour débattre de l'avenir du protocole de Kyoto, et des initiatives locales porteuses de transformations concrètes, qui traduisent l'approche du « pense avec le monde et agis selon ton lieu ».

Le sommet de Durban a, une fois de plus, révélé les grandes difficultés rencontrées par la prise de résolutions communes à l'échelle mondiale. Les différents Etats sont opposés par des intérêts divergents, des systèmes de valeurs et des représentations du monde distinctes auxquels viennent s'ajouter des niveaux de vie souvent incomparables et des relations de pouvoir dissymétriques. Bien qu'à une échelle plus modeste, les mêmes types de conflits se retrouvent au niveau local: entre les habitants d'une même région,

des visions parfois diamétralement opposées s'affrontent et des intérêts antagonistes se manifestent.

L'agglomération franco-valdo-genevoise

Ces divergences se cristallisent aujourd'hui autour du projet d'agglomération regroupant le Genevois français¹, le canton de Genève, et le district de Nyon. Le projet officiel, qui sera déposé à Berne en juin 2012 par les autorités politiques de la région transfrontalière, vise à « organiser un développement plus durable, plus respectueux des réalités économiques, sociales et environnementales ». Cependant, pour ses détracteurs, dont nombre d'associations et de partis de gauche, il se contente d'organiser la fuite en avant d'une croissance économique linéaire, sans chercher ni à la maîtriser ni à l'orienter. Ces derniers dénoncent le fait que « l'extraordinaire » croissance économique de la région ne réponde pas aux besoins de la population: ils déplorent notamment la spéculation foncière ainsi que la gentrification² qui approfondissent la crise du logement engendrant un accroissement du nombre de pendulaires et un mitage territorial. A déplorer aussi: le manque de prise en compte du contexte climatique et le faible de soutien exprimé à l'égard de l'agriculture de proximité, qui réduit pourtant considérablement les émissions de CO₂ engendrées par le transport des denrées alimentaires.

Afin de discuter le projet officiel et faire entendre la voix de la société civile, une coalition d'associations, tant françaises que suisses, s'est créée et a organisé, le 3 décembre dernier, un forum transfrontalier pour marquer un temps fort dans un processus citoyen participatif. Intitulé « Chère agglo, où allons-nous? », ce forum a réuni environ 130 personnes durant toute une après-midi où se sont succédés des présentations, des ateliers et des débats. Différents aspects ont été discutés (logement, emploi, mobilité, fiscalité, énergie, etc...) et des pistes d'action ont été dégagées. Les participants ont attiré l'attention sur les intimes interrelations entre ces domaines, d'où la nécessité d'adopter une vision holistique et concertée.

Influencer le climat à notre échelle

Concernant le climat, le forum a relevé l'urgence pour la région de se préparer aux changements climatiques à venir, à l'inévitable pénurie de pétrole et à la transition énergétique. La région genevoise, une des plus riche

suite page 5 en bas >

1 Genevois français est le terme usuel désignant la partie du département de Haute Savoie (74) et de l'Ain (01) entourant le canton de Genève
2 Processus par lequel le profil social et économique des habitants d'un quartier se transforme au profit exclusif d'une couche sociale supérieure

HB